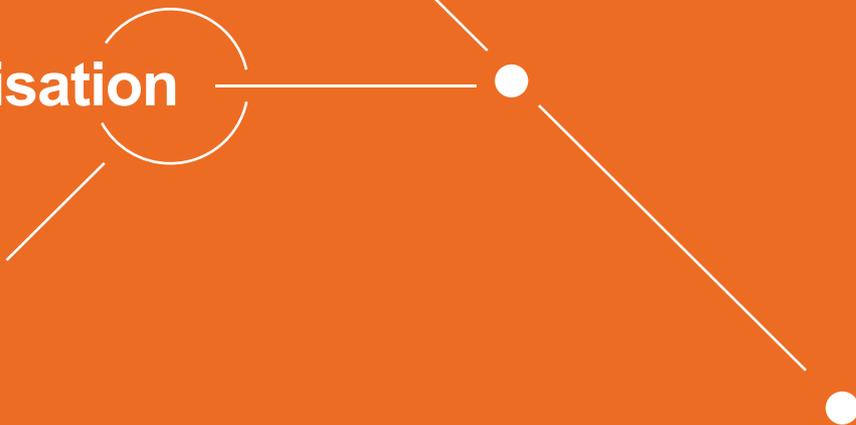




# Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits

*La machine de guerre  
idéologique d'une nouvelle  
extrême-droite, libertarienne  
et ultraconservatrice*



Recherches et rédaction  
**Anne-Sophie Simpère**

Avec la participation de  
**Laurence Ledoux**  
**Olivier Petitjean**  
**Lora Verheecke**

Nous remercions **Ralph Wilson** et le  
**Corporate Genome Project**, **Nancy**  
**MacLean**, **Dieter Plehwe** et tous les  
chercheurs et chercheuses qui nous ont  
aidé dans ce projet.

Graphisme  
**Maria Boidin**

# Table des matières

● À retenir	4
● Introduction	6
● Première partie : Le réseau Atlas, internationale libertarienne et ultraconservatrice	7
Les origines	7
Derrière Atlas : des grandes entreprises, des milliardaires et le « kochtopus »	9
Défendre les industriels	11
L'alliance entre libertariens et « paléoconservateurs »	12
La méthode Atlas	14
Chambre d'écho et fenêtre d'Overton	15
Expertise biaisée et messages simplistes	15
Au nom des consommateurs et des contribuables ?	17
Du ClimateGate à Javier Milei, les faits d'armes des partenaires du réseau	19
● Deuxième partie : Le réseau Atlas en France	28
De débuts timides à la professionnalisation du réseau	28
La Fondation Ifrap : le lobby des 10% les plus riches	31
Un bon élève du réseau Atlas	31
Derrière l'indépendance affichée : des hommes d'affaires fortunés	33
Contribuables associés : la « taxpayer association » à la française	37
Marketing agressif et astroturfing	37
Derrière les « contribuables » : des dirigeants d'entreprises et l'extrême-droite	39
L'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref) : l'international très à droite	42
Des libéraux... et des personnalités liées à la droite et l'extrême droite française	42
Un projet politique réactionnaire sous couvert de « recherche indépendante »	43
L'institut économique Molinari : le goût du pétrole et du tabac	47
Des liens assumés avec le réseau Atlas	47
Des liens plus discrets avec des industriels	48
L'Institut de formation politique, vivier des droites radicales françaises	50
Une formation à l'américaine au profit des droites radicales françaises	50
Une armée pour mener le combat des idées	53
● Conclusion	57

## À retenir

- Basé à Arlington, en Virginie, l'Atlas Network est un **réseau majeur de think tanks et d'autres organisations qui oeuvrent dans le monde entier pour gagner « la bataille des idées »**. Créé en 1981 par l'entrepreneur Antony Fisher, le réseau Atlas veut recouvrir le monde de think tanks libertariens, sur le modèle de l'Institut des affaires économiques (IAE) qui, au Royaume Uni, a contribué à la victoire de Margaret Thatcher.
- Depuis sa création, le réseau Atlas n'a cessé de prendre de l'ampleur. Dans son rapport annuel 2023, il revendique **589 partenaires dans 103 pays, un budget de 28 millions de dollars**<sup>1</sup> Aux États-Unis, il a intégré de très puissants think tanks comme la Heritage Foundation, le Cato Institute ou le Heartland Institute. L'Europe et l'Asie centrale sont sa 2ème plus importante zone d'investissement, avec 157 organisations partenaires qui bénéficient de ses formations, réseaux, prix et/ou financements.
- Derrière le réseau Atlas, on trouve **d'influents milliardaires, des magnats du pétrole et des fondations**, qui défendent la dérégulation (notamment dans le domaine environnemental), mais aussi des positions ultraconservatrices (anti-avortement, anti « woke »...). On trouve aussi **de grandes entreprises de secteurs comme le pétrole, le tabac ou les médicaments**.
- Pour imposer leurs idées, les partenaires du réseau Atlas recourent à des stratégies d'influence qui relèvent parfois de la manipulation : **stratégies de la chambre d'écho et de la fenêtre d'Overton, expertise biaisée, astroturfing...** Alors que leur projet vise des intérêts très particuliers – ceux des plus riches –, ils veulent apparaître comme des sources d'expertise indépendantes ou les porte-parole des simples citoyens, pour mieux influencer le « climat des idées » et promouvoir leur vision du monde.
- Avec ces méthodes, les partenaires du réseau Atlas ont obtenu des victoires politiques partout dans le monde : diffusion du climato-scepticisme, influence sur des référendum (the Voice en Australie, référendum sur la constitution chilienne, Brexit...) ou encore élection de Javier Milei en Argentine. Malgré la discrétion du réseau, son influence croissante commence à attirer l'attention de certains chercheurs et journalistes, comme le britannique Georges Monbiot qui, en janvier 2024, posait la question dans le *Guardian* **« Quels sont les liens entre Rishi Sunak, Javier Milei et Donald Trump ? »**<sup>2</sup>. Réponse : le réseau Atlas.
- En France, le réseau est particulièrement méconnu alors qu'il y finance des partenaires depuis sa création (et a bénéficié de fonds français, à travers l'entreprise Michelin). C'est surtout **depuis les années 2010 que les partenaires français du réseau Atlas ont pris de l'importance**, notamment à travers leur visibilité dans les médias. Ils ont tous des liens avec le monde des affaires, mais aussi, dans bien des cas, avec la sphère politique, en particulier avec **l'extrême-droite et la droite radicale**. Ils ont bénéficié de formations et d'autres formes de soutien du réseau états-unien, pour mener leur bataille culturelle.

1 Atlas report, Annual impact report 2023 - [https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/AtNet-2023AnnualReport\\_Online.pdf?\\_gl=1\\*1h3qko5\\*\\_ga\\*MTM1Mjg3MDQxMS4xNzAxNzA4MDE1\\*\\_ga\\_F992Z0Y4W1\\*MTcxMzk2Njc0NC40NS4xLjE3MTM5NjY5NzAuMzluMC4w](https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/AtNet-2023AnnualReport_Online.pdf?_gl=1*1h3qko5*_ga*MTM1Mjg3MDQxMS4xNzAxNzA4MDE1*_ga_F992Z0Y4W1*MTcxMzk2Njc0NC40NS4xLjE3MTM5NjY5NzAuMzluMC4w)

2 <https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/jan/06/rishi-sunak-javier-milei-donald-trump-atlas-network>

- Ainsi, l'Ifrap a été fondé par un grand donateur de la Heritage Foundation proche de l'extrême-droite. **Sa porte parole Agnès Verdier-Molinié s'est formée auprès de think tanks américains**, et elle défend aujourd'hui les intérêts des plus riches, avec un conseil d'administration et des instances noyautés par de grandes fortunes.
- L'Institut de recherches économiques et fiscales (iref) ou l'Institut Molinari, proches de milieux politiques et industriels, **alimentent la chambre d'écho libertarienne dans les médias** en portant des idées similaires : critique des impôts et diatribes contre une supposée « haine des riches », opposition aux politiques climatiques, appel à la privatisation de services publics... Ces think tanks très médiatiques se présentent et sont souvent présentés comme des experts indépendants et apolitiques.
- Contribuables associés, très proche de l'extrême-droite, se dit elle aussi « politiquement neutre ». L'organisation défend le même type de positions et utilise des **méthodes de mailing direct similaires à celles des conservateurs états-uniens** pour les diffuser et revendiquer 350 000 membres, alors que ses statuts garantissent le contrôle de l'association par une poignée de dirigeants.
- Plus discret, l'Institut de formation politique (IFP) joue un rôle majeur dans cette machine de guerre idéologique. Sur le modèle du Leadership Institute aux États-Unis, **il forme des centaines de jeunes conservateurs en France, que l'on retrouve ensuite dans les sphères politiques, associatives et médiatiques**. Son fondateur, Alexandre Pesey, proche des conservateurs américains, porte un discours de guerre des civilisations et espère un rapprochement des droites pour « défendre la France ». Un ancien auditeur décrit l'IFP comme « une machine », qui forme depuis 20 ans une génération de cadres et militants qui se connaissent entre eux. Plusieurs d'entre elles et eux ont aujourd'hui acquis une certaine notoriété : Charlotte d'Ornellas, Thais d'Escuffon, Samuel Lafont, Alice Cordier...
- Ce groupe d'organisations très liées entre elles joue un rôle de « chambre d'écho » pour les idées libertariennes et conservatrices en France. Même s'ils restent minoritaires dans l'opinion, leurs porte-paroles sont de plus en plus présents dans les médias et **une partie de leurs propositions se retrouve dans le débat et les décisions politiques** (par exemple dans le domaine de l'éducation).
- Aux États-Unis, on retrouve Atlas derrière le mouvement du Tea Party, et aujourd'hui **l'Heritage Foundation pilote le « Project 2025 », un programme taillé sur mesure pour Donald Trump**. En France, les partenaires Atlas n'ont pas le même poids politique. Mais grâce à leurs méthodes, ils s'imposent de plus en plus efficacement dans le débat public, portant et légitimant, des propositions politiques proches de celles de la frange la plus radicale des conservateurs aux États-Unis.
- Exposer les liens des partenaires Atlas en France avec le réseau américain et ses méthodes, mais aussi leur proximité avec des grandes fortunes, des industriels et des politiques de droite et d'extrême-droite permet de **comprendre d'où ils viennent, quels intérêts ils représentent et comment ils imposent leurs idées**. Les exemples des succès des partenaires Atlas aux États-Unis, au Brésil, en Argentine ou au Royaume Uni doivent nous alerter sur l'impact que ces organisations et leurs stratégies bien rodées pourraient aussi avoir si elles continuent à se développer en France.

### ● **Quel point commun entre le mouvement du Tea party, le Brexit, le « Climategate », les élections de Donald Trump ou Javier Milei, ou encore le rejet d'une constitution plus progressiste au Chili ?**

Au moins celui-ci : beaucoup des think tanks et autres organisations qui ont mené campagne pour organiser ces mouvements ou obtenir ces victoires conservatrices sont ou ont été partenaire d'un réseau international, le réseau Atlas.

Son objectif ? Recouvrir le monde de think tanks et d'autres organisations libertariennes pour influencer la politique en agissant sur le « climat des idées ». Si leur mot d'ordre est la « liberté », il s'agit avant tout de celle des marchés, et des partenaires importants d'Atlas ont aussi des positions ultraconservatrices sur les questions sociales. Pour gagner la bataille, ils multiplient leurs apparitions dans les médias et la publication d'études « prêtes à l'emploi » pour les journalistes, forment de futurs leaders ou vous inondent de pétitions en se revendiquant mouvement de consommateurs ou de simples citoyens. Leurs mots d'ordre ? Fustiger les dépenses publiques, le « wokisme », l'action climatique, les droits des minorités, ou la « haine des riches ».

Quelles sont ses stratégies ? Comment le réseau s'est-il développé ? Qui le finance ? Quelles sont ses stratégies ? Et quelles victoires peut-il revendiquer à travers le monde ? Nous nous sommes penchés sur cette organisation qui, malgré son poids devenu colossal (plus de 580 partenaires dans 103 pays), reste très discrète. En particulier en France, où certains de ses membres ont pourtant gagné en influence cette dernière décennie, aussi bien dans la sphère médiatique que politique, en nouant des liens étroits avec certains industriels et avec toutes les nuances de l'extrême-droite.

## Première Partie : ●

# Le réseau Atlas, internationale libertarienne ● et ultraconservatrice

### ● Les origines

C'est en 1981 que l'Atlas Economic Research Foundation, devenu ensuite Atlas Network (« réseau Atlas »), est fondée par Antony Fisher. Ce dernier, un homme d'affaires pionnier de l'élevage des poulets en batterie, est fortement influencé par l'économiste autrichien Friedrich Hayek. Hayek est à l'origine de la Société du Mont Pèlerin (SMP), groupe de réflexion créé en 1947, qui rassemble des personnalités représentant des courants libéraux allant du néolibéralisme au libertarianisme le plus radical (voir encadré). Tous partagent une opposition absolue au socialisme, un idéal de laissez-faire économique et une méfiance envers les « masses » et la démocratie. Selon eux, cette dernière porte en elle le risque d'une dérive vers une dictature qui commencerait par la planification économique<sup>3</sup>.

Après la seconde guerre mondiale, Antony Fisher s'inquiète ainsi de l'élection d'un gouvernement travailliste au Royaume-Uni. Hayek lui aurait alors conseillé de ne pas s'engager en politique, considérant que

les élus sont « comme des bouchons dans l'eau qui flottent sur l'opinion publique ». Il lui recommande plutôt, s'il veut vraiment changer les choses, de chercher à influencer cette opinion publique, et de gagner « la guerre des idées ». Une bataille que Fisher engagera à Londres en créant l'« Institut des affaires économiques » (Institute for Economic Affairs, IEA) en 1955, avec pour mission de diffuser l'idéologie libertarienne dans l'opinion publique britannique. Lors de son élection en 1979, Margaret Thatcher reconnaît explicitement le rôle du think tank dans sa victoire et le remercie chaleureusement pour avoir défendu les principes du libre-échange<sup>4</sup>. Ce succès enthousiasme Hayek qui encourage Fisher à répliquer son modèle partout dans le monde<sup>5</sup>. C'est ainsi que le réseau Atlas voit le jour.

Lors de sa création, le réseau ne compte qu'une poignée d'organisations membres. Certaines d'entre elles – notamment les très conservateurs Cato Institute et Heritage Foundation aux États-Unis – existaient déjà auparavant. Le réseau Atlas se donne pour rôle de soutenir l'expansion internationale

3 Voir par exemple INNSET Ola, « An Army of Fighters for Freedom. The social environment of the first Mont-Pèlerin Society conference », *Revue d'économie politique*, 2021/5 (Vol. 131), p. 753-776. DOI : 10.3917/redp.315.0035. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2021-5-page-753.htm>

4 Courrier de Margaret Thatcher Ralph Harris, directeur de l'IEA, le 8 mai 1979: "It was primarily your foundation work which enabled us to rebuild the philosophy upon which our party succeeded in the past. The debt we owe you is immense and I am very grateful. » (« C'est avant tout votre travail de fond qui nous a permis de reconstruire la philosophie sur laquelle notre parti a réussi dans le passé. La dette que nous avons envers vous est immense et je vous en suis très reconnaissant. ») <https://www.margaretthatcher.org/document/112540>

5 Courrier de Friedrich Hayek à Anthony Fisher, 1er janvier 1980 : « In building up that institutes and trying the technique elsewhere you have developed a technique by which more has been achieved in the right direction than in any other manner. This ought to be used to create similar institutes all over the world and you have now acquired the special skill of doing it » (« En créant ces instituts et en essayant la technique ailleurs, vous avez développé une technique qui a permis d'aller plus loin dans la bonne direction que n'importe quelle autre méthode. Cette technique devrait être utilisée pour créer des instituts similaires dans le monde entier et vous avez maintenant acquis la compétence spéciale pour le faire ») <https://www.margaretthatcher.org/document/117149>

des idées libertariennes et le développement d'organisations alliées partout dans le monde. Fisher mobilise ses réseaux, de dîners de galas en rencontres privées, pour obtenir des soutiens financiers, en ciblant les familles fortunées et les très grosses entreprises. Il multiplie les voyages pour développer des partenariats sur tous les continents. Alejandro Chafuen, qui rejoint Atlas en 1985 avant de prendre la tête de l'organisation en 1991, contribuera à étendre rapidement le réseau en Amérique latine. Le vieux continent est aussi une cible. En 1998, Bill Sumner, alors président du réseau écrit à propos d'une réunion du Conseil d'administration à venir : « *Je pense que nous nous mettrons d'accord pour faire un effort important en Europe de l'Ouest (Si nous ne décidons pas de le faire maintenant, nous le ferons certainement dans un avenir proche). Les think tanks sur la liberté du marché prospèrent dans les îles britanniques et, ironiquement, Tony Blair a adopté une grande partie de la rhétorique thatchérienne. En revanche, sur le continent européen, les élites semblent éprises d'étatisme. Les dirigeants d'entreprise semblent peu intéressés par les idées et veulent que leurs contributions aient un impact direct sur le processus politique. L'Europe de l'Ouest ne sera pas une mince affaire.* »<sup>6</sup> Et en effet, à partir du milieu des années 2000, Atlas investit beaucoup en Europe. Entre 2000 et 2020, le nombre de ses partenaires passe de neuf à quarante-neuf en Europe de l'Est, et de treize à quatre-vingt-un en Europe de l'Ouest<sup>7</sup>.

Conformément au vœu de Hayek, le réseau Atlas se déploie aujourd'hui dans le monde entier. Dans son rapport annuel 2023, il revendique 589 partenaires dans 103 pays, un budget de 28 millions de dollars et plus de 7,6 millions de financements octroyés dans 85

pays<sup>8</sup>. Après les États-Unis, la région Europe et Asie centrale est la zone où le réseau est le plus présent, avec plus de 2 millions d'investissement (et plus de 3,6 millions en 2022) et 157 organisations. Atlas regroupe une variété d'organisations de toutes tailles. En 2020, selon les chiffres donnés par son directeur Brad Lips, les partenaires du réseau Atlas avaient un budget annuel médian de 479 000 dollars<sup>9</sup>. Ils existaient en moyenne depuis 14 ans, 38% d'entre eux ayant été fondés au cours des années 2010. Le réseau Atlas lui-même compte plus de quarante salariés en 2023 et plusieurs instances de direction (conseil d'administration, conseil consultatif, conseil des directeurs, conseil des mentors), constituées principalement de membres d'organisations partenaires, de représentants de fondations privées et/ou de personnalités issues de grandes sociétés (en particulier dans le domaine de la finance)<sup>10</sup>. L'organisation publie un magazine trimestriel intitulé *Freedom's Champion* ainsi que de nombreux ouvrages, il organise des événements, accorde des bourses et décerne des prix.

6 Courrier de Bill Sumner à Faith Whittlesey (ancienne ambassadrice des Etats Unis en Suisse, qui a aussi travaillé pour l'administration Reagan à la maison blanche), 12 août 1998.

7 Plehwe, Dieter (Ed.); Slobodian, Quinn (Ed.); Mirowski, Philip (Ed.) (2020) : *Nine Lives of Neoliberalism*, ISBN 978-1-78873-255-0, Verso, London, New York, NY, <https://www.versobooks.com/books/3075-nine-lives-of-neoliberalism>

8 Atlas report, Annual impact report 2023 - [https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/AtNet-2023AnnualReport\\_Online.pdf?\\_gl=1\\*1h3qko5\\*\\_ga\\*MTM1Mjg3MDQxMS4xNzAxNzA4MDE1\\*\\_ga\\_F992Z0Y4W1\\*MTcxMzk2N-jc0NC40NS4xLjE3MTM5NjY5NzAuMzluMC4w](https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/AtNet-2023AnnualReport_Online.pdf?_gl=1*1h3qko5*_ga*MTM1Mjg3MDQxMS4xNzAxNzA4MDE1*_ga_F992Z0Y4W1*MTcxMzk2N-jc0NC40NS4xLjE3MTM5NjY5NzAuMzluMC4w)

9 Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020

10 Voir le site du réseau Atlas : <https://www.atlasnetwork.org/our-people/group/advisory-council>

## ● 50 nuances de libertarianisme

Les termes de libéralisme, de néolibéralisme et d'ultralibéralisme sont utilisés de manière tellement fréquente et souvent confuse dans le débat public qu'ils en ont quelque peu perdu en poids critique et qu'il est devenu difficile de les distinguer. Il y a certes beaucoup de continuités entre les différentes versions du « libéralisme », mais aussi des différences potentiellement profondes sur la conception de l'homme, de la société et de l'État.

Nous utilisons ici le terme de libertarianisme pour désigner une conception politique fondée sur la défense des libertés économiques et le refus de l'État ou de toute autre forme de régulation sociale ou collective. D'un point de vue sociétal, les libertariens défendent la liberté et l'autonomie individuelles contre toute régulation des comportements par l'État, d'où leur défense de la liberté de porter des armes, mais aussi de fumer ou de boire de l'alcool. À la différence du libéralisme historique qui met sur le même plan les libertés économiques et politiques, estime que sa défense des premières bénéficie in fine au plus grand nombre, et est compatible avec la démocratie, le libertarianisme se caractérise par une vision du monde plus violente et plus inégalitaire, où sont surtout dénoncées les contraintes étatiques ou sociales entravant la domination naturelle des « meilleurs » sur le troupeau humain. C'est de ce point de vue que le libertarianisme présente des affinités électives avec les courants ultraconservateurs d'inspiration religieuse et/ou raciste, parfois qualifiés aux États-Unis de paléoconservateurs.

Les libertariens d'aujourd'hui se revendiquent volontiers du « libéralisme classique », une formule qui leur permet de se réclamer – plus ou moins abusivement – de l'héritage de théoriciens tels que Adam Smith ou Frédéric Bastiat, et de masquer la dimension autoritaire et élitiste de leur vision du monde. D'un point de vue politique, ils sont beaucoup plus proches de certains courants réactionnaires et racialisés de la même époque.

### **Derrière Atlas : des grandes entreprises, des milliardaires et le « kochtopus »**

Le réseau Atlas dépend de fonds privés<sup>11</sup>. Dès sa création, Antony Fisher démarcha de gros industriels (Unilever, Dart Container, Wells Fargo, Chevron, Shell, Texaco...), des fondations ou de riches particuliers. Il s'attache à identifier les sujets qui pourraient les intéresser. C'est ainsi qu'il promeut auprès de Shell la capacité

du réseau Atlas à agir dans différents pays stratégiques pour le pétrolier. Les entreprises qui acceptent de financer le réseau restent discrètes, les informations ne sont pas rendues publiques. On sait cependant, grâce à des enquêtes journalistiques, des demandes d'accès à l'information et des documents internes, que Philip Morris, Pfizer ou ExxonMobil figurent parmi ces contributeurs. Des financements minimes et anciens, selon le service communication du réseau Atlas, qui assure que la majorité de leurs fonds vient aujourd'hui de fondations privées et d'individus. Conformément à la loi états-unienne garantissant le droit des donateurs

<sup>11</sup> Chez ses membres également, la quasi totalité du budget vient de bailleurs privés. Selon Brad Lips, en 2020: « Si l'on considère l'ensemble du réseau, nos partenaires déclarent des revenus provenant à 36 % de fondations, 36 % de particuliers, 17 % d'entreprises, 4 % d'administrations du gouvernement et 7 % d'autres sources. » Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020

aux organisations à but non lucratives de rester anonymes, Atlas ne publie pas de liste de ses bailleurs et ne les mentionne qu'avec leur autorisation<sup>12</sup>.

En 2019, à partir des données publiquement disponibles, le site d'investigation DeSmog a identifié les principaux soutiens financiers du réseau Atlas<sup>13</sup>. On trouve surtout dans cette liste des fondations, notamment celles liées aux frères Koch comme la Charles G. Koch Charitable Foundation, le Charles Koch Institute ou le DonorTrust. Parmi les autres organisations philanthropiques qui ont financé le réseau, il y a la Fondation Scaife (liée à la famille Mellon qui a fait fortune dans le pétrole et la banque), la fondation Earhart (derrière laquelle on retrouve le

trust fund Rockefeller) ou la fondation John Templeton, investisseur et homme d'affaire lié au fondamentalisme protestant. Toutes ont des liens avec les frères Koch. Autour d'eux, des dizaines de milliardaires (Mercer, deVos...) se retrouvent lors de réunions tenues secrètes..., pour discuter de leurs stratégies de philanthropie. Ils financent ainsi un réseau si puissant et tentaculaire qu'il est surnommé le « Kochtopus », du mot anglais « *octopus* », la pieuvre. Ces richissimes entrepreneurs ne partagent pas forcément les mêmes valeurs, notamment sur le plan sociétal, mais ils ont en commun l'objectif de défendre le libre marché contre toute les intrusions de l'État, à commencer par les impôts et autres mesures de redistribution ou de régulation qui pourraient entamer leur pouvoir et leur fortune.

12 Email de Adam Weinberg, directeur de la communication et du marketing du réseau Atlas, en réponse à nos questions, 22 avril 2024.

13 Voir la base de données du site DeSmog sur le réseau Atlas : <https://www.desmog.com/atlas-economic-research-foundation/#h-atlas-network-as-nbsp-recipient>

## ● Les frères Koch

Charles et David Koch sont les héritiers de Koch industries, la deuxième plus grosse société non cotée des États-Unis derrière Cargill. Leur groupe, qui affiche aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel de 125 milliards de dollars, a fondé sa richesse sur le pétrole et la pétrochimie, mais s'est ensuite étendu à de nombreux secteurs (papier, finance, courtage de matières premières, élevage...).

Les deux branches de la fratrie (David est aujourd'hui décédé) figurent parmi les premières fortunes mondiales, au 23 et et 25e rangs selon la dernière liste de *Forbes*<sup>14</sup>. Les Koch sont connus pour leur activisme politique, qui se traduit par un soutien financier direct à des candidats lors des élections aux États-Unis, mais aussi et bien plus largement par leur réseau d'organisations dédiées à défendre leur vision du monde et à contester toutes les velléités réformatrices en matière fiscale, sociale ou écologique. Les deux frères sont derrière de nombreuses fondations et think tanks très liés entre eux – d'où le surnom de « Kochtopus » – et qui rejoindront rapidement le réseau Atlas, comme le Cato institute ou la Heritage Fondation. Ils sont désormais bien connus aux États-Unis pour avoir bataillé contre les réformes de l'administration Obama (à commencer par l'Obamacare) et contre les politiques climatiques nationales et internationales. Ils sont régulièrement accusés d'investir des millions de dollars dans des think tanks alimentant le climato-scepticisme. Le réseau « UnKoch my Campus » a également mis en lumière les contrats par lesquels ces philanthropes intéressés conditionnent leurs aides aux universités à des contrôles sur les nominations ou les contenus académiques.

14 Voir le classement des personnes les plus riches de la planète de Forbes : <https://www.forbes.com/billionaires/>

## Défendre les industriels

Connaître le détail des bailleurs du réseau Atlas permet de mieux comprendre certaines priorités de ses membres. Pour les entreprises, le financement du réseau libertarien vise sans doute à défendre une certaine vision de l'économie et du rôle de l'État, mais aussi des intérêts très concrets. En ce sens, le réseau Atlas joue aussi le rôle d'un lobby au service des industriels.

En 2017, par exemple, une étude a montré qu'en plus des financements de Philip Morris reçus directement par le réseau Atlas, 37% de ses partenaires aux États-Unis ont aussi bénéficié de dons de l'industrie du tabac<sup>15</sup>. En novembre 2021, *Le Monde* et *The Investigative Desk* ont identifié dix-sept organisations partenaires d'Atlas engagées dans des actions de lobbying ou de propagande pour le vapotage et la « réduction des risques » (une réduction des risques permettant aux fabricants de vendre de produits de substitution), et contre les réglementations européennes ou de l'Organisation mondiale de la santé. La quasi-totalité de ces 17 organisations (l'IEA, Epicenter, Heritage Foundation, Students for Liberty...) aurait perçu de l'argent de l'industrie du tabac, dont douze au cours des cinq dernières années<sup>16</sup>.

Le fait d'être soutenu par de gros groupes pétroliers comme Koch Industries ou ExxonMobil explique sans doute en partie la mobilisation de partenaires Atlas contre les politiques climatiques. En 2004, quand Alejandro Chafuen sollicite des fonds auprès

d'Exxon, il vante ainsi la capacité du réseau à « avoir une influence positive sur les débats et la couverture médiatique » autour de la Conférence pour le climat (COP) qui a lieu cette année-là à Buenos Aires. Il promet une « war room » à proximité du centre de conférence officiel, l'organisation d'interviews et d'événements avec des universitaires, think tanks et associations et de nombreuses retombées presse, et met en avant la capacité d'Atlas à orienter les débats sur le climat « avec une perspective qui défend la science et les avantages du développement économique » et les efforts environnementaux « axés sur le marché »<sup>17</sup>. Plus récemment, au Canada, l'Institut économique de Montréal (IEDM), dont le secteur pétrolier et gazier est le premier bailleur privé, s'est mobilisé contre le plafonnement des émissions de gaz à effet de serre du secteur, arguant du risque économique d'une telle contrainte<sup>18</sup>. Aux États-Unis, le Cato Institute, le Heartland Institute ou la Heritage Foundation ont activement œuvré pour alimenter le déni climatique (voir ci-dessous).

Interrogés sur ces risques de conflit d'intérêt, le porte-parole du réseau Atlas les réfute et affirme : « C'est notre organisation qui influence les individus, les fondations et les entreprises sur le fait que le travail que nous et nos partenaires effectuons est important et mérite d'être financé<sup>19</sup>. » Il est vrai que le directeur actuel du réseau, Brad Lips, s'inquiétait dès 2000 de la tendance d'Atlas à construire ses programmes autour des objectifs des financeurs et proposait que le réseau établisse ses plans avant de demander le soutien des entreprises<sup>20</sup>. Reste

15 Smith J, Thompson S, Lee K. The atlas network: a "strategic ally" of the tobacco industry. *Int J Health Plann Manage*. 2017 Oct;32(4):433-448. doi: 10.1002/hpm.2351. Epub 2016 Apr 28. PMID: 27125556; PMCID: PMC5716244. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5716244/>

16 Stéphane Horel avec Ties Keyzer, Tim Luimes, Eva Schram de « The Investigative Desk » et datacitrone, « Vapotage : les vrais millions des fausses organisations de consommateurs », *Le Monde*, 3 novembre 2021 [https://www.lemonde.fr/sante/article/2021/11/03/vapotage-les-vrais-millions-des-faussees-organisations-de-consommateurs\\_6100830\\_1651302.html](https://www.lemonde.fr/sante/article/2021/11/03/vapotage-les-vrais-millions-des-faussees-organisations-de-consommateurs_6100830_1651302.html)

17 Courrier de Alejandro Chafuen à Walt F. Buchholtz (Exxon Mobil Corporation), 23 Juillet 2004.

18 Geoff Dembicki, « Meet the 'Extreme' Atlas Network Groups Fighting Canada's Oil and Gas Emissions Cap », *DeSmog*, 9 décembre 2023. <https://www.desmog.com/2023/12/09/atlas-network-canadas-emissions-cap-cop28-macdonald-laurier-institute-fraser-institute/>

19 Email de Adam Weinberg, directeur de la communication et du marketing du réseau Atlas, en réponse à nos questions, 22 avril 2024.

20 « Programs have tended to be planned around particular donors. It would seem more respectable if Atlas determined the broad outlines and goals of its Environment Program before soliciting the support of ExxonMobile for it, instead of our old process, which was to write a proposal for ExxonMobile and then label it our Environment Program. » Memo transmis par Brad Lips à William O. Sumner le 15 juin 2000, « Gaining Clarity on How to Pursue the Atlas Mission ».

# Quelques financements du réseau Atlas

## ● Fondations



## ● Entreprises



que dans le même mémo, il prévoit que si les programmes ne doivent plus être pilotés par les donateurs, ils pourront être adaptés en fonction d'eux<sup>21</sup>. La façon dont les fonds d'Exxon ont pu ensuite être sollicités pour influencer la COP, tout comme les priorités économiques d'Atlas en général, indiquent a minima une forte convergence de vue entre les intérêts des entreprises et les politiques que défendent le réseau.

### **L'alliance entre libertariens et « paléoconservateurs »**

Le réseau Atlas et ses partenaires ne se contentent pas de défendre les intérêts économiques des multinationales et des grandes fortunes. Un certain nombre de

membres du réseau soutient également des politiques extrêmement conservatrices d'un point de vue sociétal, à rebours de leur image de « défenseurs des libertés ». Parmi les fondations et millionnaires du « Kochtopus », certains sont très religieux et réactionnaires sur les questions de société, comme la Fondation John Templeton ou le milliardaire Dick DeVos, qui finance des groupes anti-avortement et contre le mariage pour tous<sup>22</sup>. Alejandro Chafuen, directeur du réseau Atlas entre 1991 et 2017 et fervent catholique, aurait aussi beaucoup œuvré pour un rapprochement avec des personnalités et organisations de la mouvance réactionnaire, parfois qualifiée de « paléoconservateurs ». Aujourd'hui, quand on questionne Atlas sur les positions très conservatrices de certains de ses partenaires sur les questions sociétales, son porte-parole

21 « The programs should stand alone from donor interest (and then be adapted to them) instead of being driven by them. » Memo transmis par Brad Lips à William O. Sumner le 15 juin 2000, « Atlas current activities ».

22 Sur les financements de la famille DeVos, voir par exemple Kristina Rizga, « Betsy DeVos Wants to Use America's Schools to Build "God's Kingdom" », Mother Jones, mars-avril 2017. <https://www.motherjones.com/politics/2017/01/betsy-devos-christian-schools-vouchers-charter-education-secretary/>

répond que le réseau n'a pas à leur prescrire de positions de politique publique, qu'il peut y avoir des désaccords entre eux et que leurs priorités vont dépendre de leurs contextes<sup>23</sup>.

Tous les libertariens ne partagent pas ces positions rétrogrades, mais pour l'historienne Nancy MacLean, ils ont compris la nécessité de s'allier avec les conservateurs pour se doter d'une base sociale et gagner. La vision libertarienne d'un monde compétitif, où tout relève de la responsabilité et du mérite individuels, et où il n'y aurait aucune oppression systémique sinon celle exercée par les faibles sur les « gagnants » à travers l'État, peut s'accommoder du narratif conservateur et de son déni du racisme, de la xénophobie ou du patriarcat. En outre, mettre en avant ces positions réactionnaires peut être un levier pour mieux faire accepter le projet économique libertarien. Ainsi, s'attaquer aux prestations sociales sera plus facile si on commence par viser les immigrés, en affirmant qu'ils en profitent trop. Cela permet d'obtenir le soutien de classes moyennes ou populaires sensibles à ce discours, quand bien même elles sont aussi les perdantes de la disparition des mécanismes de solidarité collective. Enfin, promouvoir des politiques économiques qui brutalisent la majorité de la population peut exiger un exercice du pouvoir autoritaire pour les imposer, un autoritarisme lui aussi compatible avec les idéaux de mouvements conservateurs.

Cette alliance entre réactionnaires et libertariens économiques se retrouve par exemple dans les activités de l'American Legislative Exchange Council (Alec), un partenaire du réseau Atlas aux États-Unis

qui a travaillé sur des projets de loi contre les politiques climatiques ou en faveur de l'industrie du tabac, mais aussi contre l'avortement. Elle transparaît également dans le fait que les cinq juges de la Cour Suprême qui ont voté la révocation du droit à l'avortement aux États-Unis viennent tous de la Federalist Society, un autre membre du réseau. Celle-ci est également classée comme un champion de l'inaction climatique par Greenpeace USA<sup>24</sup>, elle a joué un rôle dans l'affaiblissement de la réglementation sur le financement privé des campagnes électorales et s'est battue contre l'instauration d'un système d'assurance maladie universel sous la présidence de Barack Obama<sup>25</sup>. Enfin, en 2022, le Président de la Heritage Foundation, allé rencontrer le président hongrois Viktor Orban, a appelé à « *un mouvement qui lutte pour la vérité, pour la tradition, pour les familles et pour l'individu moyen* »<sup>26</sup>. Sa Fondation se bat aussi contre les législations environnementales, les hausses du salaire minimum<sup>27</sup>, pour la privatisation des systèmes de sécurité sociale<sup>28</sup> ou contre l'école publique.

23 Email de Adam Weinberg, directeur de la communication et du marketing du réseau Atlas, en réponse à nos questions, 22 avril 2024.

24 Greenpeace, Federalist Society for Law and Public Policy Studies, Koch Industries Climate Denial Front Group <https://www.greenpeace.org/usa/fighting-climate-chaos/climate-deniers/front-groups/federalist-society-for-law-and-public-policy-studies/>

25 Nina Martin, "Behind Supreme Court's Obamacare Case, A Secretive Society's Hidden Hand", ProPublica, 3 mars 2015. <https://www.propublica.org/article/behind-supreme-courts-obamacare-case-a-secretive-societys-hidden-hand>

26 Message de Kevin Roberts sur le réseau Twitter (devenu X), 29 novembre 2022. <https://twitter.com/KevinRobertsTX/status/1597701538306490368?s=20>

27 Voir par exemple: The Hon. Kay Coles James, « The \$15 Minimum Wage Would Most Hurt the People It's Intended To Help », site de The Heritage Foundation, 17 février 2021 <https://www.heritage.org/jobs-and-labor/commentary/the-15-minimum-wage-would-most-hurt-the-people-its-intended-help>. Ou encore: Rachel Greszler, « Analysis Shows \$17 Minimum Wage Could Exacerbate Rising Prices, Pushing Child Care Costs Up 20% », site de The Heritage Foundation, 21 août 2023 <https://www.heritage.org/jobs-and-labor/commentary/analysis-shows-17-minimum-wage-could-exacerbate-rising-prices-pushing>

28 Daniel Mitchell, « Creating a Better Social Security System for America », 23 avril 1997. <https://www.heritage.org/social-security/report/creating-better-social-security-system-america>

## ● La méthode Atlas

Le réseau Atlas ne se contente pas d'un soutien financier à ses partenaires (et certains n'ont d'ailleurs pas touché de bourse de la part du réseau). Il les met en relations avec d'autres financeurs. Il propose des programmes d'accompagnement et de « consulting » pour aider ses organisations partenaires à se développer, à devenir financièrement stables et à convaincre différents publics. Il organise des séminaires, ateliers, mentorats et formations au niveau international, pour renforcer les capacités des groupes adhérents, mais aussi pour créer un sentiment de solidarité et d'appartenance à une communauté. La

professionnalisation des partenaires, l'échange de bonnes pratiques et le rôle de coordination et de mise en relation joué par Atlas, sont présentés comme cruciaux pour garantir des résultats<sup>29</sup>. Sous la devise « *coach, compete, celebrate* » (« coacher, concourir, célébrer »), le réseau Atlas entend « *remporter les batailles politiques à long terme qui façonneront l'histoire* » grâce à des « *individus qui défendent la liberté et créent des instituts crédibles* »<sup>30</sup>.

Sur son site internet, les objectifs affichés sont séduisants : accroître la prospérité, promouvoir la liberté individuelle, supprimer les obstacles à l'épanouissement humain<sup>31</sup>... Sauf qu'en réalité, le réseau regroupe une

- 29 Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020  
 30 Voir le site internet du réseau Atlas, « Who we are » - [www.atlasnetwork.org](http://www.atlasnetwork.org)  
 31 Voir le site internet du réseau Atlas, « Who we are » - [www.atlasnetwork.org](http://www.atlasnetwork.org)

## Les modes d'action du réseau Atlas

### ● au sein du réseau



**mise en réseau**



**organisations d'événements**



**prix**



**bourses**



**formations de leaders et porte-paroles**



**financement et aide au financement**



**échange de bonnes pratiques**

### ● vis à-vis du public



**lobbying**



**astroturfing**



**événements**



**associations de contribuables**



**campagnes de mailing**



**publications de livres**



**présence dans les médias**



**réseaux sociaux**



**expertises d'apparence neutre**



**chambre d'écho**



**formations de leaders**

myriade d'organisations conservatrices, climato-sceptiques et au service des intérêts des plus riches. S'opposer à toute solidarité collective, aux syndicats, ou encore aux réglementations qui protègent l'environnement et la santé va à l'encontre des intérêts de la majorité, et parfois aussi, comme sur le tabac ou le réchauffement climatique, à l'encontre du consensus scientifique. Par nature, donc, le projet libertarien n'est pas populaire. Dans bien des cas, les partenaires d'Atlas s'en prennent à des sujets qui font consensus dans la société. Leur mission est de trouver les moyens, malgré cela, de convaincre les décideurs et l'opinion du bien-fondé de leurs positions. Charles Koch l'aurait expliqué à des bénéficiaires de subventions en ces termes : « *Puisque nous sommes largement minoritaires, si nous n'utilisons pas notre supériorité technique c'est l'échec garanti.*<sup>32</sup> »

## **Chambre d'écho et fenêtre d'Overton**

En quoi consiste donc cette « supériorité technique » ? Plusieurs méthodes sont mises en œuvre, testées et enseignées par le réseau et ses membres. Atlas valorise la diversité des stratégies<sup>33</sup>, tant qu'elles sont dirigées vers les mêmes objectifs. Certains privilégieront le lobbying direct, par des rendez-vous avec les décideurs ou des notes à leur intention. D'autres cibleront des influenceurs, ou un public plus large. Il s'agira dans certains cas de peser sur un processus politique précis, dans d'autres de changer les perceptions à un niveau plus général. Certains membres d'Atlas, enfin, se consacrent à identifier des « talents » et futurs leaders qui pourront ensuite diffuser leurs idées dans les médias ou des institutions politiques. Toutes ces stratégies sont complémentaires.

Selon les termes de Brad Lips, « *une chorale, après tout, aura toujours plus de voix qu'un soliste*<sup>34</sup> ». La multiplication des structures qui portent un message similaire va contribuer à créer une « **chambre d'écho** » pouvant donner l'impression qu'un grand nombre de personnes soutient une mesure, alors même qu'il s'agit d'un petit groupe lié au réseau libertarien. On retrouve cette diversité de rôles dans la nébuleuse libertarienne en France (voir seconde partie).

Dans cette « chorale », une grande partie des membres produisent des analyses et rapports visant des cibles politiques ou médiatiques. Celles-ci vont servir à alimenter le débat public sur un sujet, focaliser l'attention sur un thème, semer le doute sur un enjeu scientifique, et souvent repousser les limites de ce qui est acceptable dans l'opinion. C'est le principe de la « **fenêtre d'Overton** », conceptualisé par Joseph Overton, lequel travaillait pour un partenaire du réseau Atlas, le think tank Mackinac Centre. Par exemple, donner une voix aux climato-sceptiques qui contredisent le GIEC, contribue à déplacer la fenêtre du débat public hors du consensus scientifique, pour introduire la possibilité de l'inaction climatique.

## **Expertise biaisée et messages simplistes**

Comme tous les think tanks financés par de grandes entreprises<sup>35</sup>, le réseau Atlas et ses membres restent très discrets sur leurs liens avec les milieux d'affaire et préfèrent se présenter comme **neutres, indépendants et apolitiques**, alors qu'ils mènent une activité d'influence intense pour changer le climat des idées et remporter des batailles politiques

32 « Since we are greatly outnumbered, the failure to use our superior technology ensures failure. ». MacLean N. "Since We Are Greatly Outnumbered": Why and How the Koch Network Uses Disinformation to Thwart Democracy. In: Bennett WL, Livingston S, eds. The Disinformation Age. SSRIC Anxieties of Democracy. Cambridge University Press; 2020:120-150

33 « *Our team today remains faithful to this idea that our movement needs pluralism. Many organizations may share similar aims, but each with its own style and strategy.* » (« Notre équipe reste aujourd'hui attachée à cette idée que notre mouvement a besoin de pluralisme. De nombreuses organisations peuvent partager des objectifs similaires, mais chacune avec son propre style et sa propre stratégie ») Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020, page 24

34 Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020, page 14.

35 Sur le sujet, voir Observatoire des multinationales, « Think tanks: laboratoires d'influence », mai 2023 [https://multinationales.org/IMG/pdf/think\\_tank\\_v4.pdf](https://multinationales.org/IMG/pdf/think_tank_v4.pdf)

de long terme. Leurs rapports et analyses seront souvent produits et diffusés par des « experts » qui passent d'une organisation Atlas à une autre – avec parfois un détour par des entreprises – et qui dans bien des cas n'ont pas de qualification dans le domaine concerné. Par exemple, sur les questions liées au tabagisme et la cigarette électronique, Jeff Stier est l'un des experts du Consumer Choice Center aux États-Unis. Il est également recommandé par le Heartland Institute<sup>36</sup>, et contribue aussi aux travaux de la Federalist Society<sup>37</sup>. Stier est juriste et n'a aucune qualification en matière de santé publique. Il participe régulièrement aux forums mondiaux sur le tabac et la nicotine organisés par Tobacco Reporter, le média des industriels du tabac<sup>38</sup>.

Au Canada, Stephen Buffalo, chercheur à l'Institut MacDonald-Laurier (membre d'Atlas), est aussi PDG de l'Indian Resource Council basé en Alberta. Le think tank met en avant le fait qu'il est une personnalité issue des Premières Nations. Mais il ne précise pas que, selon les informations obtenues par DeSmog, son entreprise a reçu 200 000 dollars de la société pétrolière et gazière CNRL entre 2020 et 2022<sup>39</sup>, puis 250 000 dollars supplémentaires depuis 2022<sup>40</sup>. Buffalo est intervenu dans les médias pour critiquer le plafonnement des émissions de gaz à effet de serre du secteur, en faisant écho à un rapport sur le sujet publié par l'Institut économique de Montréal, autre partenaire Atlas au Canada. Il s'est également insurgé contre une proposition de loi proposant d'interdire les publicités trompeuses sur les énergies fossiles au Canada.

Pour influencer l'opinion, la présence dans les **médias** est bien entendu essentielle.

La biographie de Stier insiste sur ce point, en le présentant comme « *largement cité dans les médias et [ayant] écrit des articles d'opinion sur la politique de santé pour le Wall Street Journal, le Los Angeles Times, USA Today, le New York Post, le Washington Examiner, Foxnews.com et National Review Online. Le New York Times, l'Associated Press, Reuters, CNN, Fox News, CNBC, MSNBC, NPR et d'autres grands médias ont interviewé et cité M. Stier sur un large éventail de sujets* »<sup>41</sup>.

Dans la perspective de créer une « chambre d'écho », la production de vidéos destinées à devenir virales est une autre tactique prônée par le réseau, qui décerne tous les ans un prix, le Lights, Camera, Liberty Film Festival Award, pour récompenser le film qui aura eu le plus d'impact « *en touchant des publics importants et stratégiques, avec un message ou une narration efficace et des techniques de production et d'édition performantes* »<sup>42</sup>.

Enfin, l'utilisation des **réseaux sociaux** est devenue très importante, pour faire monter un hashtag avec peu de soutiens, ou diffuser massivement des informations biaisées voire carrément fausses. L'objectif est de faire le buzz, et qu'il s'agisse d'attirer l'attention des journalistes ou des internautes, cela peut passer par la diffusion de messages simplistes, mais percutants. Plusieurs organisations vont ainsi relayer des posts sur le « jour de libération fiscale » (voir plus loin) ou encore un classement des « nanny states » (« États nounous » ou « États moralisateurs ») qui vise à dénoncer les pays qui entravent la liberté individuelle de ses citoyens en s'immisçant dans leurs choix de vie (consommation d'alcool, de tabac...). Porté en France par l'institut Molinari, il

36 Voir la présentation de Jeff Stier sur le site du Heartland Institute : <https://heartland.org/about-us/who-we-are/jeff-stier/>

37 Voir le site de la Federalist Society : <https://fedsoc.org/contributors/jeff-stier>

38 « Stier joins consumer body », Tobacco Reporter, 9 janvier 2018: <https://tobaccoreporter.com/2018/01/09/stier-joins-consumer-body/>

39 Geoff Dembicki, « Oil Company Gave \$200K to Group Accusing Pipeline Opponents of Taking Secret Money », DeSmog, 1er mai 2023 - <https://www.desmog.com/2023/05/01/oil-company-gave-200k-to-group-accusing-pipeline-opponents-of-taking-secret-money/>

40 Geoff Dembicki, « Top Fossil Fuel Ad Ban Critic Runs Group That Got \$450K from Oil Company », DeSmog, 11 mars 2024 - <https://www.desmog.com/2024/03/11/fossil-fuel-ad-ban-critic-stephen-buffalo-runs-group-that-got-450k-from-oil-company-indian-resource-council/>

41 Voir la biographie sur le site personnel de Jeff Stier : <https://jeffstier.org/about/>

42 Voir la page du concours sur le site internet du réseau Atlas : <https://www.atlasnetwork.org/awards/lights-camera-liberty-your-brand-your-films-your-story>

donne une apparence d'analyse objective avec un message redoutablement simple et efficace destiné à être facilement repris dans les médias et sur les réseaux sociaux. Critiquer ces indicateurs et leurs biais est un exercice plus technique, moins adapté à une communication rapide et percutante.

## **Au nom des consommateurs et des contribuables ?**

Une autre méthode de prédilection d'Atlas et de ses membres est l'« **astrourfing** », c'est-à-dire le fait de simuler un mouvement « de base » spontané, pour cacher la défense des intérêts des riches et des industriels derrière une apparence de soutien populaire. Exemple récent de ce type de pratique : la manière dont Free Trade Europa (FTA), membre bruxellois d'Atlas, prétend représenter les intérêts de travailleurs des plateformes (Uber, Deliveroo...) alors qu'il s'agit d'un think tank dirigé par un pro du lobbying européen, qui a plus de lien avec les grandes entreprises qu'avec leurs petites mains<sup>43</sup>. Autre organisation fondée sur le même modèle, le Consumer Choice Center (CCC), également membre du réseau, défend davantage les intérêts des entreprises qui le financent que ceux des consommateurs qu'il affirme représenter. La plateforme « Génération sans tabac » l'a épinglé pour avoir mis sur pied en 2020 la World Vapers' Alliance (WVA) ou « alliance mondiale des vapoteurs », alors que le CCC est financé par plusieurs multinationales du tabac, dont Philip Morris et British Tobacco. Pour cette campagne, la WVA a été très active sur les réseaux sociaux, mais elle a également imaginé un « bus de la vape » qui a sillonné plusieurs pays d'Europe pour inciter les passants à écrire à leur député pour défendre le vapotage<sup>44</sup>. Le message

passé d'autant mieux qu'il est relayé au même moment par d'autres types d'acteurs eux aussi membres d'Atlas, sous l'angle de la critique de l'interventionnisme des « États nous ».

La myriade de partenaires d'Atlas qui s'intitulent « **associations de contribuables** » est une autre illustration des pratiques d'astrourfing du réseau. Alors qu'elles s'affichent comme des groupes représentant le contribuable ordinaire, écrasé d'impôts, les fondateurs et directeurs de ces organisations sont souvent proches des milieux politiques et/ou des entreprises. Au Royaume Uni, la TaxPayer's Alliance a été fondée par Matthew Elliott, lobbyiste qui avait déjà été administrateur d'un think tank financé par l'industrie du tabac. Il a aussi été membre et cofondateur du groupe politique des Amis conservateurs de la Russie et a travaillé pour la campagne en faveur du Brexit, tandis que sa femme est la présidente de Republicans Overseas U.K., la principale organisation soutenant Trump en Grande-Bretagne<sup>45</sup>. En Australie, le conseil consultatif de la TaxPayer's Alliance nationale est composé du PDG de l'entreprise Kennard et d'un consultant financier, ancien du Crédit Suisse à Sydney et à Hong Kong. Des profils qui semblent assez éloignés des « *millions d'Australiens qui mènent tranquillement leur vie et paient leurs impôts* » que l'association affirme représenter. De fait, cette « association de contribuables » s'est surtout mobilisée pour défendre le libre-échange, le vapotage ou le nucléaire.<sup>46</sup>

Pour se réclamer d'un soutien populaire massif, plusieurs organisations du réseau Atlas recourent à des techniques de **marketing direct** et des pétitions racoleuses, jouant sur les inquiétudes réelles de la population. Le réseau Atlas leur permet de mutualiser les outils et les méthodes les plus efficaces dans ce domaine (voir ci-dessous à propos de Contribuables associés en France).

43 «Free Trade Europa joins Atlas Network as official partner », 12 juin 2019: <https://freetradeeuropa.eu/f/free-trade-europa-joins-atlas-network-as-official-partner?blogcategory=Alliances>

44 Génération sans tabac, « Influence de l'industrie du tabac dans le lobbying pro-vapotage : l'exemple du Royaume-Uni », janvier 2024 - <https://www.generationsanstabac.org/article/influence-de-lindustrie-du-tabac-dans-le-lobbying-pro-vapotage-lexemple-du-royaume-uni/>

45 Annabelle Dickson, « POLITICO London Playbook », 31 mai 2019 - <https://www.politico.eu/newsletter/london-playbook/politico-london-playbook-presented-by-microsoft-poll-shock-first-couple-of-populism-politicos-head-to-madrid/>

46 Voir le site de l'Australian Taxpayers' Alliance : <https://www.taxpayers.org.au/regulation>

## ● Un exemple de « stratégie gagnante » valorisée par Atlas

En 2018, La Lipa Taxpayer association, membre d'Atlas en Croatie, reçoit le John Templeton Award, un prix qui récompense sa campagne victorieuse contre la création d'un impôt foncier dans le pays. À l'origine, la nouvelle taxe était soutenue par tous les grands partis politiques et 69% du public, selon les sondages. Comment Lipa s'y est-elle prise pour retourner l'opinion ? D'abord, l'organisation a choisi de viser un très large public, en exploitant tous les canaux existants, des médias aux réseaux sociaux, et en collectant des adresses postales via une pétition, afin de pouvoir continuer les envois par la suite. Autre élément clé de sa stratégie : jouer sur l'émotion. La Lipa TaxPayer Association a beau avoir fait appel à un économiste pour venir donner un avis d'expert sur les plateaux télévisés, elle ne pouvait pas gagner sur les chiffres puisqu'il n'y en avait pas, la fixation des taux d'imposition revenant aux autorités locales. Pour convaincre le public, il a fallu trouver le bon message, jouant sur le passé douloureux du communisme et l'attachement des Croates à leurs biens familiaux : « L'impôt foncier fait de nous des sous-locataires dans nos propres maisons. » Résultat : une pétition signée par 146 000 personnes (3,5% de la population) et une campagne couverte par plus de 100 organes de presse. En septembre 2017, le gouvernement renonce à son projet. Une victoire pour Lipa, mais aussi pour les investisseurs immobiliers. Probablement moins pour le reste de la population, dont l'accès au logement est entravé par les investissements de ces derniers, en particulier dans les zones touristiques<sup>47</sup>.

47 [https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2023-05/HR\\_SWD\\_2023\\_611\\_en.pdf](https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2023-05/HR_SWD_2023_611_en.pdf)

Avec ces stratégies, le réseau Atlas attend de ses membres des résultats. Il faut avoir des succès à célébrer. Le directeur Brad Lips le rappelle souvent : les bailleurs ne veulent pas que des productions, mais aussi des effets tangibles, des victoires politiques. Ceci étant dit, faire basculer l'opinion est un travail de longue haleine et le réseau s'inscrit en même temps dans une stratégie de long terme : « *De nombreux partenaires du réseau Atlas se sont concentrés sur des activités éducatives axées sur le développement des talents, afin que les jeunes exposés aujourd'hui au libéralisme classique puissent occuper des postes d'autorité dans une ou deux décennies. Cela exige de la patience et de la persévérance*<sup>48</sup>. » Des groupes comme le réseau Students for Liberty, l'organisme de formation Leadership Institute ou la Federalist Society vont ainsi **former une armée de porte-paroles et de futurs**

**leaders** destinés à occuper des postes dans les médias, le gouvernement, l'administration, la Cour Suprême aux États-Unis... Après plus de quarante ans d'expérience, le réseau peut se vanter « *de merveilleux exemples où la stratégie à long terme s'est avérée tout à fait pertinente* »<sup>49</sup>.

48 [https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2023-05/HR\\_SWD\\_2023\\_611\\_en.pdf](https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2023-05/HR_SWD_2023_611_en.pdf)

49 Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020, pages 21-22.

## ● Du ClimateGate à Javier Milei, les faits d'armes des partenaires du réseau

Avec ces centaines de membres dans le monde entier, le réseau Atlas a réussi à influencer le « climat des idées », gagné des victoires politiques, et parfois pesé sur le résultat d'élections. Tour d'horizon de quelques-unes de ces « *success stories* » libertariennes.

Sur les questions climatiques, Greenpeace épinglait dès 2010 les frères Koch pour leurs financements à une multitude d'organisations jouant le rôle de « chambre d'écho » pour amplifier artificiellement les messages portant atteinte à l'action climatique ou à la crédibilité des recherches scientifiques sur le sujet<sup>50</sup>. L'organisation environnementale citait par exemple des rapports critiquant la viabilité économique et l'impact sur l'emploi des énergies renouvelables en Espagne et au Danemark : ceux-ci seront largement relayés par des membres du réseau Atlas en dépit de leurs biais et erreurs factuelles<sup>51</sup>. Mais l'exemple le plus connu de cette « chambre d'écho » reste certainement le « ClimateGate » de 2009. Des courriels de scientifiques du Giec sont alors hackés et détournés de leur sens pour semer le doute sur leurs travaux. Les Cato Institute<sup>52</sup>, Heritage Foundation, Heartland Institute ou encore Competitive Enterprise Institute seront tous très actifs dans la diffusion de ce qu'ils présentent comme un scandale, et seront relayés par

les partenaires du réseau Atlas au-delà des États-Unis. L'institut économique de Montréal, l'Institute of Public Affairs en Australie ou encore la Freedom Association au Royaume-Uni participent tous à la diffusion du doute. Les enquêtes commissionnées par la suite démontreront que cette fuite d'emails est une fausse affaire, mais la « caisse de résonance » alimentée dans les médias et le débat public a eu son effet. Entre 2008 et 2010, la confiance des Américains dans les travaux du Giec a significativement baissé<sup>53</sup>.

Récemment encore, plusieurs organisations européennes du réseau Atlas ont été épinglées pour leur activisme contre la lutte contre les dérèglements climatiques : Austrian Economics Centre (Autriche), Instituto Juande Mariana (Espagne), Liberales Institut (Suisse), Centre for Policy Studies et Institute of Economic Affairs (Royaume-Uni)<sup>54</sup>... Quant à l'Institut économique de Montréal, « parrain » de l'institut économique Molinari (IEM) en France, une récente étude universitaire montre que « *cette organisation est intégrée dans la coalition canadienne de l'industrie des hydrocarbures et qu'elle a fait évoluer son comportement public de la négation du réchauffement climatique d'origine anthropique vers une posture de résistance systématique aux politiques climatiques sur deux décennies* »<sup>55</sup>. Martin Masse<sup>56</sup>, directeur de l'institut montréalais de 2000 à 2007 et chercheur associé à l'IEM a ensuite rejoint l'homme politique canadien Maxime Bernier, vivement opposé à toute action climatique, qui a qualifié Greta Thunberg de « mentalement instable » et

50 Greenpeace, « Koch Industries: Secretly Funding the Climate Denial Machine » - <https://www.greenpeace.org/usa/fighting-climate-chaos/climate-deniers/koch-industries/>

51 Greenpeace USA, « Koch Industries: Secretly Funding the Climate Denial Machine », mars 2010 <https://www.greenpeace.org/usa/wp-content/uploads/legacy/Global/usa/report/2010/3/koch-industries-secretly-fund.pdf?9e7084>

52 Cato Institute, rapport annuel 2009 : [https://www.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/annual\\_report-2009.pdf](https://www.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/annual_report-2009.pdf)

53 Leiserowitz, A. A., Maibach, E. W., Roser-Renouf, C., Smith, N., & Dawson, E. (2013). Climategate, Public Opinion, and the Loss of Trust. *American Behavioral Scientist*, 57(6), 818-837. <https://doi.org/10.1177/0002764212458272>

54 Natalie Rauscher, « American Philanthropy in the Age of Political Polarization: Conservative Megadonors and Foundations and Their Role in Spreading Climate Skepticism », Juillet 2023

55 Lamy, G. (2022). Recherche ou lobbyisme ? L'Institut économique de Montréal et le réchauffement climatique depuis 1999. *Politique et Sociétés*, 41(3), 129-162. <https://doi.org/10.7202/1092340ar>

56 Martin Masse a également fait l'objet d'une polémique en raison de certains de ses écrits où il qualifie les participantes de la Marche mondiale des femmes de « féministes hystériques » ou encore de « lesbiennes frustrées », où il défend la liberté de porter des armes ou s'efforce de démontrer que Jean-Marie Le Pen et l'ex-dirigeant autrichien Jörg Haider n'étaient pas des « néonazis » Voir par exemple : Marc Tibodeau, « Un conseiller de Maxime Bernier défend ses écrits polémiques », 14 février 2019 - [https://plus.lapresse.ca/screens/fd210e60-640d-4dd1-970e-4dd7d485d8d1%7C\\_0.html](https://plus.lapresse.ca/screens/fd210e60-640d-4dd1-970e-4dd7d485d8d1%7C_0.html)

pense que le mouvement climat est une menace pour la prospérité et la civilisation<sup>57</sup>. Selon une analyse de la City University de Londres, en 2022, un quart de l'ensemble des tweets climato-sceptiques provenaient de seulement 10 comptes, dont celui de Maxime Bernier<sup>58</sup>.

Une autre cible des membres du réseau Atlas, en plus des réglementations environnementales, est la question des **droits des communautés autochtones**. Le chercheur Jeremy Walkers a montré comment ils se sont mobilisés en Australie

contre le référendum pour « the Voice », qui visait à créer un organe consultatif pour représenter les aborigènes d'Australie et les indigènes du détroit de Torres auprès du Parlement et du gouvernement fédéral. En novembre 2022, plus de 60% des électeurs australiens soutenaient the Voice. En avril 2023, cette proportion avait chuté à 40%, suite entre autres à une campagne orchestrée par Advance Australia. Cette organisation, formée dans le sillage de la réforme pour autoriser le mariage pour tous, s'attaque aussi aux activistes climatiques et accuse les « politiciens woke » et les

57 « Greta Thunberg est « mentalement instable », dit Maxime Bernier », Le journal de Québec, 2 sept. 2019 - <https://www.journaldequebec.com/2019/09/02/greta-thunberg-est-mentalement-instable-dit-maxime-bernier>

58 « Retour en force des théories du complot sur le changement climatique en 2022, Elon Musk pointé du doigt », Le Nouvel Obs, 1er février 2023 - <https://www.nouvelobs.com/ecologie/20230201.OBS69051/retour-en-force-des-theories-du-complot-sur-le-changement-climatique-en-2022-elon-musk-pointe-du-doigt.html>

## Le réseau Atlas :

## quelques partenaires et victoires politiques



« élites activistes » de vouloir imposer un agenda radical et remettre en cause le mode de vie traditionnel des Australiens<sup>59</sup>. Si elle prétend représenter des intérêts populaires, elle est en réalité soutenue par de grands chefs d'entreprises comme le milliardaire Sam Kennard ou l'ancien président de l'Australian Broadcasting Corporation. Alors que les sondages montrent qu'au moins 80% des aborigènes soutenaient le oui au référendum<sup>60</sup>, Advance a assuré une importante présence médiatique à un petit nombre d'autochtones qui y étaient opposés, comme Nyunggai Warren Mundine et Jacinta Nampijinpa Price, tous deux liés au Centre for Independent Studies (CIS), partenaire du réseau d'Atlas en Australie. Mundine a d'ailleurs aussi été président de LibertyWorks, un autre membre d'Atlas dans le pays, ainsi que de CPAC Australia, une réunion annuelle des conservateurs. Pendant des mois, ces membres d'Atlas vont s'aligner pour créer une « chambre d'écho » en faveur du non au référendum. Aux côtés du CIS<sup>61</sup> et de LibertyWorks<sup>62</sup>, l'Australian Institute for Progress<sup>63</sup>, l'Australian Taxpayers' Alliance<sup>64</sup>, l'Institute of Public Affairs<sup>65</sup>, ou la Mannkal Economic Education Foundation<sup>66</sup> publient notes et articles, prennent la parole dans les médias et sur les réseaux sociaux et organisent des événements contre the Voice. En octobre 2023, le référendum est finalement rejeté par 60% des votants.

Le réseau Atlas se prévaut d'avoir pesé sur **le contenu de législations aux quatre coins du monde**. En Grèce, le think tank KEFiM réussira à faire déposer une loi pour donner davantage d'autonomie aux écoles privées. En Bosnie Herzégovine, l'association Multi s'est battue avec succès contre l'augmentation du salaire minimum<sup>67</sup>. Au niveau de l'Union européenne, Epicentre a efficacement porté la promotion des politiques de libre-échange. En Indonésie, le Center for Indonesian Policy Studies (CIPS) a fait campagne pour l'ouverture des marchés agricoles (en particulier du riz)<sup>68</sup>. Alors même que le réseau se décrit comme apolitique et indépendant, et tout dévoué à la « bataille des idées », on retrouve également la trace de son influence derrière certains candidats ou leaders politiques.

Exemple le plus récent : **Javier Milei**, élu à la tête de l'État argentin en novembre 2023. Si certains médias ont entretenu l'image de l'irruption subite d'un illuminé ultra-libéral, celui-ci a certainement bénéficié du « climat des idées » créé par les think tanks du réseau Atlas dans son pays. Selon le site d'investigation DeSmog, entre 2010 et 2021, le réseau Atlas a versé environ 12 millions de dollars à des partenaires en Amérique latine, principalement pour des projets d'« éducation économique »<sup>69</sup>. En Argentine, Atlas a une dizaine de partenaires dont la Fundación Libertad, la Fundación

59 Voir le site d'Advance Australia : <https://www.advanceaustralia.org.au/story>

60 Rod McGuirk, « Australian prime minister says he's confident Indigenous people back having their Parliament 'Voice' », Associated Press, 26 septembre 2023 - <https://apnews.com/article/australia-voice-disinformation-referendum-26bc-d7cf4520ed53848d072be81f9e17>

61 <https://www.cis.org.au/commentary/opinions/indigenous/>

62 Voir par exemple la déclaration de Daniel Wild, directeur exécutif adjoint de l'Institute of public affairs « No Vote A Victory For The Australian Way Of Life », 14 octobre 2023 : <https://ipa.org.au/publications-ipa/media-releases/no-vote-a-victory-for-the-australian-way-of-life>

63 Voir par exemple le post de Graham Young sur le site de l'Australian Institute for progress, « The Voice – a portent of more to come? », 24 octobre 2023 - <https://aip.asn.au/2023/10/the-voice-a-portent-of-more-to-come/>

64 Voir le site de l'Australian Taxpayers' Alliance : <https://www.taxpayers.org.au/voice>

65 Voir par exemple la déclaration de Daniel Wild, directeur exécutif adjoint de l'Institute of public affairs « No Vote A Victory For The Australian Way Of Life », 14 octobre 2023 : <https://ipa.org.au/publications-ipa/media-releases/no-vote-a-victory-for-the-australian-way-of-life>

66 Dr Marion Hercock, « Western Australian launch of the NO to the Aboriginal Voice Campaign » <https://www.man-nwest.com/wp-content/uploads/2023/03/No-to-the-Voice-Seminar-expanded-notes6.pdf>

67 « Association Multi stops a minimum wage increase in Bosnia and Herzegovina », Atlas network, 7 mars 2020 - <https://www.atlasnetwork.org/articles/association-multi-stops-a-minimum-wage-increase-in-bosnia-and-herzegovina>

68 « Opening up food trade in Indonesia a win for former Think Tank Shark Tank winner », Atlas network, 22 janvier 2018 - <https://www.atlasnetwork.org/articles/opening-up-food-trade-in-indonesia-a-win-for-former-think-tank-shark-tank-winner>

69 Lucas Araldi, « The Atlas Network and the Building of Argentina's Donald Trump », DeSmog, 22 août 2023 - <https://www.desmog.com/2023/08/22/javier-milei-argentina-atlas-network/>

Federalismo y Libertad, la Fundación Atlas ou Libertad y Progreso, qui soutiennent Milei et son programme<sup>70</sup>, et avec qui le nouveau président a des liens parfois étroits. Son mentor, Alberto Benegas Lynch, est ainsi président du conseil académique de Libertad y Progreso et de la Fundación Federalismo y Libertad. Il a aussi été membre du conseil d'administration de la société du Mont Pèlerin, membre du conseil consultatif de l'Institute of Economic Affairs (le think tank fondé par Antony Fisher) et chercheur associé au Cato Institute et au Ludwig von Mises Institute, tous deux également partenaires d'Atlas. Milei lui-même a ainsi participé à des événements, conférences et entretiens avec plusieurs de ces think tanks, reçu le prix Liberty de la Fundación Atlas en 2018<sup>71</sup> et il affiche fièrement sur sa veste un pin's de Students for Liberty<sup>72</sup>. Selon DeSmog, il a même directement siégé au conseil consultatif de la Fundación Libre<sup>73</sup>. Son élection a également permis à des membres du réseau d'entrer au gouvernement. Sa ministre des affaires étrangères, Diana Mondino, siège au conseil académique de la Fundación Atlas, mais aussi dans celui de Libertad y Progreso, dans lequel on retrouve Filgueira Lima, auteur du programme de Milei sur la santé. À côté de sa politique économique ultra-libérale, la politique de Milei s'annonce aussi comme autoritaire : dès son arrivée au pouvoir, il s'en est pris au droit de manifester.

Ce mélange entre ultralibéralisme économique et autoritarisme se retrouve au **Chili**. Déjà, le dictateur Augusto Pinochet avait bénéficié des conseils de l'économiste James Buchanan, membre de la société du Mont Pèlerin, du conseil consultatif de l'IEA d'Antony Fisher, et associé au Cato Institute. Hernan Buchi, l'ancien ministre des Finances du dictateur, fondera ensuite Libertad y Desarrollo, un think tank qui a reçu une subvention du réseau Atlas pour son travail autour des récents référendums sur un changement de constitution, en 2022 puis en 2023. Le premier projet présenté visait à instaurer un système politique plus démocratique, plus écologiste, plus protecteur des droits des femmes et des populations autochtones, et consacrait un certain nombre de droits sociaux (droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale). La douzaine de think tanks et autres associations membres du réseau Atlas au Chili se sont mobilisés contre ce texte, dénonçant le coût que représentent les services publics pour l'État, ainsi que les menaces pour la propriété privée<sup>74</sup>. Ils ont mené une campagne intense sur les réseaux sociaux<sup>75</sup> allant jusqu'à relayer des « *fake news* » parfois grossières. Le leader d'extrême droite José Antonio Kast a par exemple répété que le nouveau texte autoriserait l'avortement jusqu'à neuf mois<sup>76</sup>. Kast a siégé au conseil d'administration de la Fundación Jaime Guzmán, qui a été membre d'Atlas. Cet homme politique anti-immigration, anti-avortement, défenseur du port d'armes a reçu le soutien d'Alejandro

70 Parmi les partenaires Atlas en Argentine, la Fundación Centro para la Apertura y el Desarrollo de America Latina publiera quelques articles plus mesurés ou critiques sur Javier Milei, appelant au respect des droits humains. Mais la majorité des organisations du réseau apporte un soutien plus ou moins actif au candidat d'extrême-droite ultralibéral.

71 Voir le post du compte Facebook de Javier Milei en date du 28 février 2018 : « MUCHAS GRACIAS Fundación Atlas por distinguirme con el "Premio de la Libertad 2018" por la defensa de los Valores de una Sociedad Abierta. » <https://www.facebook.com/JavierMileiEconomista/photos/a.1706764086299195/1761475520828051/?type=3>

72 Voir par exemple le post du compte Instagram de Students for Liberty (@sfliberty) du 16 décembre 2023 : « Javier Milei, the newly elected Libertarian President of Argentina, talks about the SFL pin on his suit » <https://www.instagram.com/sfliberty/reel/C05JzQXN7rw/>

73 Lucas Araldi, « The Atlas Network and the Building of Argentina's Donald Trump », DeSmog, 22 août 2023 - <https://www.desmog.com/2023/08/22/javier-milei-argentina-atlas-network/>

74 Voir par exemple: Fundación Para el Progreso (membre Atlas) : <https://www.chilelapiensa.cl/qui%C3%A9nes-somos>

75 la Fundación Interpreta montre qu'entre le 4 juillet 2021 et avril 2022, le hashtag pour rejeter la nouvelle constitution (#RechazodeSalida) avait été utilisé 1 304 022 fois contre seulement 176 242 mention pour celui en faveur du oui, l'utilisateur du hashtag anti-constitution tweetant en moyenne 4 fois plus que son opposant. Voir Dr Karin Fisher, « Atlas think tanks: manufacturing "rechazo" in Chile », 15 août 2022 [http://thinktanknetworkresearch.net/blog\\_ttni\\_en/atlas-think-tanks-manufacturing-rechazo-in-chile/](http://thinktanknetworkresearch.net/blog_ttni_en/atlas-think-tanks-manufacturing-rechazo-in-chile/)

76 Samuel Ravier-Regnat, « Au Chili, une nouvelle Constitution pour tourner définitivement la page Pinochet », Libération, 5 juillet 2022 - [https://www.liberation.fr/international/amerique/au-chili-une-nouvelle-constitution-pour-tourner-definitivement-la-page-pinochet-20220705\\_5ITGMO3ZSBCDNMCHCZODUURAQ4/](https://www.liberation.fr/international/amerique/au-chili-une-nouvelle-constitution-pour-tourner-definitivement-la-page-pinochet-20220705_5ITGMO3ZSBCDNMCHCZODUURAQ4/)

Chafuen, directeur du réseau Atlas de 1991 à 2018<sup>77</sup>. Le projet de nouvelle constitution a finalement été rejeté.

Au **Brésil**, des partenaires du réseau Atlas ont participé au mouvement qui demandait la destitution de Dilma Rousseff, sur les réseaux sociaux et dans la rue. Le Movimento Brasil Livre, qui a contribué à l'organisation des manifestations, est une émanation de Students for Liberty, le groupe dont Javier Milei affiche aujourd'hui le pin's sur sa veste. « *De nombreux membres du Mouvement pour un Brésil libre ont suivi le premier programme de formation du réseau Atlas, l'Atlas Leadership Academy, et appliquent aujourd'hui ce qu'ils ont appris sur le terrain, là où ils vivent et travaillent* », s'est réjoui le réseau Atlas sur son site<sup>78</sup>. Le réseau apprécie davantage Jair Bolsonaro. Pour son directeur Brad Lips, « *s'il est juste de prendre à partie le président Jair Bolsonaro pour les divers commentaires dérangeants et illibéraux qu'il a faits, il est également clair que les politiques économiques du Brésil ont évolué dans le sens d'une plus grande liberté sous son administration* »<sup>79</sup> - une évolution qu'il attribue à un « consensus intellectuel » qui n'existerait peut-être pas sans l'Instituto de Estudos Empresariais, un partenaire d'Atlas créé en 1984. Deux chercheurs ont dénombré pas moins de 14 membres du réseau Atlas qui ont rejoint l'administration Bolsonaro. Paulo Guedes, « gourou » économique du candidat placé à la tête d'un super ministère de l'Économie incluant le budget, la planification et l'industrie, est

l'un des fondateurs de l'Instituto Millenium, membre du réseau Atlas. Geanluca Lorenzon, venu de Students for liberty Brazil<sup>80</sup> et passé par l'institut Ludwig Von Mises, s'est vu attribuer un secrétariat d'État au ministère de l'Économie (il est également passé par Mc Kinsey et Goldman Sachs<sup>81</sup>). Salim Mattar, fondateur de l'Instituto de Formação (membre du réseau Atlas), qui a reçu en 2023 le prix de Gardien de la Liberté de la part de l'Acton Institute, un autre think tank du réseau, a pris le poste de ministre de la Privatisation et du Désinvestissement (sic). Le très controversé ministre de l'éducation Ricardo Velez, ultraconservateur qui finira par être limogé après plusieurs polémiques<sup>82</sup>, est quant à lui lié à l'Instituto Liberal, encore un partenaire du réseau Atlas. On peut aussi citer Paulo Uebel, ancien président de l'Instituto de Estudos Empresariais – crédité par Brad Lips, d'avoir oeuvré au « consensus intellectuel » ayant permis l'élection de Bolsonaro – qui a occupé plusieurs postes dans son gouvernement, dont celui de secrétaire spécial de la Débureaucratization, de la Gestion et du Digital, avant de retrouver le monde des affaires.

Au **Royaume-Uni**, le réseau Atlas n'a pas pris de position commune sur le Brexit, et certains de ses membres s'y sont même opposés. Mais la majorité de ses partenaires, réunis au 55 Tufton Street à Londres, ont joué un rôle clé dans la sortie du pays de l'Union européenne<sup>83</sup>. Matthew Elliot, fondateur de la Taxpayers Alliance, a été directeur général de VoteLeave. Le

77 Voir le message d'Alejandro Chafuen sur le réseau Twitter (devenu X) le 19 décembre 2021: « Happy birthday Miguel Kast (1948-1983), I hope that from Heaven, you will make another miracle and help your brother's quest for true freedom in Chile and beyond. Good luck Jose Antonio Kast. No matter what happens, the fight and dedication will continue! » (“ Joyeux anniversaire Miguel Kast (1948-1983), j'espère que du Ciel, tu feras un autre miracle et aideras la quête de ton frère pour une vraie liberté au Chili et au-delà. Bonne chance à Jose Antonio Kast. Quoi qu'il arrive, la lutte et le dévouement continueront ! ”) - <https://twitter.com/Chafuen/status/1472351408687099913>

78 « Students For Liberty plays strong role in Free Brazil Movement », Atlas network, 1er avril 2015 - <https://www.atlas-network.org/articles/students-for-liberty-plays-strong-role-in-free-brazil-movement>

79 Brad Lips, « The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future », Atlas network, janv. 2020, page 22

80 Geanluca Lorenzon « From student mobilization to management consulting », Site de Students for Liberty <https://studentsforliberty.org/success-story/geanluca-lorenzon/>

81 Voir le profil LinkedIn de GeanLuca Lorenzon : <https://www.linkedin.com/in/geanluca-lorenzon>

82 Il voulait modifier les livres d'histoire pour réhabiliter la dictature militaire et obliger les élèves à chanter – en étant filmés – l'hymne national en la concluant par le slogan de campagne de Jair Bolsonaro : « Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous ». Voir Claire Gatinois, « Au Brésil, le ministre qui veut réduire les sciences humaines », Le Monde, 3 mai 2019

83 Felicity Lawrence, Rob Evans, David Pegg, Caelainn Barr et Pamela Duncan, « How the right's radical thinktanks reshaped the Conservative party », The Guardian, 29 novembre 2019 <https://www.theguardian.com/politics/2019/nov/29/rightwing-thinktank-conservative-boris-johnson-brexit-atlas-network>

lanceur d'alerte Shahmir Sanni, ancien de la campagne VoteLeave, a dénoncé la collusion entre la TaxPayers Alliance et d'autres think tanks, dont plusieurs membres du réseau Atlas, pour amplifier leur impact médiatique et sur les réseaux sociaux<sup>84</sup>. L'éphémère Première Ministre britannique Liz Truss, contrainte à la démission après avoir présenté un budget trop radical même pour les conservateurs britanniques, est elle aussi très proche de l'IEA et du réseau Atlas. L'IEA a multiplié les rencontres avec des parlementaires<sup>85</sup> et les interventions médiatiques en amont de sa désignation en 2022<sup>86</sup>. Plusieurs personnalités de son

équipe étaient issues de la galaxie Atlas : son conseiller économique Matthew Sinclair et son attaché de presse Alex Wild viennent tous deux de la TaxPayers Alliance, sa conseillère en matière de santé Caroline Elsom était chercheuse au Centre for Policy Studies, sa secrétaire politique Sophie Jarvis travaillait à l'Adam Smith Institute<sup>87</sup>.

- 84 Felicity Lawrence, Rob Evans, David Pegg, Caelainn Barr et Pamela Duncan, « How the right's radical thinktanks reshaped the Conservative party », The Guardian, 29 novembre 2019 <https://www.theguardian.com/politics/2019/nov/29/rightwing-thinktank-conservative-boris-johnson-brexite-atlas-network>
- 85 Adam Bychawski, « Revealed: Truss-allied think tank met dozens of MPs prior to leadership win », OpenDemocracy, 11 janvier 2023 - <https://www.opendemocracy.net/en/institute-of-economic-affairs-liz-truss-2022-accounts/>
- 86 Voir The Institute of economic affairs, « Trustees' report and financial statements », 31 mars 2023
- 87 George Monbiot, « Has Liz Truss handed power over to the extreme neoliberal thinktanks? », The Guardian, 23 septembre 2022 - <https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/sep/23/liz-truss-power-extreme-neoliberal-thinktanks>

## ● Quelques partenaires clés d'Atlas aux États-Unis

Début 2024, le réseau Atlas revendique 181 partenaires aux États-Unis. Parmi eux, on trouve notamment :



**Heritage Foundation.** Ce think tank basé à Washington se donne pour mission de « *formuler et de promouvoir des politiques publiques fondées sur les principes de la libre entreprise, d'un gouvernement limité, de la liberté individuelle, des valeurs américaines traditionnelles et d'une défense nationale forte*<sup>88</sup>. » Fondé en 1973 par Edwin Feulner, Paul Weyrich et le milliardaire Joseph Coors, il a acquis une influence majeure, depuis son programme « Mandate for leadership » dont une grande partie sera reprise par le Président Reagan, jusqu'au « Project 2025 » formulé dans la perspective d'une victoire de Donald Trump aux élections de 2024. La Fondation intervient dans de très nombreux domaines : économie, fiscalité, culture, sécurité intérieure, santé, éducation, politique internationale... Elle s'est fermement opposée au protocole de Kyoto et à toute politique environnementale. Avec plus de 300 salariés, directeurs, experts et experts associés et un budget de plusieurs dizaines de millions de dollars, l'Heritage Foundation est considéré comme l'un des plus puissants think tank des États-Unis.

88 <https://www.heritage.org/about-heritage/mission>



**Cato Institute.** Fondé en 1974 sous le nom de Charles Koch Foundation (Charles Koch étant l'un des directeurs), le think tank libertarien devient le Cato Institute en 1977. Selon Greenpeace USA, il a pu être perçu comme relativement indépendant pendant quelques années, jusqu'à sa reprise en main par les frères Koch en 2012<sup>89</sup>. L'institut a bénéficié de financements des frères Koch, mais aussi d'Exxon Mobil ou de Murray Energy (mines de charbon). Il a un budget de plusieurs dizaines de millions de dollars et, en 2022, revendiquait plus de 1500 passages dans les médias, plus de 760 tribunes publiées, plus de 880 rendez-vous avec des membres du Congrès et autres décideurs politiques et plus de 500 000 alumni<sup>90</sup>. Si le think tank défend la privatisation de nombreux services et la liberté de marché, il ne porte pas les mêmes positions conservatrices que d'autres partenaires du réseau sur les sujets de société (avortement, immigration...)



**Heartland Institute.** Il a été créé en 1984 par l'homme d'affaire David H. Padden. Selon DeSmog, ce dernier a également siégé au premier conseil d'administration de Citizens for a Sound Economy, qui s'est ensuite scindée en deux groupes, FreedomWorks et Americans for Prosperity (AFP)<sup>91</sup>. Basé à Chicago, le Heartland Institute a lui aussi reçu des fonds de ExxonMobil, Koch industries et Murray Energy. Le think tank a été très actif dans l'opposition aux politiques climatiques. En 2012, le New York Times révélait par exemple des documents internes dans lesquels le Heartland Institute prévoyait de promouvoir un programme scolaire pour les lycées publics visant à créer le doute sur les risques des dérèglements climatiques<sup>92</sup>. Plus récemment, l'institut s'est vanté d'avoir joué un rôle majeur dans la décision de Trump de sortir de l'accord de Paris<sup>93</sup>. Le think tank a aussi pris des positions en faveur de l'industrie du tabac, il promeut évidemment le libre marché, et relaie la théorie complotiste du « Great Reset » ou l'idée que les élections aux États-Unis sont truquées. En Allemagne, le Spiegel a révélé en 2019 que le Heartland Institute soutient l'organisation climatoscéptique European Institute for Climate and Energy (EIKE), qui travaille de près avec le parti d'extrême droite AfD<sup>94</sup>.

89 <http://web.archive.org/web/20151004035823/http://www.greenpeace.org/usa/why-the-koch-brothers-are-cannibalizing-the-cato-institute/>

90 <https://www.cato.org/annualreport22>

91 <https://www.desmog.com/heartland-institute/>

92 <https://www.nytimes.com/2012/02/16/science/earth/in-heartland-institute-leak-a-plan-to-discredit-climate-teaching.html?scp=4&sq=heartland&st=cse>

93 <https://insideclimatenews.org/news/08082018/heartland-institute-climate-change-denial-trump-administration-fossil-fuels-carbon-tax/>

94 <https://www.spiegel.de/international/germany/afd-seeks-votes-by-opposing-climate-protection-a-1265494.html>

**American Legislative Exchange Council (ALEC).** Créé en 1973 par un groupe dans lequel on retrouve Paul Weyrich (qui a aussi participé à la création de l'Heritage Foundation), l'ALEC vise à réunir des politiciens conservateurs et des représentants du secteur privé pour rédiger des projets de lois à proposer aux États américains. L'organisation se donne pour mission d' « *encourager la croissance, préserver la sécurité économique et protéger les contribuables qui travaillent dur*<sup>95</sup>. » ALEC a proposé des lois pour démanteler le droit du travail, s'opposer aux réglementations environnementales ou privatiser l'éducation, mais il est aussi à l'origine de la loi « Stand your ground » qui libéralise le recours aux armes à feu, ou encore de lois contre l'immigration ou les droits des personnes LGBT. En 2011, le Center for Media and Democracy et The Nation ont divulgué 850 projets de loi types créés par l'ALEC au cours d'une période de 30 ans (projet ALEC Exposed)<sup>96</sup>. En octobre 2023, Greenpeace USA dénonçait les 50 ans d'attaques de l'ALEC contre l'environnement et la démocratie, et estimait que 98% du financement de l'organisation provenait d'entreprises et de fondations conservatrices créées par les familles Koch, Bradley, Mercer, Searle et Coors (entre autres)<sup>97</sup>.

95 <https://alec.org/about/>

96 [https://www.alecexposed.org/wiki/ALEC\\_Exposed](https://www.alecexposed.org/wiki/ALEC_Exposed)

97 <https://www.greenpeace.org/usa/alec-50-years-of-attacking-environmental-protection-and-democracy/>

Malgré leur prétention à l'expertise et à l'objectivité, les think tanks du réseau Atlas sont donc clairement proches des mouvances les plus conservatrices de la planète. Cela se vérifie évidemment aux États-Unis. Si la vie politique américaine est façonnée par une myriade de fondations et milliardaires, les entités liées à Atlas sont très proches de la frange la plus extrémiste des Républicains. On peut par exemple penser au soutien apporté par Americans for Prosperity (membre d'Atlas) au mouvement du Tea Party. Ou au « Project 2025 », un programme présidentiel conçu par la Heritage Foundation, dont le Guardian dénonce les impacts terrifiants pour le climat et dont plusieurs rédacteurs sont issus de l'administration Trump<sup>98</sup>. Au sein de la galaxie Atlas, Donald Trump n'est pas forcément le candidat favori parmi les Républicains, mais

le réseau préfère se ranger derrière lui et surtout derrière son programme politique. « *La personnalité du président américain peut déplaire, son programme présente moins d'incertitudes que celui de son adversaire, Joe Biden* », analysait ainsi en 2020 Jean-Claude Gruffat, le membre français du Conseil d'administration du réseau Atlas, et l'un de ceux qui a contribué à son développement dans l'Hexagone.

Car, même s'il s'y heurte à des traditions politiques hostiles, y compris à une extrême-droite traditionnellement plus souverainiste qu'acquise au libre-échange, le réseau Atlas est bien présent en France, et son influence s'y fait de plus en plus sentir.

98 Dharna Noor, « 'Project 2025': plan to dismantle US climate policy for next Republican president », The Guardian, 27 juillet 2023 - <https://www.theguardian.com/environment/2023/jul/27/project-2025-dismantle-us-climate-policy-next-republican-president>

## ● Des partenariats qui restent discrets

Le réseau nous a indiqué ne plus donner la liste exhaustive de ses partenaires. Sont invoquées les menaces dont ils peuvent faire l'objet dans les pays illibéraux, mais aussi, dans les autres pays, les risques de harcèlement « *en raison de médias erronés et de théories du complot diffusées en ligne* »<sup>99</sup>. Peut être une réaction à l'action de membres d'Extinction Rebellion en Australie contre le Centre for Independent Studies (CIS), motivée par ses liens avec le réseau Atlas<sup>100</sup> ?

Pour établir les liens entre Atlas et les organisations françaises mentionnées dans ce rapport, nous nous sommes basés sur une liste disponible dans une publication du réseau Atlas de 2020, corroborée avec les liens que nous avons établis entre les organisations concernées et le réseau (participation aux événements, prix, liens personnels...). Nous ne pouvons garantir qu'à ce jour, elles sont toutes encore formellement partenaires du réseau, mais jusqu'à récemment, elles ont toutes eu des liens avec. Selon Atlas, les principales raisons qui conduisent les organisations à le quitter sont la fin de ses activités, ou des changements de priorités qui font qu'elles ne renouvellent pas leur adhésion annuelle.

99 Email de Adam Weinberg, directeur de la communication et du marketing du réseau Atlas, en réponse à nos questions, 22 avril 2024.

100 Le CIS a nié tout lien financier avec Atlas. Mais le centre est bien un partenaire du réseau ayant participé à des formations. Voir Zak Wheeler, « Extinction Rebellion: Chaos erupts on Macquarie Street at the Centre for Independent Studies as suits are surrounded by radical retiree protesters armed with sprays cans - and one is tackled to the ground », Daily Mail Australia, 30 novembre 2023 - <https://www.dailymail.co.uk/news/article-12808459/Extinction-Rebellion-Centre-Independent-Studies-protest.html> et, par exemple, Atlas network, « Atlas Network training in Australia asks "What's your org's core focus?" », 24 mai 2018 <https://www.atlasnetwork.org/articles/atlas-network-training-in-australia-asks-whats-your-orgs-core-focus>

## Deuxième Partie : ●

### Le réseau Atlas en France ●

#### ● De débuts timides à la professionnalisation du réseau

« *La France ne manque pas de héros libéraux classiques dans son histoire* » assurait Brad Lips, directeur actuel du réseau, dans une interview au site Contrepoints.org en mai 2022<sup>101</sup>. Un encouragement aux libertariens français, qui se sentent minoritaires dans un pays qui serait bien trop attaché à l'État-providence et à ses systèmes de protection sociale. Pour Atlas, la France n'est pas forcément une cause perdue : « *Il suffit de regarder ce qui se passe au Royaume-Uni. Les problèmes étaient aussi graves qu'ils le sont aujourd'hui en France lorsque j'ai créé l'IEA en 1955* », écrivait Antony Fischer à un correspondant qui, fin 1987, se désespérait du poids de la bureaucratie dans l'Hexagone.

La France est présente dans le réseau dès sa création en 1981. L'un des premiers financements international d'Atlas a d'ailleurs bénéficié à un institut français : l'Institut économique de Paris (IEP), fondé

par l'économiste Pascal Salin et l'homme d'affaires Guy Plunier. Dans les années 1980, l'IEP publie des livres, diffuse des ouvrages étrangers et organise des rencontres, qu'il s'agisse de petits déjeuners entre penseurs libéraux et politiques (aussi bien UDF que RPR ou FN), ou même du congrès régional de la Société du Mont Pèlerin en mars 1984, en présence du maire de Paris de l'époque, Jacques Chirac. Plunier s'était formé aux idées libertariennes lors de réunions de la Société du Mont Pèlerin, et était allé à Londres pour s'inspirer du fonctionnement de l'IEA<sup>102</sup>. Antony Fisher viendra lui même inaugurer son institut parisien en 1982.

Dès l'origine, Atlas bénéficie aussi des fonds d'un donateur français : le groupe Michelin. Celui-ci finance généreusement le réseau, à condition qu'une grande partie de ses dons repartent vers Plunier, qui se trouve être un ancien cadre de l'entreprise. Les dirigeants de Michelin aux États-Unis sont dès lors invités aux événements du réseau Atlas, où ils peuvent côtoyer les autres bailleurs, comme Exxon ou News America. L'IEP met néanmoins fin à ses activités dès

101 Contrepoints, « Brad Lips, DG de l'Atlas Network : « La France ne manque pas de héros libéraux » », 27 mai 2022 - <https://www.contrepoints.org/2022/05/27/428338-brad-lips-dg-de-l-atlas-network-la-france-ne-manque-pas-de-heros-liberaux>

102 François Denord, « Le néolibéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique », éditions Agone, 2016. Brookes, Kevin. « "Les idées ont des conséquences" : la genèse internationale des think tanks néo-libéraux français », Quaderni, vol. 97, no. 3, 2018, pp. 35-55.

1987, apparemment en raison de querelles personnelles<sup>103</sup>.

D'autres associations liées à Atlas seront créées en France mais finiront par disparaître ou considérablement réduire leurs activités. Comme Liberté Chérie, qui passe de l'organisation de manifestations contre les grèves pouvant rassembler quelques dizaines de milliers de personnes au début des années 2000 à une activité très discrète aujourd'hui. Les archives du réseau montrent qu'il y a aussi eu des actions plus ponctuelles. En 2000, par exemple, le directeur de l'époque Alejandro Chafuen sollicite des fonds auprès de Microsoft pour l'aider dans ses démêlés avec les autorités de concurrence en Europe – un « soutien » assuré en France par Véronique de Rugy, autre alumni Atlas<sup>104</sup>.

À cette même époque, Chafuen considère que le réseau en France n'est pas très structuré ni très efficace. Mais dans les années suivantes, une partie de ses partenaires français se professionnalisent et commencent à remporter un certain succès. Aujourd'hui, il y aurait une dizaine de partenaires Atlas dans l'Hexagone, plus ou moins actifs et plus ou moins connus du grand public. Ils ne mettent généralement pas en avant leur lien avec Atlas, et pourtant, tous ont bénéficié de formations, de prix ou de mises en relations avec d'autres think tanks ou des bailleurs. Tous mettent en œuvre les différentes méthodes développées par Fisher et ses successeurs pour changer le « climat des idées » : astroturfing, marketing, publications de livres, formation de futurs leaders, intense activité dans les médias et sur les réseaux sociaux... Comme les autres membres d'Atlas, ils se présentent comme des experts neutres ou des porte-paroles du citoyen lambda, mais tous ont des liens avec les milieux d'affaires et les riches dont ils défendent les intérêts : moins d'impôts, moins de services publics, moins de régulations.

Comme dans d'autres pays, des membres français du réseau Atlas entretiennent aussi des liens étroits, mais sur lesquels ils restent également discrets, avec la droite radicale et l'extrême-droite. Ces liens existent depuis longtemps et semblent s'être accentués avec le mouvement de la « Manif pour tous » en 2012-2013, qui aurait été l'occasion d'établir des relations avec des organisations aux États-Unis et de se former de l'autre côté de l'Atlantique. En plus de politiques économiques ultralibérales, des organisations françaises liées à Atlas promeuvent des idées très réactionnaires sur la sécurité, la justice ou l'immigration, tout comme les partenaires du réseau aux États-Unis ou en Amérique du Sud. Enfin, comme dans les autres pays, on recroise très souvent le même petit nombre d'activistes dans les diverses entités - « laboratoires d'idées », institut de formations, etc. - de la galaxie Atlas en France. Une application de la stratégie Fisher, consistant à multiplier les voix, alors que ce sont toujours les mêmes personnes qui parlent.

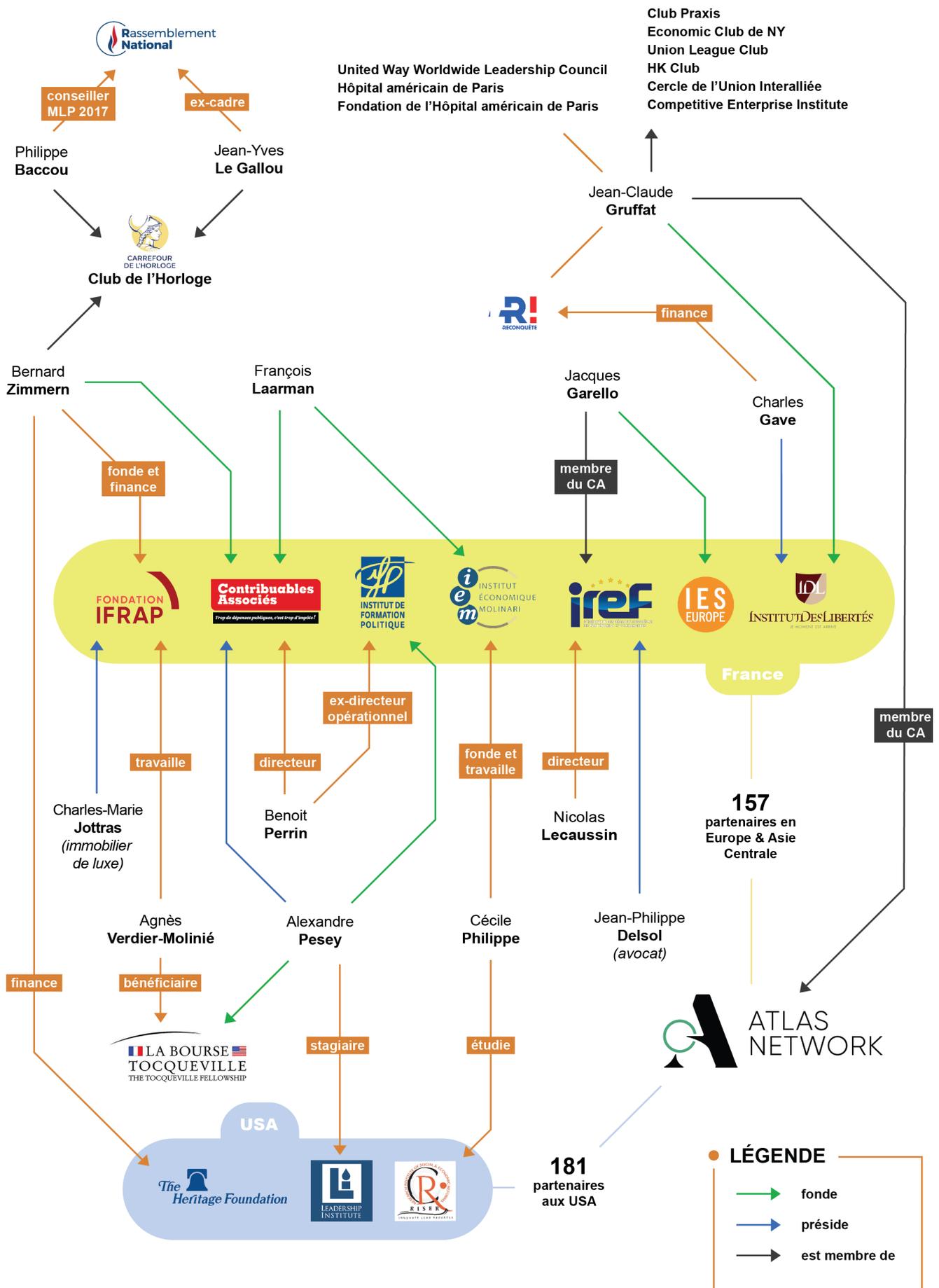
Ce petit groupe, aidé de puissants soutiens, a fini par former une chambre d'écho efficace. « *Je pense qu'on a gagné pas mal de batailles dans le monde des médias, des idées* », se réjouit Nicolas Lecaussin, qui travaille dans le milieu des think tanks libertariens depuis le milieu des années 90, dans une récente interview à Contrepoints<sup>105</sup>. Il constate que ses sujets de prédilection – baisse des dépenses publiques, du nombre de fonctionnaires... - sont maintenant présents « *un peu partout* », quand il était autrefois difficile d'aller au delà d'un papier ponctuel dans Le Figaro. Qu'il s'agisse de protéger les propriétaires, de faire la chasse à la fraude sociale ou de remettre en cause l'universalité des services publics et de l'éducation nationale, ces thèmes se retrouvent aussi dans la bouche et les textes de loi du gouvernement et de certains élus.

103 Brookes, Kevin. « "Les idées ont des conséquences" : la genèse internationale des think tanks néo-libéraux français », Quaderni, vol. 97, no. 3, 2018, pp. 35-55. Entretien avec Guy Plunier, 4 novembre 2016

104 Véronique de Rugy, « Report of activities (jan-may 2000) and proposal for continued work, Anti-trust education efforts ».

105 Pierre Schweitzer, « [PODCAST] Dans la « fabrique » des réformes libérales, avec Nicolas Lecaussin », Contrepoints, 25 février 2023 - <https://www.contrepoints.org/2023/02/25/451163-podcast-dans-la-fabrique-des-reformes-liberales-avec-nicolas-lecaussin>

# Les connexions du réseau Atlas en France



## ● Jean-Claude Gruffat, cœur français du réseau

Jean-Claude Gruffat, seul membre français du conseil d'administration du réseau Atlas, est exemplaire des liens entre le monde des affaires, l'extrême-droite, le réseau Atlas et une multitude d'autres cercles d'influence. Il a travaillé pendant plus de quarante ans dans la finance, à la banque IndoSuez, puis à Citigroup, chez Galileo Global Advisors avant de finir directeur général de Weild & Co à New York. Sa carrière l'a mené en Asie, au Moyen Orient, en Europe et en Amérique du Nord et il s'est ainsi constitué un large réseau de contacts dans de nombreux pays. À côté de son activité professionnelle, il est engagé dans de très nombreux cercles, clubs et autres groupes de réflexion : Club Praxis, Economic Club de New York, Union League Club, Hong Kong Club, et le très sélect Cercle de l'Union Interalliée en France. Ces multiples connexions sont sans aucun doute un atout pour solliciter des financements. Gruffat est d'ailleurs membre du United Way Worldwide Leadership Council, qui aide l'énorme organisation caritative United Way<sup>106</sup> à entrer en contact avec des philanthropes et leaders d'opinion. Gruffat est aussi gouverneur de l'Hôpital américain de Paris et administrateur de la Fondation de l'Hôpital américain de Paris. Dans le monde des think tanks Atlas, outre le conseil d'administration du réseau lui-même, Gruffat est également membre du conseil d'administration du Competitive Enterprise Institute (CEI), un membre d'Atlas aux États-Unis. Il a fondé en France l'Institut des Libertés, également partenaire d'Atlas. L'Institut est présidé par Charles Gave, un millionnaire aujourd'hui visé par un signalement pour des financements illégaux à des campagnes et personnalités d'extrême-droite (Rassemblement national et Reconquête)<sup>107</sup>. Sa directrice est la fille de Charles Gave, Emmanuelle Gave, qui avait été écartée de la liste de Debout la France (Nicolas Dupont-Aignan) aux européennes de 2019, en raison de tweets jugés racistes. Elle s'était ensuite rapprochée d'Eric Zemmour avant de s'en éloigner pour un différend financier. Jean-Claude Gruffat a lui-même été candidat au Conseil national de Reconquête et défend la création d'un « *bloc identitaire, libéral sur le plan économique, et conservateur sur la gestion publique* »<sup>108</sup>.

106 United Way est une organisation caritative qui collecte des fonds pour des projets dans les domaines de la santé, l'éducation et le développement économique. C'est la plus grande organisation à but non lucratif financée par le secteur privé au monde.

107 Antton Rouget et Marine Turchi, « Le financier de l'extrême droite visé par un signalement à la justice », Mediapart, 19 décembre 2023 - <https://www.mediapart.fr/journal/france/191223/le-financier-de-l-extreme-droite-vise-par-un-signalement-la-justice>

108 Club France International, « Reconquête : Rencontre avec Jean-Claude Gruffat, candidat "FDE Amériques" », 3 avril 2023 - <https://www.clubfranceinternational.com/reconquete-rencontre-avec-jean-claude-gruffat-candidat-fde-ameriques/>

## ● La Fondation Ifrap : le lobby des 10% les plus riches

### **Un bon élève du réseau Atlas**

L'un des plus anciens think tanks français lié au réseau Atlas est aussi l'un des plus actifs aujourd'hui : la Fondation pour

la recherche sur les administrations et les politiques publiques (Ifrap), fondée en 1985. L'Ifrap, qui a pour objectif la production de recherches et publications sur les dépenses publiques, est partenaire d'Atlas depuis ses débuts. En 1987, l'un de ses fondateurs, Bernard Zimmern (voir plus loin), va chercher des conseils auprès d'Antony Fisher pour gagner la bataille des idées en France. Établi aux États-Unis, Zimmern est l'un des grands

donateurs de l'Heritage Foundation<sup>109</sup> dont il admire l'action, et il souhaite reproduire ce modèle en France. En 1989, la directrice des recherches de la Fondation Ifrap rencontre le nouveau directeur d'Atlas, Alejandro Chafuen, avec pour objectif de reproduire les méthodes développées aux États-Unis pour s'attaquer à la bureaucratie française<sup>110</sup>.

Aujourd'hui, le visage de l'Ifrap est celui d'Agnès Verdier-Molinié, qui en a pris la direction en 2009. Fille de viticulteurs bordelais et épouse d'un consultant en stratégie chez PricewaterhouseCoopers, elle a brièvement travaillé comme journaliste avant d'être embauchée par la fondation en 2002. En 2004, elle est l'une des premières lauréates de la bourse Tocqueville fondée par Alexandre Pesey (voir plus loin), ce qui lui permet d'aller se former un mois aux États-Unis auprès de partenaires du réseau Atlas. Elle se familiarise avec les méthodes et le fonctionnement des think tanks américains, et dira avoir été marquée par le professionnalisme de l'Heritage Foundation et du Cato Institute<sup>111</sup>.

Forte de cette expérience, Agnès Verdier-Molinié va booster les activités et la visibilité de l'Ifrap en France. Depuis 2008, elle a publié neuf livres, tous sur les dépenses publiques. La Fondation produit également des dizaines d'études qui permettent à Verdier-Molinié d'être omniprésente dans les médias. Selon les chiffres de la fondation, l'Ifrap a accumulé plus de 800 passages médias en 2022, contre 100 en 2009<sup>112</sup>. Il s'agit en majorité de médias étiquetés à droite (Le Figaro, Cnews, Le JDD, Europe 1), mais pas seulement, puisqu'elle multiplie également les prises de parole sur la chaîne d'informations en continu BFM, ainsi que sur RMC, France télévision (C dans l'air, C l'hebdo, C ce

soir...) ou La chaîne parlementaire (LCP). Outre ses prises de parole médiatiques ciblant le « climat des idées », l'Ifrap mène une activité de lobbying directe auprès des parlementaires et du gouvernement, et s'est enregistré auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Ses déclarations, quoique lacunaires, offrent un petit aperçu de ses interventions auprès des politiques<sup>113</sup>.



Ces différentes activités correspondent étroitement aux modèles d'actions enseignés dans le réseau Atlas, qui dans sa formation sur « les bases des think tanks », explique que ces organisations doivent mener des activités de « vulgarisation », qui permettent de « *changer ce qui est politiquement possible (...) en commercialisant largement leurs produits auprès du public (livres, émissions de radio, page web, conférences) ou (plus généralement) en se faisant connaître dans les médias* »<sup>114</sup>. Les prises de parole médiatiques permettent d'élargir la fenêtre d'Overton en imposant dans le débat des idées « inacceptables » pour élargir le champ des possibles. Au moment de la réforme des retraites de 2023, Agnès Verdier-Molinié repousse ainsi les limites du débat sur l'âge de départ : « *67, ça aurait été vraiment l'idéal, mais 65, on était d'accord pour dire que déjà, ça améliore les choses car à l'horizon 2050, ça fait un peu plus de 40 milliards d'euros d'économies et ça permet vraiment d'équilibrer le régime tandis que 64, ça s'essouffle très très vite, beaucoup trop vite* »<sup>115</sup>. En ce qui

109 Voir l'hommage d'Alain Dumait à Bernard Zimmern sur le site de Contribuables associés : <https://www.touscontribuables.org/contribuables-associes-rend-hommage-a-l-un-de-ses-fondateurs> Voir aussi la rencontre mentionnée dans le courrier de Antony Fisher à Bernard Zimmern en date du 11 décembre 1987.

110 « Courrier de la directrice de recherche de la Fondation FRAP à Alejandro Chafuen en date du 19 septembre 1989 »

111 Bourse Tocqueville - "Parole de Lauréats" avec Agnès Verdier-Molinié : <https://www.dailymotion.com/video/xp3dij>

112 Voir le site de l'Ifrap : <https://www.ifrap.org/qui-sommes-nous>

113 Voir la fiche de l'Ifrap sur le site de la HATVP : <https://www.hatvp.fr/fiche-organisation/?organisation=519556013>

114 Extrait d'une formation Atlas sur les bases des think tanks, décembre 2023

115 Europe 1, « Retraites : pour Agnès Verdier-Molinié, «les syndicats n'ont pas compris l'urgence financière» », 8 janvier 2023 - <https://www.europe1.fr/politique/retraites-pour-agnes-verdier-molinie-les-syndicats-nont-pas-compris-lurgence-financiere-4159599>

concerne le lobbying auprès des décideurs, en revanche, il s'agira toujours de pousser des idées, mais en restant dans le cadre de la fenêtre d'Overton existante. Les propos peuvent être alors moins radicaux<sup>116</sup>.

## **Derrière l'indépendance affichée : des hommes d'affaires fortunés**

Que ce soit dans les médias ou auprès des responsables politiques, Agnès Verdier-Molinié revendique une expertise neutre : « *Dire qu'il faut baisser la dépense publique et les impôts, ce n'est pas être libéral, c'est être objectif.* »<sup>117</sup> Certains médias (comme France info ou TV5 Monde) vont préciser qu'elle dirige un think tank « libéral » ou « d'inspiration libérale »<sup>118</sup>, mais bien souvent, les journalistes n'indiquent pas l'idéologie de son laboratoire d'idée. Pourtant, à sa création, l'Ifrap est liée à des entrepreneurs très à droite. Son fondateur Bernard Zimmern, après avoir travaillé chez Renault puis Cegos, a fait fortune aux États-Unis grâce à des centaines de brevets sur des compresseurs rotatifs. Il est aussi membre du club de l'Horloge, qui milite pour un rapprochement entre la droite et l'extrême-droite, où il a fréquenté entre autres Philippe Baccou, conseiller de Marine Le Pen sur son programme économique en 2017<sup>119</sup>, ou encore Jean-Yves Le Gallou, ex-cadre du Front National, époux de l'ancienne

candidate frontiste Anne-Laure Blanc, elle-même fille de Robert Blanc, ancien Waffens. Ce partisan de la remigration, opposé au mariage homosexuel, a ensuite rejoint Eric Zemmour<sup>120</sup>. Selon certaines sources (comme le site « Debunkers de hoax »), Baccou et Le Gallou auraient d'ailleurs participé à la création de l'Ifrap. Les statuts d'origine de sa fondation n'étant pas accessibles, et l'institut n'ayant pas répondu à nos demandes d'entretien, nous n'avons pas pu confirmer cette information.

Le conseil d'administration actuel de la fondation illustre également ses liens avec les milieux d'affaires. Charles-Marie Jottras, son président, est dirigeant de la société Daniel Féau, entreprise spécialisée dans l'immobilier de prestige. En 2007, un article dans Les Échos dresse ainsi son portrait : « *Membre actif du très sélect club MBC<sup>121</sup>, résident fidèle de Neuilly, chaque samedi d'hiver, il rassemble ses copains et cinquante Anglo-Poitevins pour une chasse à courre...* »<sup>122</sup>. Le vice-président du think tank est Olivier Allez, dirigeant de la société de construction de réseaux électriques Allez & Cie, qu'il a hérité de son grand-père. Le trésorier, Jean-Pierre Lagay, a un cabinet d'expertise comptable<sup>123</sup>, et le secrétaire est Olivier Tardy, PDG de l'Entreprise de Travaux Publics de l'Ouest (ETPO) et de la Compagnie Industrielle et Financière d'Entreprises (CIFE). Les présidents précédents étaient Olivier Mitterrand, 200e fortune de France en

116 En 2015, alors qu'Agnès Verdier-Molinié participe à une audition parlementaire à l'Assemblée nationale, la députée socialiste Christine Pirès-Beaune note : « J'ai été plutôt agréablement surprise par l'exposé que vous nous avez présenté, beaucoup moins caricatural que ne le sont parfois vos interventions sur les plateaux de télévision ou même que votre dernier livre. » voir : [https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cecip/14-15/c1415012.asp#P3\\_201](https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cecip/14-15/c1415012.asp#P3_201).

117 François Krug, « Agnès Verdier-Molinié, égérie de la diète publique », Le Monde, 27 janvier 2017 - [https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/01/27/agnes-verdier-molinie-egerie-de-la-diete-publique\\_5069859\\_4497186.html](https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/01/27/agnes-verdier-molinie-egerie-de-la-diete-publique_5069859_4497186.html)

118 Par exemple sur TV5Monde : <https://europe.tv5monde.com/fr/guide-tv/info-societe/l-invite/agnes-verdier-molinie-951679>

119 Marine Turchi et David Dufresne, « Les conseillers secrets de la campagne de Marine Le Pen », Mediapart, 22 janvier 2018 <https://www.mediapart.fr/journal/france/220118/les-conseillers-secrets-de-la-campagne-de-marine-le-pen>

120 Maxime Macé et Pierre Plottu, « Jean-Yves Le Gallou, l'intellectuel très radical qui murmure à l'oreille de Zemmour », StreetPress, 25 janvier 2022 - <https://www.streetpress.com/sujet/1643048991-jean-yves-gallou-intellectuel-tres-radical-zemmour-grand-remplacement-guerre-raciale>

121 Le Cercle MBC, communément appelé simplement MBC, est un cercle privé basé à Paris et à Genève. Il est l'héritier de l'ancien Maxim's Business Club d'où il tient son nom. Il a été fondé en 1968 pour réunir de jeunes hommes d'affaires et faciliter des relations amicales et professionnelles. En 2003, le cercle change de lieu de rencontre et passe du restaurant Maxim's au Fouquet's.

122 Marie-Sophie Ramsbacher, « Portrait: Charles-Marie Jottras », Les Echos, 21 mars 2007 - <https://www.lesechos.fr/2007/03/charles-marie-jottras-1074106>

123 <https://www.verif.com/dirigeants/Jean-pierre-LAGAY-3632690/>

2023 avec 650 millions d'euros<sup>124</sup>, puis Jean-Claude Rouzaud, ancien Président du groupe Champagne Louis Roederer dont il a lui aussi hérité, ce qui en fait l'une des plus grosses fortunes françaises.

Les collègues des « amis », « fondateurs » ou « personnalités qualifiées » de l'Ifrap réunissent aussi majoritairement ce type de profil, parfois avec des liens avec le monde politique. Hugues Charbonnier, du collège des personnes qualifiées, dirige avec sa compagne Karine Charbonnier l'entreprise Beck Industries dont cette dernière a hérité de son grand-père. Elle a aussi été vice-présidente de la région Hauts-de-France et candidate LR aux législatives de 2017. Autre « personnalité qualifiée » de l'Ifrap : Jean-Michel Fourgous, lui aussi chef d'entreprise, mais qui est ensuite devenu député pour l'UMP, de 1993 à 1997 puis de 2002 à 2012.

Malgré ces liens, l'Ifrap maintient qu'elle « est parfaitement indépendante dans son fonctionnement, tant vis-à-vis des entreprises que des partis politiques » et qu' « elle ne propose pas de mesure dans l'intérêt d'une entreprise ou d'un secteur d'activité spécifique mais forme des propositions de nature à favoriser le développement économique et le plein emploi, dans un but d'intérêt général. » C'est ce que la Fondation répond à un article du journal Marianne en 2018, qui calculait que sur les 229 notes publiées par l'Ifrap en 2017, seules deux avaient été rédigées par un chercheur en activité. *Marianne* notait les biais dans les sujets de recherche : 16 études pour

demander la suppression de l'ISF en 2017, mais aucune sur la fraude fiscale. Et constatait que certaines publications relevaient moins de l'analyse que du pamphlet contre les candidats à la présidentielle, en particulier ceux dont le programme n'était « pas favorable aux entreprises et aux riches »<sup>125</sup>.

Aujourd'hui encore, l'essentiel des messages et des combats de l'Ifrap visent la protection des intérêts des plus fortunés, que la porte parole de l'organisation défend âprement : « Les 10% les plus riches payent plus de 50% des impôts directs payés par les ménages français. S'ils n'étaient pas là pour payer leurs impôts, nous n'aurions pas la possibilité de faire tourner nos services publics. »<sup>126</sup> Agnès Verdier-Molinié semble plus intéressée par la fraude sociale que la fraude fiscale<sup>127</sup>, elle est vent debout contre tout rétablissement de l'ISF, dénonce « l'essorage » fiscal des classes supérieures, et quand on l'interroge sur les ultra-riches, elle regrette qu'on leur reproche de payer trop peu d'impôts, « parce que là on parle des grands entrepreneurs de France, qui créent la richesse dans notre pays »<sup>128</sup>. Si l'Ifrap s'intéresse beaucoup aux impôts payés par les plus riches, elle l'est beaucoup moins par la TVA, qui rapporte plus que l'impôt sur le revenu et concerne l'ensemble de la population, mais que la fondation exclut de ses calculs sur les prélèvements obligatoires<sup>129</sup>. Quand une interlocutrice lui signale qu'elle ne se concentre que sur la fiscalité des riches, elle tranche : « Les Français, eux, savent ce qu'ils paient »<sup>130</sup>, laissant penser que son

124 Voir Challenges, « Les 500 plus grandes fortunes de France 2023 » : [https://www.challenges.fr/classements/fortune/olivier-mitterrand-et-sa-famille\\_26744](https://www.challenges.fr/classements/fortune/olivier-mitterrand-et-sa-famille_26744)

125 Etienne Girard, « L'Ifrap d'Agnès Verdier-Molinié : faux institut de recherche et vrai lobby ultra-libéral », Marianne, 6 mars 2018 - <https://www.marianne.net/economie/l-ifrap-d-agnes-verdier-molinie-faux-institut-de-recherche-et-vrai-lobby-ultra-liberal>

126 Mathilde Durand, « Est-on riche avec 3.740 euros par mois ? », Europe 1, 10 juin 2020 - <https://www.europe1.fr/societe/cinq-millions-de-riches-en-france-on-est-dans-une-denomination-qui-ne-veut-rien-dire-3974080>

127 « La fraude fiscale est traquée depuis des années, la fraude sociale quasiment pas! » déplore Agnès Verdier-Molinié dans une interview avec Eugénie Bastié dans Le Figaro, le 11 mai 2023 : <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/agnes-verdier-molinie-la-fraude-fiscale-est-traquee-depuis-des-annees-la-fraude-sociale-quasiment-pas-20230511>.

Le Bulletin d'information de l'Ifrap de novembre 2023 (n°27) indiquait aussi que le mardi 10 octobre 2023, la Fondation participait au 1er Conseil de l'évaluation des fraudes fiscales et sociales présidé par le ministre chargé des Comptes publics, Thomas Cazenave afin d'y présenter ses propositions et sa méthode de chiffrage de la fraude sociale.

128 Pierre de Vilno, « Fiscalité : l'essorage des classes moyennes supérieures », Europe 1, 9 septembre 2023 - <https://www.europe1.fr/emissions/les-grandes-voix-du-weekend/fiscalite-lessorage-des-classes-moyennes-superieures-4202816>

129 Samuel-Frédéric Servière, « Les 10% les plus aisés paient plus de 30% des prélèvements obligatoires », Fondation iFrap, 26 novembre 2023 - <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/les-10-les-plus-aises-paient-plus-de-30-des-prelevements-obligatoires>

130 La Chaîne Parlementaire, « Ça vous regarde - Climat : qui doit payer la facture ? », mai 2023 <https://www.dailymotion.com/video/x8lachj>

propos serait général, alors que les Français auxquels elle s'intéresse ne sont que les 10% des plus hauts revenus. En ce qui concerne le reste de la population, en effet, l'Ifrap milite surtout pour repousser le départ à la retraite, déréguler le salaire minimum et baisser les allocations chômage<sup>131</sup>.

Comme la plupart des partenaires du réseau Atlas dans le monde, l'Ifrap critique aussi les réglementations environnementales, ciblant pêle-mêle la loi climat, les éoliennes, l'interdiction de la voiture thermique<sup>132</sup> et la fiscalité écologique et recommandant de repousser la transition aux calendes grecques<sup>133</sup>. Son projet économiquement ultralibéral s'accompagne aussi d'un volet conservateur. Il y a en effet un domaine dans lequel la fondation ne critique pas l'augmentation du nombre de fonctionnaires, mais en demande encore plus : la police<sup>134</sup>, sous prétexte que les Français auraient placé la sécurité en tête de leurs préoccupations pour l'élection présidentielle de 2022. Une affirmation qui n'est pas sourcée<sup>135</sup> et qui est

contredite par les sondages sur la période, où ce sont bien le pouvoir d'achat, la santé et l'environnement qui arrivent en tête des enjeux pour la population<sup>136</sup>. Peut-être que là encore, « les Français » dont parle l'Ifrap sont les 10% les plus riches ? La fondation si prompte à dénoncer la « gabegie » des finances publiques ne s'interroge pas non plus sur l'efficacité des policiers dont les données du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure indiquent pourtant qu'elle est en chute libre<sup>137</sup>. Même traitement de faveur pour les dépenses militaires, que l'Ifrap appelle là aussi à augmenter<sup>138</sup>, sans aucune demande sur la transparence qui fait pourtant défaut dans ce secteur<sup>139</sup>. Par ailleurs, le think tank, pourtant si soucieux des équilibres budgétaires, défend les aides aux entreprises, arguant qu'elles créent de l'emploi et de la richesse<sup>140</sup>. Et dans le même temps, il critique les subventions aux associations qui aident les migrants, sans s'interroger, cette fois, sur les emplois créés ou les bénéfices de leurs missions sociales pour la société<sup>141</sup>.

131 Fondation Ifrap, « Supprimer le Smic universel et confier la négociation des bas salaires aux seuls partenaires sociaux », octobre 2011 - <https://www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/supprimer-le-smic-universel-et-confier-la-negociation-des-bas-salaires-aux-seuls-partenaires-sociaux> ; Bertrand Nouel, « Augmentation des salaires minimums en Europe, attention aux contresens ! », Fondation iFrap, 31 mars 2016 <https://www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/augmentation-des-salaires-minimums-en-europe-attention-aux-contresens>

132 Agnès Verdier-Molinié, « Stop à la folie de l'interdiction des véhicules thermiques en 2035 », 21 mars 2023 <https://www.ifrap.org/agriculture-et-energie/stop-la-folie-de-linterdiction-des-vehicules-thermiques-en-2035>

133 Agnès Verdier-Molinié, « Non, il ne faut pas augmenter les impôts pour financer la transition écologique », 3 avril 2023 - <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/non-il-ne-faut-pas-augmenter-les-impots-pour-financer-la-transition-ecologique>

134 Samuel-Frédéric Servièrre « Sécuriser : mettre 20 milliards en plus d'ici 2027 », Société Civile n°226, septembre 2021 - <https://www.ifrap.org/la-revue/securiser-mettre-20-milliards-en-plus-dici-2027>

135 Ibid Note 113

136 Analyse de Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, « « Fractures françaises » : l'environnement s'impose comme un enjeu majeur dans les préoccupations des Français », Le Monde, 7 septembre 2021- [https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/09/07/fractures-francaises-la-preoccupation-environnementale-gagne-du-terrain-dans-les-priorites-des-francais\\_6093692\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/09/07/fractures-francaises-la-preoccupation-environnementale-gagne-du-terrain-dans-les-priorites-des-francais_6093692_823448.html) ou encore Salomé Vincendon, « SONDAGE BFMTV - Présidentielle: le pouvoir d'achat principale préoccupation des Français, loin devant l'immigration ou la sécurité », BFM, 20 octobre 2021 [https://www.bfmtv.com/societe/sondage-bfmtv-presidentielle-le-pouvoir-d-achat-principale-preoccupation-des-francais-loin-devant-l-immigration-ou-la-securite\\_AN-202110200007.html](https://www.bfmtv.com/societe/sondage-bfmtv-presidentielle-le-pouvoir-d-achat-principale-preoccupation-des-francais-loin-devant-l-immigration-ou-la-securite_AN-202110200007.html)

137 « Détaillant l'évolution, tant pour la police que pour la gendarmerie, du taux de réussite dans les enquêtes, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMI) affirme que, en 2019 (dernière année pleine hors Covid), les services ne parvenaient plus à élucider, après un an d'investigation, que 72 % des homicides, quand le ratio atteignait 78 % l'année précédente. (...) Pour [l]es vols avec effraction au domicile ou en tout lieu, le taux de réussite demeure dramatiquement bas: 8 % seulement. Soit 92 % d'échec. » Jean-Marc Leclerc, « Inquiétante chute de l'efficacité policière en France », Le Figaro, 25 octobre 2022 <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/inquietante-chute-de-l-efficacite-policiere-en-france-20221025>

138 Samuel-Frédéric Servièrre, « Programmation militaire 2024-2030 : encore insuffisante pour atteindre les 2% du PIB », Fondation iFrap, 11 avril 2023 <https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/programmation-militaire-2024-2030-encore-insuffisante-pour-atteindre-les-2-du-pib>

139 Une bonne partie des dépenses militaires est classifiée.

140 Samuel-Frédéric Servièrre, « Supprimer les aides aux entreprises ? C'est augmenter les impôts des entreprises ! », Fondation Ifrap, 31 août 2023 - <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/supprimer-les-aides-aux-entreprises-cest-augmenter-les-impots-des-entreprises>

141 Samuel-Frédéric Servièrre, « Sur 10 ans, des subventions aux associations d'aides aux migrants multipliées par 3... contre un nombre de reconduites à la frontière divisé par 3 », Fondation Ifrap, 24 octobre 2023 <https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/sur-10-ans-des-subventions-aux-associations-daides-aux-migrants-multipliees-par-3-contre-un-nombre-de-reconduites-la-frontiere>

Sans surprise, les propositions de l'Ifrap trouvent plus d'écho à droite et à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Si l'on regarde les mentions de la fondation dans les questions parlementaires des trois dernières législatures, à l'Assemblée nationale, elles viennent pour la quasi totalité des Républicains et de députés d'extrême-droite<sup>142</sup>. C'est François Fillon qui a accordé à

l'organisation le statut d'utilité publique, qui fait que les dons qu'elle reçoit (elle n'est financée que par le secteur privé) sont déductibles à 66% des impôts sur le revenu, et même 75% de l'impôt sur la fortune immobilière. Le tout sans aucune limite de financement contrairement aux partis politiques, et en toute discrétion puisqu'il n'existe pas d'obligation de transparence sur les contributeurs.

142 Seul un socialiste les cite, mais avec prudence. Dans les questions écrites, les références à l'Ifrap se font assez rares depuis 2017, alors que la Fondation était beaucoup plus souvent citée (à 92 reprises sur la mandature de 2012 à 2017, presque exclusivement par des députés des Républicains.

## ● À l'assaut de l'Éducation nationale

En dehors de la quantification des passages dans les médias, il est compliqué de mesurer l'impact de think tanks sur le « climat des idées ». De même, les décisions politiques résultent de nombreuses influences ainsi que des convictions des personnes qui les prennent. Ainsi, la suppression de l'ISF peut être revendiquée comme une victoire de l'Ifrap, mais il est impossible de lui attribuer totalement : il s'agissait d'une demande venant de plusieurs acteurs, et dont Emmanuel Macron pouvait déjà être convaincu du bien-fondé.

Sans pouvoir parfaitement définir les contours de son influence, il existe un domaine où les idées promues par l'Ifrap (et d'autres partenaires du réseau Atlas) semblent particulièrement progresser : l'éducation. Peut-être parce que Christophe Kerrero, membre du conseil scientifique du think tank, a travaillé pour le cabinet du ministre de l'Éducation Luc Chatel de 2009 à 2012, puis été directeur de celui de Jean-Michel Blanquer de 2017 à 2020 ? Peut-être aussi parce qu'Agnès Verdier-Molinié a l'oreille de Gabriel Attal<sup>143</sup> ? Reste que si l'on compare les propositions de l'Ifrap dans le domaine éducatif<sup>144</sup> et les projets portés par les ministres récents (Gabriel Attal, puis Nicole Belloubet), on constate beaucoup de similarités. Le think tank voulait recentrer les programmes sur les fondamentaux ; Gabriel Attal annonce le renforcement de l'enseignement des mathématiques et du français. L'Ifrap recommandait le tutorat et des groupes de compétences ; les ministres mettent en place des groupes de niveaux (ou groupes de besoin). L'Ifrap considérait qu'il faut plus de stages et de découverte professionnelle ; Attal instaure un stage en juin pour les élèves de seconde. L'Ifrap recommandait de conditionner l'accès au lycée à l'obtention du brevet ; Attal déclare que ce sera le cas<sup>145</sup>. Toutes les demandes du think tank ne sont pas encore reprises par le gouvernement actuel. Mais d'autres politiques les soutiennent. L'instauration de la bivalence des professeurs (enseignement de deux matières) et l'autonomie des établissements scolaires sont deux recommandations de l'Ifrap que l'on retrouve dans une proposition de loi du sénateur Républicain Max Brisson, adoptée en première

143 Daniel Bernard, « Les connexions privées de Gabriel Attal pour préparer l'après-Macron », La Lettre A, 21 avril 2023 - [https://www.lalettre.fr/fr/action-publique\\_executif/2023/04/21/les-connexions-privées-de-gabriel-attal-pour-preparer-l-apres-macron.109947752-ar2](https://www.lalettre.fr/fr/action-publique_executif/2023/04/21/les-connexions-privées-de-gabriel-attal-pour-preparer-l-apres-macron.109947752-ar2)

144 R.C., « Collège unique : les réformes à faire », Fondation Ifrap, 3 juin 2015 - <https://www.ifrap.org/education-et-culture/college-unique-les-reformes-faire>

145 Sophie Cazaux, « Le brevet va devenir plus difficile et indispensable pour accéder directement au lycée », BFM, 5 décembre 2023 - [https://www.bfmtv.com/societe/education/le-brevet-va-devenir-plus-dur-et-indispensable-pour-acceder-directement-au-lycee\\_AN-202312050444.html](https://www.bfmtv.com/societe/education/le-brevet-va-devenir-plus-dur-et-indispensable-pour-acceder-directement-au-lycee_AN-202312050444.html)

lecture par le Sénat et transmise à l'Assemblée nationale en avril 2023<sup>146</sup>. Le texte n'a pour l'instant pas été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée, mais l'Ifrap semble espérer des évolutions en matière de décentralisation et d'autonomie des établissements scolaires avec la nouvelle ministre Nicole Belloubet, qui par le passé a déclaré y être favorable. Une logique de territorialisation de l'éducation qui suscite des inquiétudes chez des chercheurs, qui alertent sur la fragmentation et les inégalités que ce type de système a pu créer aux Etats-Unis ou en Suède<sup>147</sup>.

146 Proposition de loi pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité, présenté par Max Brisson : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/textes-legislatifs/la-loi-en-clair/proposition-de-loi-pour-une-ecole-de-la-liberte-de-legalite-des-chances-et-de-la-laicite.html>

147 François Jarraud, « L'inexorable fragmentation des systèmes éducatifs nationaux », Le café pédagogique, 13 février 2018 - <https://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2018/02/13022018Article636541007632411411.aspx.html> et François Jarraud, « Avec Belloubet, vers un Acte III de l'éducation ? », Le café pédagogique, 11 février 2024 <https://www.cafepedagogique.net/2024/02/11/avec-belloubet-vers-un-acte-iii-de-leducation/>

## ● **Contribuables associés : la « taxpayer association » à la française**

### **Marketing agressif et astroturfing**

Fondée en 1990, l'association Contribuables associés incarne un autre type d'entité typique de la galaxie Atlas : l'association de contribuables. À ses débuts, elle a d'ailleurs recouru aux services de Kevin Avrams, fondateur de plusieurs « taxpayers associations » au Canada<sup>148</sup>. Contribuables associés est en outre très liée aux autres partenaires du réseau en France. Parmi ses fondateurs, on retrouve ainsi Bernard Zimmern, le riche chef d'entreprise qui a créé l'Ifrap. Guy Plunier, l'ex-cadre de Michelin qui a monté la première organisation financée par Atlas en France, a aussi fait partie de son conseil d'administration. L'association a également contribué financièrement à la bourse Tocqueville, qui envoie chaque année des français découvrir les think tanks libertariens-conservateurs aux États-Unis – dont Agnès Verdier-Molinié en 2004.

Aux origines de Contribuables associés, on trouve en outre François Laarman, qui a

également aidé au développement de l'Ifrap. Cet « entrepreneur militant » a importé en France les techniques de mailing direct, c'est-à-dire l'envoi de publicités ciblées grâce à l'achat et à la revente de fichiers de contacts. Pour créer Contribuables Associés, Laarman s'est inspiré de modèles américains et en particulier des méthodes de Richard Viguerie. Celui-ci a révolutionné dans les années 1960 les techniques de publipostage au profit des conservateurs américains, en envoyant des messages sur des questions sociales clivantes (comme le droit à l'avortement ou l'égalité des droits), avec des accroches sensationnalistes jouant sur les peurs, les mécontentements et les rancœurs de ses cibles. Le but : susciter l'indignation avec des messages chocs pour obtenir des signatures de pétitions et des dons. Les publipostages servent autant à engranger des soutiens que de l'argent. Leur multiplication permet de collecter des contacts supplémentaires et d'améliorer encore l'efficacité du ciblage en l'affinant<sup>149</sup>. Les réseaux sociaux ont encore démultiplié le potentiel de ces méthodes, qui

**Contribuables  
Associés**

*Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts !*

148 « Avrams did a short term consulting project for Francois Laarman at the Paris-based Contribuables. » Email de Brad Lips à Alejandro Chafuen, 22 mars 2000.

149 L. Benjamin Rolsky, « Conservatives pioneered direct mail to stoke discontent. It worked », The Washington Post, 4 août 2022 - <https://www.washingtonpost.com/made-by-history/2022/08/04/conservatives-pioneered-direct-mail-stoke-discontent-it-has-worked/>

intéressent le réseau Atlas et ses membres depuis longtemps. Outre Contribuables associés, Laarman les a appliquées avec son neveu Vincent aux associations SOS Education, Sauvegarde retraite (où on retrouve là encore Guy Plunier), ou encore l'Institut pour la Justice, organisation qui a récemment participé à l'organisation d'une manifestation d'extrême-droite suite au meurtre de Lola<sup>150</sup>.

publipostage relèvent de l'approximation douteuse, du raccourci, voire du mensonge. Plusieurs pétitions de Contribuables associés ont ainsi été épinglées pour avoir diffusé des informations trompeuses ou erronées<sup>151</sup>. Suivant les préceptes du marketing conservateur aux États-Unis, les messages n'appellent pas à une fine analyse. Leur ton enflammé, pour ne pas dire outrancier, est là pour scandaliser (voir encadré).

Écrire des courriers ou des emails pour défendre une position politique n'est pas, en soi, un problème : toutes les associations et organisations politiques le font. La pratique devient bien plus critiquable quand les informations contenues dans le

150 Corentin Lesueur, « Institut pour la justice : derrière la manifestation en hommage à Lola, une association aux combats communs à l'extrême-droite », Le Monde, 20 octobre 2022 - [https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/20/institut-pour-la-justice-derriere-la-manifestation-en-hommage-a-lola-une-association-aux-combats-communs-a-l-extreme-droite\\_6146689\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/10/20/institut-pour-la-justice-derriere-la-manifestation-en-hommage-a-lola-une-association-aux-combats-communs-a-l-extreme-droite_6146689_3224.html)

151 Pierre Breteau, « La critique parcellaire d'une association libérale sur les effectifs de Matignon », Le Monde, Les décodeurs, 29 janvier 2018 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/01/29/quand-un-think-tank-liberal-s-indigne-du-nombre-de-personnes-travaillant-a-matignon\\_5248810\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/01/29/quand-un-think-tank-liberal-s-indigne-du-nombre-de-personnes-travaillant-a-matignon_5248810_4355770.html), ou Samuel Laurent, « Macron et la « taxe sur les loyers fictifs » : une rumeur qui ne meurt jamais, en six points », Le Monde, Les décodeurs, 22 mars 2017 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/22/macron-et-la-taxe-sur-les-loyers-fictifs-une-rumeur-qui-ne-meurt-jamais-en-six-points\\_5099077\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/22/macron-et-la-taxe-sur-les-loyers-fictifs-une-rumeur-qui-ne-meurt-jamais-en-six-points_5099077_4355770.html) ou Adrien Sénécat, « La « nouvelle taxe contre les familles »... qui n'existait pas », Le Monde, Les décodeurs, 1er septembre 2016 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/09/01/la-nouvelle-taxe-contre-les-familles-qui-n-existait-pas\\_4991121\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/09/01/la-nouvelle-taxe-contre-les-familles-qui-n-existait-pas_4991121_4355770.html) ou Samuel Laurent, « Pourquoi le concept de « libération fiscale » n'est (toujours) pas rigoureux », Le Monde, Les décodeurs, 26 juillet 2016 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/26/pourquoi-le-concept-de-liberation-fiscale-n-est-toujours-pas-rigoureux\\_4974861\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/26/pourquoi-le-concept-de-liberation-fiscale-n-est-toujours-pas-rigoureux_4974861_4355770.html), ou Maxime Vaudano, « Des élus se sont-ils vraiment attribué un « parachute doré » ? », Le Monde, Les décodeurs, 25 mars 2015 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/03/25/les-elus-se-sont-ils-vraiment-vote-en-douce-un-parachute-dore\\_4600451\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/03/25/les-elus-se-sont-ils-vraiment-vote-en-douce-un-parachute-dore_4600451_4355770.html)

## ● L'art de raconter des histoires

« L'injustice vous révolte ? » titrait ainsi une récente pétition sur la taxe foncière. Avant de raconter une histoire « scandaleuse » de propriétaires contraints de payer des dommages et intérêts pour indemniser la chute d'une squatteuse, chez eux, qui refusait de quitter les lieux : « **M. et Mme C.** ont travaillé et épargné patiemment toute leur vie pour acquérir un petit appartement pour le mettre en location. Leur locataire s'appelle **Mme S.** Pas de chance : **Mme S. arrête de payer son loyer.** C'est une catastrophe pour M. et Mme C., qui perdent ainsi **plusieurs milliers d'euros.** Or ils ont **besoin** de ce pécule pour compléter leur petite retraite et soutenir leurs enfants »<sup>152</sup>. Et cette locataire les aurait ensuite poursuivis en justice !

Pourtant, en allant lire le jugement rendu par la Cour de cassation, l'histoire est un peu différente : « *certes Mme [S] était occupante sans droit ni titre au jour de l'accident mais qu'il ne semble pas que cette situation ait préoccupé les parties concernées, puisqu'il n'est justifié d'aucune procédure d'expulsion, d'aucun*

152 <https://www.touscontribuables.org/campagne-hausse-taxe-fonciere>

*commandement de quitter les lieux à la suite du jugement, d'aucune mesure à cette fin (...) qu'ainsi l'argument d'une occupation des lieux qui aurait favorisé l'accident ne saurait prospérer, celle-ci ayant été semble-t-il largement tolérée<sup>153</sup>. »*

Selon un article du Monde sur cette affaire, la locataire se serait vu signifier son congé non pas pour défaut de paiement du loyer, mais suite à un contentieux lié à un dégât des eaux. En outre, pendant cette occupation sans titre, elle aurait continué à verser aux propriétaires, chaque mois, l'équivalent d'un loyer<sup>154</sup>. Des propriétaires qui n'ont jamais entrepris des travaux nécessaires dans l'appartement. On est donc bien loin de l'histoire du couple de retraités acculés par une vilaine squatteuse. Mais celles et ceux qui reçoivent le message alarmiste de Contribuables associés iront-ils vérifier les détails de l'affaire ? À la fin, on leur demandera de signer une pétition pour le durcissement de la loi anti-squatteurs, mais aussi pour la suppression de la taxe d'habitation, le gel de la taxe foncière, et l'assouplissement des critères du diagnostic de performance énergétique (DPE). Bref, une série de demandes qui bénéficient avant tout aux investisseurs immobiliers.

153 Cour de cassation, Pourvoi n° 19-26.249, 15 septembre 2022 <https://www.courdecassation.fr/decision/6322ce8539bd63fcb09450b1>

154 Rafaële Rivais, « Logement occupé illégalement : les propriétaires restent responsables en cas de défaut d'entretien », Le Monde, 3 octobre 2022 - [https://www.lemonde.fr/argent/article/2022/10/03/logement-occupe-illegalement-les-proprietaires-restent-responsables-en-cas-de-defaut-d-entretien\\_6144124\\_1657007.html](https://www.lemonde.fr/argent/article/2022/10/03/logement-occupe-illegalement-les-proprietaires-restent-responsables-en-cas-de-defaut-d-entretien_6144124_1657007.html)

C'est certainement ce type de marketing qui permet à Contribuables associés de se revendiquer première association civique non subventionnée de France avec plus de 350 000 membres<sup>155</sup> dont elle défendrait les intérêts. Pourtant, quand on regarde les statuts de l'organisation, le pouvoir de décision est confié à un conseil d'administration de trois à neuf membres, élu uniquement par les membres fondateurs (trois personnes) et des membres participants cooptés par ledit conseil d'administration. On est donc dans un cercle assez fermé où l'on retrouve d'ailleurs plusieurs personnalités liées à d'autres think tanks Atlas. Les 350 000 membres sont des « membres adhérents », statut qui ne donne aucun pouvoir mais qui est attribué simplement pour avoir participé à une action (signature de pétition par exemple) ou fait un don. Il paraît fort probable qu'une grande partie de ces « membres » ignore l'être.

## **Derrière les « contribuables » : des dirigeants d'entreprises et l'extrême-droite**

Les causes défendues par Contribuables associés sont à l'image de sa gouvernance. Comme l'Ifrap, l'association s'insurge contre la fraude sociale en ignorant la fraude fiscale. Ses campagnes visent avant tout la fiscalité des plus fortunés, critiquant les taxes sur les propriétés, les successions ou l'ISF dont elle voulait aussi la suppression<sup>156</sup>. En 2017, l'association demande même, sous couvert de simplification, de remettre en cause la progressivité de l'impôt en fonction des ressources et d'instaurer un taux unique<sup>157</sup>. Elle est aussi vent debout contre les politiques environnementales, en particulier le développement des éoliennes, et a

155 Voir le site de Contribuables associés, « Qui sommes-nous ? » : <https://www.touscontribuables.org/qui-sommes-nous-v1-old/qui-sommes-nous-v1a-old/notre-histoire-nos-missions-notre-adn>

156 Eudes Baufreton, directeur de Contribuables Associés, « Suppression de l'ISF : le combat de Contribuables Associés », 31 mai 2017 - <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/les-impots-et-taxes/ifi/de-la-necessite-de-supprimer-l-isf?highlight=WyJpc2YiXQ==>

157 Contribuables associés, « Une bonne réforme fiscale : l'impôt à taux unique », 3 mars 2017 - <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/les-impots-et-taxes/une-bonne-reforme-fiscale-l-impot-a-taux-unique>

rejoint l'Association des climato-réalistes<sup>158</sup> (plus sceptique que réaliste). Contribuables associés veut réduire l'État à ses fonctions régaliennes (justice, armée et diplomatie) et s'attaque aux prestations sociales et à la fonction publique. Sans surprise, l'association est très virulente à l'encontre des organisations d'aide aux migrants, du coût des migrations ou de l'école publique qui serait le nid du « wokime », contraignant les parents à se réfugier dans le privé. L'occasion de plaider pour un « chèque éducation »<sup>159</sup> et la privatisation du système éducatif<sup>160</sup>.

Derrière Contribuables associés, on retrouve encore une fois des entrepreneurs et des personnalités politiques de droite et d'extrême-droite. Outre Bernard Zimmern (voir plus haut), ses fondateurs sont Bernard Legrand et François Laarman, tous deux entrepreneurs, associés à Alain Dumait, qui sera le premier président de l'association. Dumait a été maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1983 à 1989, puis adjoint au maire de 1989 à 2001. Depuis la fin des années 1990, il milite pour un rapprochement entre la droite et l'extrême-droite, et finit par rallier le FN en 2011, pour les sénatoriales<sup>161</sup>. La deuxième présidente de Contribuables associés, Benoite Taffin, fut elle aussi élue à la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1983 à 2001. Elle signe en 1998 une déclaration contre le PACS<sup>162</sup>. Pendant plusieurs années, elle anime *le Libre Journal des contribuables* sur la très droite Radio Courtoisie. Parmi ses successeurs à la présidence de Contribuables associés, on peut encore nommer Alain

Mathieu, qui est aussi passé par l'Ifrap, et a commencé sa carrière au ministère des Finances avant de la poursuivre comme chef d'entreprise (Procrédit, le Bon Marché, Conforama, Sonorma). Le président actuel de l'association est Alexandre Pesey, directeur et fondateur de l'Institut de Formation Politique (IFP), un autre partenaire du réseau Atlas en France dont il sera question plus loin. Un institut d'où vient également le directeur actuel de Contribuables associés, Benoit Perrin, qui aurait aussi été proche de Zemmour<sup>163</sup>. Avant Perrin, le directeur de Contribuables associés était Bartolomé Lenoir, devenu ensuite conseiller du président des Républicains et directeur d'Une Certaine Idée, le média des Républicains, et qui a également été auditeur à l'IFP.

La proximité de Contribuables associés avec le monde politique ne se vérifie pas qu'au niveau de ses dirigeants. Guillaume de Thieulloy par exemple, son chargé des relations institutionnelles entre 2002 et 2003, est aussi directeur de publication du Salon Beige, un blog catholique conservateur d'extrême-droite<sup>164</sup> qui diffuse entre autres des pétitions contre Disney qu'il accuse de financer l'avortement et d'avoir un « agenda LGBT »<sup>165</sup>. De Thieulloy dirige plusieurs autres publications de la sphère catholique traditionaliste et intégriste, et sera un collaborateur de Jean-Claude Gaudin (UMP) à la mairie de Marseille puis au Sénat, avant de rejoindre l'équipe du sénateur LR Sébastien Meurant, qui rallie Eric Zemmour en 2022. Jeanne Pavard, chez Contribuables

158 Coralie Schaud, « Climato-réaliste », *Libération*, 30 décembre 2016 [https://www.liberation.fr/futurs/2016/12/30/climato-realiste\\_1538245/?redirected=1](https://www.liberation.fr/futurs/2016/12/30/climato-realiste_1538245/?redirected=1)

159 Le « chèque éducation » est un système de financement de l'éducation où les parents se voient remettre une subvention qu'ils versent ensuite à l'établissement de leur choix. Le système favorise l'émergence d'un marché privé de l'éducation, la compétition entre les établissements, et porte le risque d'augmenter les inégalités et la ségrégation entre les élèves (ces critiques viennent de pays où il a été mis en place, comme la Suède ou la Belgique)

160 Fabrice Durtal, « Éducation nationale : une bérézina scolaire à 60 milliards d'euros par an », *Tous contribuables* n°28 « Éducation nationale : les fossoyeurs », 1<sup>er</sup> septembre 2023 - <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/deseducation-nationale-une-faillite-a-59-milliards-d-euros-annuels?highlight=WyJ3b2tpc211l10=>

161 Christophe Forcari, « Tête de liste, Alain Dumait cache le Front », *Libération*, 20 septembre 2011 - [https://www.liberation.fr/france/2011/09/20/tete-de-liste-alain-dumait-cache-le-front\\_762343/](https://www.liberation.fr/france/2011/09/20/tete-de-liste-alain-dumait-cache-le-front_762343/)

162 Michele Aulagnon, « Les signatures de maires opposés à tout contrat d'union entre personnes de même sexe affluent », *Le Monde*, 18 avril 1998 - [https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/04/18/les-signatures-de-maires-opposes-a-tout-contrat-d-union-entre-personnes-de-meme-sexe-affluent\\_3650798\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/04/18/les-signatures-de-maires-opposes-a-tout-contrat-d-union-entre-personnes-de-meme-sexe-affluent_3650798_1819218.html)

163 Selon l'enquête d'Etienne Girard sur Eric Zemmour, Benoit Perrin aurait participé à des réunions chez Sarah Knafo en vue de la candidature de Zemmour aux présidentielles de 2022. Voir Etienne Girard, *Le radicalisé. Enquête sur Eric Zemmour*, éd. du Seuil, oct. 2021

164 Le salon beige : <https://lesalonbeige.fr/>

165 Pétition « Larguez Disney » : [https://dumpdisney.com/disneydechet/?utm\\_source=EB220704LA01](https://dumpdisney.com/disneydechet/?utm_source=EB220704LA01)

associés de 2007 à 2010, est ensuite recrutée par le député Hervé Mariton. En 2013, Mediapart révèle les liens de Pavard avec des groupes d'extrême droite, si gênants que Mariton est contraint de se séparer de cette collaboratrice<sup>166</sup>. Elle rejoindra par la suite l'équipe du député européen Front national Jean-François Jalkh et travaille aujourd'hui pour SOS Chrétiens d'Orient<sup>167</sup>. Jean Eudes le Moulec, directeur de la communication de l'association depuis janvier 2023, était auparavant le collaborateur du député Joachim Son Forget, rallié à Eric Zemmour en 2022. L'un de ses prédécesseurs à ce poste, Samuel Lafont, organise en 2015 un tour de France en bus pour porter les revendications de l'association, à la manière des « bus tours » organisés par de nombreuses autres « taxpayers associations » dans les pays anglo-saxons. Auparavant, Lafont est très actif dans la « Manif pour tous ». En 2017, il soutient François Fillon aux présidentielles, puis rejoint en 2022 l'équipe d'Eric Zemmour.

Ces liens personnels se reflètent au niveau de l'association dans son ensemble. En 2022, Contribuables associés participe aux Universités d'été de Reconquête<sup>168</sup>. Fin 2023, le président LR Eric Ciotti préside une table-ronde organisée par l'association sur « le coût de l'immigration »<sup>169</sup>. Comme pour l'Ifrap, ce sont très majoritairement des députés Républicains ou Rassemblement national qui utilisent le travail de Contribuables

associés dans leurs rapports, questions ou amendements<sup>170</sup>. Pourtant, l'association se défend de ces liens avec des partis ou de grandes entreprises : « *Contribuables Associés est une association indépendante de tout parti et politiquement neutre, conformément à ses statuts, ce qui lui permet d'avoir une large audience en regroupant 350 000 membres répartis sur tout la France* » écrit-elle en 2013, dans un droit de réponse au Parisien, qui avait mentionné sa proximité avec l'extrême-droite<sup>171</sup>.

Si son ton est plus virulent que celui de l'Ifrap<sup>172</sup> ou des autres think tanks libéraux français, Contribuables associés reste assez efficace pour faire entendre sa voix, au-delà même de ses publipostages. La publication d'un baromètre pour évaluer les dépenses des communes, ou la communication sur le controversé « jour de libération fiscale »<sup>173</sup> – en partenariat avec l'institut Molinari, autre membre français du réseau Atlas – lui permettent d'obtenir une bonne couverture médiatique, où l'organisation est présentée comme une simple association de contribuables, sans mention de ses liens avec le monde politique ou le monde des affaires. Récemment, l'association a mis en ligne une vidéo devenue virale « 3 mille milliards : les secrets d'un État en faillite », qui a été vue plus de 1,6 million de fois, attirant l'attention de médias comme BFM ou *Télérama*. Peut-être l'occasion pour Contribuables associés

166 Marine Turchi, « Le CV d'extrême droite de l'assistante parlementaire d'Hervé Mariton », Mediapart, 4 juin 2013 - <https://www.mediapart.fr/journal/france/300513/le-cv-dextreme-droite-de-lassistante-parlementaire-dherve-mariton>

167 Voir le profil LinkedIn de Jeanne Pavard : [https://www.linkedin.com/in/jeanne-pavard-315584144/?trk=people-guest\\_people\\_search-card&originalSubdomain=fr](https://www.linkedin.com/in/jeanne-pavard-315584144/?trk=people-guest_people_search-card&originalSubdomain=fr)

168 Programme des Universités d'été de Reconquête, du 8 au 11 septembre 2022 : <https://compte parti-reconquete.fr/assets/Programme-UDT-2022.pdf>

169 Voir par exemple le post d'Eric Ciotti sur son compte LinkedIn : « J'ai présidé la table ronde organisée par Contribuables Associés dédiée au coût de l'immigration. Avec Les Républicains, nous proposons de rendre notre modèle social beaucoup moins attractif pour freiner l'immigration de masse qui coûte chaque année des milliards aux Français. » [https://www.linkedin.com/posts/eric-ciotti\\_jai-pr%C3%A9sid%C3%A9-la-table-ronde-organise%C3%A9e-par-activity-7122632032974684160-vPEm/?trk=public\\_profile\\_like\\_view&originalSubdomain=fr](https://www.linkedin.com/posts/eric-ciotti_jai-pr%C3%A9sid%C3%A9-la-table-ronde-organise%C3%A9e-par-activity-7122632032974684160-vPEm/?trk=public_profile_like_view&originalSubdomain=fr)

170 Avec une exception lors de la précédente législature, où Contribuables associés a été cité par un député LFI.

171 « Droit de réponse de l'association Contribuables Associés. », Le Parisien, 5 décembre 2013 <https://www.leparisien.fr/archives/droit-de-reponse-de-l-association-contribuables-associes-05-12-2013-3377927.php>

172 Contribuables associés a pu se montrer virulente au point d'être condamnée pour diffamation contre une inspectrice des impôts, une condamnation validée par la Cour européenne des droits de l'Homme qui constate que la requérante a échoué à démontrer, devant les juridictions internes, aussi bien la vérité de ces allégations que sa bonne foi. CEDH, 18 février 2010, Req. 42396/04, Taffin et contribuables associés c/ France

173 « Chaque année, plusieurs médias reprennent ce calcul issu d'institutions libérales, pourtant dénoncé comme peu fiable par de nombreux économistes. » ; Samuel Laurent, « Pourquoi le concept de « libération fiscale » n'est (toujours) pas rigoureux », *Le Monde*, 26 juillet 2016 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/26/pourquoi-le-concept-de-liberation-fiscale-n-est-toujours-pas-rigoureux\\_4974861\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/26/pourquoi-le-concept-de-liberation-fiscale-n-est-toujours-pas-rigoureux_4974861_4355770.html) : indice critiqué par de nombreux économistes, alors qu'il est largement repris dans les médias

d'être récompensée au « Lights, Camera, Liberty Film Festival » du réseau Atlas (voir plus haut) ? Le film est réalisé par Charles Thimon et Charles Guillemin, qui étaient aussi derrière le documentaire « Eoliennes : du rêve aux réalités », une charge virulente que le réalisateur lui-même présentait comme « *partial et partiel* », ne laissant aucune place à des avis divergents<sup>174</sup>. Outre les médias, Contribuables associés porte son message libertarien-conservateur auprès des politiques, notamment à travers des rendez-vous parlementaires auxquels assistent des dizaines de députés et sénateurs<sup>175</sup>. Mais, contrairement à l'Ifrap, l'association ne déclare pas ses activités de lobbying auprès de la HATVP.

## ● L'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref) : l'international très à droite

### ***Des libéraux... et des personnalités liées à la droite et l'extrême droite française***

Si l'Iref n'a été fondé qu'en 2002 « *par des membres de la société civile issus de milieux académiques et professionnels* » (selon son site internet), une partie de ses membres a des liens bien plus anciens avec les libertariens américains. Jacques Garelo, économiste et membre du conseil d'administration de l'Iref, est aussi membre de la Société du Mont Pèlerin. En 1980, il devient président de l'Association pour la liberté économique et le progrès social (Aleps), avec l'idée qu'il faut ouvrir la France à des idées en plein essor au niveau international<sup>176</sup>. L'Aleps deviendra membre du réseau Atlas et recevra des fonds par son intermédiaire. Jacques Garelo est aussi l'un des fondateurs de l'Institute for Economic Studies - Europe (IES – Europe), une émanation de l'organisation libertarienne américaine Institute for Humane Studies, financée par Atlas, qui vise à former des étudiants, repérer des talents et organiser des rencontres entre libertariens. Aujourd'hui dirigé par Pierre Garelo, fils de Jacques et également administrateur de l'Iref, l'IES continue d'organiser des rencontres avec des universitaires et représentants de think tanks libertariens rattachés au réseau Atlas.

L'Iref se présente comme « *un think tank libéral et européen* » ayant pour but de « *développer la recherche indépendante*

174 Léa Mabilon, « Qui est derrière le documentaire «Eoliennes : du rêve aux réalités» ? », *Libération*, Check News, 17 juin 2021 - [https://www.liberation.fr/environnement/qui-est-derriere-le-documentaire-eoliennes-du-reve-aux-realites-20210617\\_H74JOSU7YRCUDAXW7E4YZS4LGA/?redirected=1](https://www.liberation.fr/environnement/qui-est-derriere-le-documentaire-eoliennes-du-reve-aux-realites-20210617_H74JOSU7YRCUDAXW7E4YZS4LGA/?redirected=1)

175 Voir sur le site de Contribuables associés « les rendez-vous parlementaires » : <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/elus/rendez-vous-parlementaires>

176 Brookes, Kevin. « "Les idées ont des conséquences" : la genèse internationale des think tanks néo-libéraux français », *Quaderni*, vol. 97, no. 3, 2018, pp. 35-55.

sur des sujets économiques et fiscaux ». Il se prétend lui aussi « indépendant de tout parti ou organisation politique »<sup>177</sup>. L'institut est aujourd'hui présidé par Jean-Philippe Delsol, un avocat qui n'est pas si éloigné que ça des milieux politiques. En effet, il est le beau-frère de Charles Millon<sup>178</sup>, avec qui il fonde dans les années 1970 un cabinet d'avocats d'affaires<sup>179</sup>. Charles Millon aura surtout une longue carrière politique : maire de Belley, député UDF puis ministre de la Défense sous le gouvernement Juppé, il est en 1998 un fervent partisan de l'alliance entre droite et extrême-droite au niveau régional. En 2016, il soutient la candidature de François Fillon, et en 2021 il est membre d'un comité politique autour d'Eric Zemmour<sup>180</sup>. Dans le conseil d'administration de l'Iref, aux côtés d'universitaires, on retrouve aussi Alain Mathieu, ancien président de Contribuables associés déjà cité, ainsi que le Prince Michael de Liechtenstein, ex-cadre de Nestlé, aujourd'hui président d'Industrie & Finanzkontor, une société de services financiers, et fondateur d'une société de « renseignements géopolitiques ».

Les liens de l'Iref avec les autres think tanks du réseau Atlas et le monde politique apparaissent aussi à travers ses salariés et contributeurs. Son directeur, Nicolas Lecaussin, est passé par l'Ifrap, dont il aurait été écarté pour un ouvrage trop critique sur Nicolas Sarkozy au goût de Bernard Zimmern<sup>181</sup>. Lecaussin a aussi

été directeur de recherche de Sauvegarde Retraites et administrateur de l'Aleps. Augustin Nayrand, directeur adjoint, vient des Républicains. Ancien directeur de campagne adjoint du candidat LR Etienne Blanc à Lyon, conseiller municipal, il rallie Eric Zemmour en 2021. Aymeric Belaud, chargé d'études de l'Iref, est passé par l'Institut de formation politique (voir plus loin), et fait partie des jeunes membres des Républicains partisans d'un rapprochement des droites qui ont participé à la convention de la droite avec Eric Zemmour et Marion Maréchal en 2019<sup>182</sup>. Elodie Messeant, elle aussi ancienne chargée d'études, fut coordinatrice de Students for Liberty France<sup>183</sup>. Ferghane Azihari, ancien collaborateur de l'Iref, a également été porte-parole de Students for Liberty France.

## **Un projet politique réactionnaire sous couvert de « recherche indépendante »**

Les sujets de prédilection de l'Iref sont très similaires à ceux des autres membres d'Atlas : les droits des propriétaires immobiliers, la critique des impôts sur les successions, la « suppression des obstacles réglementaires qui étouffent les entreprises », l'ouverture à la concurrence des services de santé, d'assurance chômage, et de l'éducation. Bien sûr, l'Iref est fermement opposé à l'impôt sur la

177 Voir le site de l'Iref, « Qui sommes-nous? » : <https://fr.irefeurope.org/irefeurope/>

178 Charles Millon a épousé la sœur de Jean-Philippe Delsol, Chantal Delsol, rencontrée au cercle Charles Péguy. Chantal et Jean-Philippe sont les enfants de Michel Delsol, décrit dans *Le Figaro* comme : « Une forte personnalité, ce Michel Delsol. Un « réac » à l'ancienne, catholique traditionaliste et maurassien à la fois. ». Jean-François Paoli, « La gauchiste de la famille », 6 mars 2008. <https://www.lefigaro.fr/livres/2008/03/06/03005-20080306ARTFIG00508-la-gauchistede-la-famille.php>. Chantal Delsol est éditorialiste à *Valeurs Actuelles* et membre du comité éditorial de *L'Incorrect*. Jean-Philippe Delsol lui-même contribue à *Contrepoints*, sous le pseudonyme Philippe Grézy, et à *Radio Courtoisie*.

179 « En 1973, Jean-Philippe DELSOL fonde sa structure de conseil juridique et fiscal à Lyon. Dès 1976, il s'associe pour créer la SCP DELSOL DUQUAIRE MILLON GARIAZZO (DMG) » Delsol avocats #28, juillet 2023 [https://www.delsolavocats.com/IMG/pdf/journal\\_de\\_la\\_relation\\_28\\_juillet\\_2023.pdf](https://www.delsolavocats.com/IMG/pdf/journal_de_la_relation_28_juillet_2023.pdf)

180 Léopold Audebert, « Présidentielle 2022: Charles Millon, ancien ministre de Jacques Chirac, rallie Éric Zemmour », BFM, 1er décembre 2021 - [https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/presidentielle-2022-charles-millon-ancien-ministre-de-jacques-chirac-rallie-eric-zemmour\\_AV-202112010439.html](https://www.bfmtv.com/politique/elections/presidentielle/presidentielle-2022-charles-millon-ancien-ministre-de-jacques-chirac-rallie-eric-zemmour_AV-202112010439.html)

181 La Lettre, « Nicolas Lecaussin », 27 mars 2009 : <https://www.lalettre.fr/fr/clubs--think-tanks/2009/03/27/nicolas-lecaussin.58236774-bre>

182 « [Tribune] Une centaine de Jeunes LR présents à la Convention de la Droite, avec Eric Zemmour et Marion Maréchal », publiée dans *Valeurs Actuelles*, 27 septembre 2019 <https://www.valeursactuelles.com/politique/tribune-une-centaine-de-jeunes-lr-presents-a-la-convention-de-la-droite-avec-eric-zemmour-et-marion-marechal>

183 Voir sa présentation sur le site de *Contrepoints*: <https://www.contrepoints.org/author/elodie-keyah>

fortune<sup>184</sup>, et s'alarme des efforts pour lutter contre la fraude fiscale, qui risqueraient de faire fuir « *les grandes entreprises et les gros patrimoines* »<sup>185</sup>. Il fustige aussi les taxes sur le tabac, et a été nommé pour un « Mégot de l'ingérence » par le Comité national contre le tabagisme (CNCT) pour avoir publié une étude, financée par Philip Morris, qui s'avère être un plaidoyer pour une fiscalité avantageuse pour le fabricant. Le CNCT note aussi qu'avant les discussions du Projet de loi de finance de la sécurité sociale, l'Iref a organisé une formation à destination des parlementaires sur la fiscalité comportementale, en appui d'amendements favorables à Philip Morris France<sup>186</sup>. L'institut ne déclare pas ses activités de lobbying auprès de la HATVP, et sur son site internet, il est peu question d'actions auprès de décideurs<sup>187</sup>. En revanche, on peut y lire de nombreux articles sur des sujets de société, qui n'ont pas grand chose à voir avec l'économie ou la fiscalité, et défendant des points de vue très réactionnaires : le think tank va ainsi soutenir la liberté de port d'armes, s'opposer à l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution<sup>188</sup>, et voir dans la lutte contre le racisme ou les droits des personnes LGBT un « délire progressiste »<sup>189</sup>. L'institut critique aussi vivement toute politique environnementale, et continue à publier des articles niant la responsabilité des

activités humaines sur les changements climatiques<sup>190</sup>.



L'Iref est l'un des partenaires d'Atlas en France qui commente le plus l'actualité internationale et revendique son ouverture sur le monde : « *Sa grande particularité dès le début c'est que c'est un institut européen, avec un site en trois langues (allemand, anglais, français), ce qui fait de nous un institut original qui ressemble un peu aux think tanks américains* » explique Nicolas Lecaussin à Contrepoints. « *Le fait d'être européen nous donne plus de crédibilité (...). Des membres du conseil d'administration et du Conseil scientifique sont des gens des universités et des sociétés européennes allemandes, britanniques, suisses, italiennes, et qui nous donnent la possibilité de faire des comparaisons avec les autres pays. (...)* On adore faire ça, nos lecteurs aussi, les journalistes français aussi. »<sup>191</sup> Concernant l'actualité internationale, l'Iref se fait surtout le relais des combats du réseau Atlas : il se félicite ainsi du rejet du référendum sur les droits des communautés autochtones en Australie<sup>192</sup>, étrille le projet de nouvelle

184 Iref, « Rétablir l'ISF serait une énorme erreur », 7 décembre 2018 - <https://fr.irefeurope.org/actions-et-manifestations/liref-dans-les-medias/article/retablir-l-isf-serait-une-enerme-erreur/>

185 Elodie Messeant, « Lutte contre la fraude fiscale : traquer les riches, c'est appauvrir le pays », Iref, 10 mai 2023 <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/lutte-contre-la-fraude-fiscale-traquer-les-riches-cest-appauvrir-le-pays/>

186 Voir le site du Comité national contre le tabagisme : <https://cnct.fr/ressource/page/les-prix-5-3-sans-tabac-et-sans-lobby-2021/>

187 Voir sur le site de l'Iref « Actions auprès des décideurs » : <https://fr.irefeurope.org/category/actions-et-manifestations/actions-aupres-des-decideurs/>. Au 16 avril 2024, la dernière action mentionnée était une plainte déposée auprès de la Défenseure des droits en juin 2022 pour discrimination envers les personnes retraitées, qui seraient sous-représentées dans le paysage audio-visuel français. La seule autre action de 2022 était une lettre au Président de la République au sujet de la rémunération des membres du Conseil constitutionnel.

188 François Turenne, « Le projet de constitutionaliser l'avortement déjà oublié. Tant mieux. », Iref, 5 juillet 2022 <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/le-projet-de-constitutionaliser-lavortement-deja-oublie-tant-mieux/>

189 Nicolas Lecaussin, « Championnat d'Europe de foot ou du genou à terre et des droits LGBT ? », Iref, 25 juin 2021 <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/championnat-d-europe-de-foot-ou-du-genou-a-terre-et-des-droits-lgbt/>

190 Nicolas Lecaussin, « Le CO2 est-il la cause du réchauffement climatique ? Pas sûr du tout... », Iref, 6 novembre

191 Pierre Schweitzer, « [PODCAST] Dans la « fabrique » des réformes libérales, avec Nicolas Lecaussin », Contrepoints, 25 février 2023 - <https://www.contrepoints.org/2023/02/25/451163-podcast-dans-la-fabrique-des-reformes-liberales-avec-nicolas-lecaussin>

192 Nicolas Lecaussin, « Nouvelle Zélande et Australie : les électeurs rejettent la gauche « progressiste » et l'idéologie identitaire », Iref, 17 octobre 2023 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/>

constitution chilienne, reflet d'« *un socialisme destructeur* »<sup>193</sup>, ou défend le bilan de Jair Bolsonaro au Brésil, « *en demi-teinte mais globalement positif* », en se basant pour cela sur un indice des libertés économiques de la Heritage Foundation<sup>194</sup>. Nicolas Lecaussin et l'Iref suivent également de près la politique américaine. Sans être de fervents supporters de Donald Trump et des aspects les plus protectionnistes de son programme, ils réservent l'essentiel de leurs critiques à Barack Obama et à Joe Biden, qualifié de « *président des taxes, des impôts et des dépenses publiques* »<sup>195</sup>. En Argentine, quand le président nouvellement élu Javier Milei et ses outrances inquiètent généralement les commentateurs, Nicolas Lecaussin le trouve seulement « atypique », et son discours ultra libéral à Davos fait l'objet d'un article enthousiaste sur le site de l'institut français : « *Le discours du président Javier Milei au Forum de Davos : nos dirigeants devraient s'en inspirer* »<sup>196</sup>. L'Iref publiera aussi des billets pour expliquer que Giorgia Meloni n'est pas fasciste<sup>197</sup>, et se féliciter de sa décision de revenir sur le revenu social de base en Italie<sup>198</sup>.

Le think tank est particulièrement virulent contre les « gauchistes », « islamo-gauchistes » et autres « communistes »,

comme en témoignent les titres aussi excessifs que racoleurs d'articles du site de l'Iref : « *Canal Plus : des films de gauche désespérants* »<sup>199</sup>, « *L'idéologie islamo-gauchiste contrôle l'université française* »<sup>200</sup>, « *Une Miss France transgenre ? Le traditionnel concours cède au wokisme* »<sup>201</sup>, « *Voitures électriques, chauffage, enfants, viande, chiens et chats : l'écologisme veut diriger notre vie* »<sup>202</sup>. Le ton ressemble davantage à celui de tracts politiques que d'articles de recherche.

Pourtant, comme dans le cas de l'Ifrap, lorsqu'un porte-parole de l'Iref intervient dans les médias, il n'est pas présenté comme un militant politique, et il est rarement précisé que l'institut est une organisation de la droite libertarienne conservatrice. Ainsi, aux yeux des lecteurs ou téléspectateurs, il peut apparaître comme un institut de recherche indépendant de toute idéologie. Ses porte-paroles disposent d'une bonne visibilité dans les médias de droite et d'extrême-droite et sur les chaînes d'information en continu comme BFM, RMC ou LCI. Jean-Philippe Delsol prend ainsi souvent la parole au nom de l'Iref, et s'il est aussi présenté comme avocat, ses liens avec Charles Millon, ses positions politiques ou le fait qu'il soit spécialiste des fusions-acquisitions plus que des finances publiques ne sont pas mentionnés.

---

[nouvelle-zelande-et-australie-les-electeurs-rejettent-la-gauche-progressiste-et-lideologie-identitaire/](#)

193 Aymeric Belaud, « Une nouvelle Constitution dévastatrice pour le Chili », Iref, 14 juillet 2022

- <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/une-nouvelle-constitution-devastatrice-pour-le-chili/>

194 Aymeric Belaud, « Présidence de Jair Bolsonaro : quel bilan ? », Iref, 26 octobre 2022 - <https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/presidence-de-jair-bolsonaro-quel-bilan/>

195 Nicolas Lecaussin, « Joe Biden, le président des taxes, des impôts et des dépenses publiques », Iref, 30 mars 2022 <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/joe-biden-le-president-des-taxes-des-impots-et-des-depenses-publiques/>

196 Iref, « Le discours du président Javier Milei au Forum de Davos : nos dirigeants devraient s'en inspirer », 21 janvier 2024 - <https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/le-discours-du-president-javier-milei-au-forum-de-davos-nos-dirigeants-devraient-sen-inspirer/>

197 Aymeric Belaud, « Non, Giorgia Meloni n'est pas fasciste », Iref, 27 septembre 2022 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/non-giorgia-meloni-nest-pas-fasciste/>

198 Romain Delisle, « Le gouvernement de Giorgia Meloni limite le revenu social de base des Italiens et réalise 5,4 Mds€ d'économies », Iref, 3 mai 2023 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/le-gouvernement-de-giorgia-meloni-limite-le-revenu-social-de-base-des-italiens-et-realise-54-mdse-deconomies/>

199 Jean-Philippe Feldman, « Canal Plus : des films de gauche désespérants », Iref, 26 janvier 2024 <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/canal-plus-des-films-de-gauche-desesperants/>

200 Aymeric Belaud, « L'idéologie islamo-gauchiste contrôle l'université française », Iref, 29 juin 2021 - <https://fr.irefeurope.org/publications/articles/article/l-ideologie-islamo-gauchiste-controle-l-universite-francaise/>

201 Adelaïde Motte, « Une Miss France transgenre ? Le traditionnel concours cède au wokisme », Iref, 20 mai 2022 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/une-miss-france-transgenre-le-traditionnel-concours-cede-au-wokisme/>

202 Nicolas Lecaussin, « Voitures électriques, chauffage, enfants, viande, chiens et chats : l'écologisme veut diriger notre vie », Iref, 14 décembre 2023 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/voitures-electriques-chauffage-enfants-viande-chiens-et-chats-lecologisme-veut-diriger-notre-vie/>

## ● Contre la « haine des riches »

Outre la dénonciation constante de la pression fiscale, un autre élément de langage est régulièrement dégainé par les think tanks français du réseau Atlas dès qu'il est question de taxer ou réglementer les plus fortunés : la « haine des riches ». Pour nos think tanks, vouloir augmenter la fiscalité pesant sur les grandes fortunes n'est pas une mesure de justice sociale, mais de pure communication (« *Taper sur les riches, ça fait bien* », explique Agnès Verdier-Molinié) jouant sur une supposée jalousie qui serait très ancrée en France.

Sur BFM par exemple, Agnès Verdier-Molinié va expliquer que l'évasion fiscale ne concerne pas vraiment les grandes fortunes, qui sont hyper contrôlées et qui financent le modèle social français. Deux affirmations à nuancer, pour Quentin Parrinello du EU Tax Observatory : « *Il est difficile de frauder sur les impôts sur les revenus, car ils sont déclarés par votre employeur, mais justement, les grandes fortunes sont bien plus concernées par d'autres types de revenus, auto-déclarés, comme ceux sur les capitaux : donc oui, ils peuvent davantage frauder. Quant à leur contribution, quand on additionne l'ensemble des impôts payés, ils sont proportionnellement moins taxés que le reste de la population, car on n'a pas de réelle progressivité fiscale.* »<sup>203</sup>

Sur France Bleu, une présentatrice posera la question à Jean-Philippe Delsol, présenté comme avocat et président de l'Iref : « A-t-on besoin des riches ? » Pour le spécialiste des fusion-acquisitions, on peut critiquer les oligarques russes ou les milliardaires chinois du parti communiste, mais pas les riches entrepreneurs en France, qui font marcher l'économie, créent des emplois et ont transformé le monde grâce à leurs inventions. Sans contradicteur, Delsol déroule son ode aux riches et l'émission conclut sur le registre de l'affect « aimons nous ! », tandis que la présentatrice reconnaît qu'elle aussi, elle « aime l'argent »<sup>204</sup>. Le ton est plus agressif chez le directeur de l'Iref Nicolas Lecaussin : « *il se trouve que les richesses ne poussent pas comme les champignons après la pluie. Elles sont générées par l'intelligence, le talent, le génie. (...) Madame Michu, qui réclame hargneusement 'le partage des richesses', qu'a-t-elle fait pour qu'elles existent et, éventuellement, lui permettre de gagner sa vie ?* » Critiquer les riches et leur supériorité relèverait ainsi du « *trouble obsessionnel compulsif* »<sup>205</sup>. Lecaussin estime que « *les plus fortunés sont, sous prétexte de justice sociale, devenus des pestiférés* » et va jusqu'à comparer leur situation à celle des Juifs dans les années 1930<sup>206</sup>.

Par comparaison, les tribunes de l'institut Molinari paraissent presque modérées. En février 2023, dans Les Échos, sa directrice Cécile Philippe déclare ainsi : « *Et si l'on s'inspirait des plus aisés au lieu de les jalouser ?* » Pour elle, « *la détestation stérile est une impasse* » et « *plutôt que d'alimenter l'instinct tribal qui fait des riches des ennemis, le vrai progrès social est de démocratiser les bonnes*

203 Entretien avec l'autrice, 2 avril 2024

204 « A-t-on besoin des riches ? », France Bleu, 18 avril 2023 - <https://www.francebleu.fr/emissions/on-n-est-pas-a-l-abri-d-faire-une-bonne-emission/a-t-on-besoin-des-riches-4336540?xtmc=Delsol&xtnp=1&xtr=1>

205 Tribune de Nicolas Lecaussin, « La haine des riches, une obsession française », Le Point, 25 juillet 2023 [https://www.lepoint.fr/societe/la-haine-des-riches-une-obsession-francaise-25-07-2023-2529494\\_23.php](https://www.lepoint.fr/societe/la-haine-des-riches-une-obsession-francaise-25-07-2023-2529494_23.php)

206 Nicolas Lecaussin, « Jean-Luc Mélenchon et Marine Tondelier vont-ils imposer aux riches de porter un écusson doré sur la poitrine ? », Iref, 29 janvier 2023 - <https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-l-heure/article/jean-luc-melenchon-et-marine-tondelier-vont-ils-imposer-aux-riches-de-porter-un-ecusson-dore-sur-la-poitrine/>

*pratiques des plus aisés.* ». Elle entend répondre ainsi à la proposition d'Oxfam de taxer davantage les dividendes, expliquant qu'au contraire, tout le monde devrait profiter de l'actionnariat, et passer à un financement des retraites par capitalisation<sup>207</sup>. Mais plutôt que de se placer sur le terrain du débat d'idées, l'institut préfère attribuer à l'ONG une posture irrationnelle (« l'instinct tribal », la « jalousie »).

207 Cécile Philippe, « La détestation des riches est une impasse », Les Echos, 6 février 2023 - <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/la-detestation-des-riches-est-une-impasse-1903890?xtor=CS4-6240>

## ● L'institut économique Molinari : le goût du pétrole et du tabac

### **Des liens assumés avec le réseau Atlas**

Les 21 et 22 septembre 2017 s'est tenu à Budapest, sous le parrainage du réseau Atlas, le « Europe Liberty Forum ». 134 représentants de 34 pays se sont réunis pour « *célébrer les victoires, partager des histoires inspirantes* » et réfléchir à la manière de faire avancer le projet ultra-libéral du réseau. L'événement a bénéficié du « *soutien généreux de la John Templeton Foundation, de la Smith Family Foundation et de la Freda Utley Foundation* ». La française Cécile Philippe, présidente de l'institut économique Molinari, a pu y présenter son travail sur les indices de libération fiscale, dont elle espère qu'il encourage la concurrence entre les pays pour faire baisser les impôts<sup>208</sup>. Cécile Philippe est très intégrée dans le milieu des libertariens. Ancienne étudiante de Pascal Salin (président de la Société du Mont Pèlerin de 1994 à 1996), elle a passé sa dernière année de thèse au Mises Institute, membre d'Atlas, dans l'Alabama. Impressionnée par leur travail, elle décide de monter son propre think tank en 2003 : l'institut économique Molinari. Enregistré en Belgique, il compte parmi ses six membres fondateurs, outre Cécile Philippe, deux noms liés à d'autres

think tanks et associations libertariennes en France : François Laarman (voir Contribuables associés et l'Ifrap) et Guy Plunier (voir IEP, Sauvegarde Retraites, Contribuables associés...). Autre fondateur de l'IEM : Michel Kelly-Gagnon, avocat québécois, directeur de l'Institut économique de Montréal, et qui fut aussi à la tête du Conseil du patronat du Québec de 2006 à 2009. A l'époque où elle crée l'Institut économique Molinari, Cécile Philippe bénéficie d'ailleurs d'une formation à la gestion des think tanks à l'institut économique de Montréal, financée par Atlas<sup>209</sup>.



À la différence des autres partenaires d'Atlas en France, l'Institut économique Molinari (IEM) affiche clairement son affiliation avec le réseau international ainsi qu'avec les think tanks du réseau dans différents pays : Institut économique de Montréal, bien sûr, mais aussi Institute of Economic Affairs (IEA) au Royaume-Uni, Foro Regulación Inteligente en Espagne, Timbro en Suède, Kefim en Grèce... L'institut français est aussi l'un des dix membres de l'European Policy Information Center (Epicenter), un think tank libertarien européen basé à Bruxelles. En outre, l'IEM reprend des données et baromètres que l'on retrouve chez d'autres membres du réseau

208 Atlas network, « Europe Liberty Forum 2017 covers sophisticated messaging, authoritarian populism, land reform », 22 septembre 2017 - <https://www.atlasnetwork.org/articles/europe-liberty-forum-2017-covers-sophisticated-messaging-authoritarian-populism-land-reform>

209 Mentionné dans un email de Brad Lips à Walt F. Buchholtz (Exxon Mobil), 29 janvier 2004.

Atlas. À commencer par le « jour de libération fiscale », un indicateur publié dans plusieurs pays et relayé aussi par Contribuables associés en France. Il est présenté comme le jour de l'année<sup>210</sup> où les Français ont fini de s'acquitter des taxes et impôts et commencent à travailler pour eux-mêmes. Outre les débats autour de sa méthode de calcul, le principe est critiqué pour le fait qu'il considère que les versements faits à l'État sont une perte, sans prendre en compte les services reçus en échange (transports, éducation, santé, sécurité sociale...). Si ces biais sont signalés par certains médias, d'autres diffusent l'information du « jour de la libération fiscale » sans plus de précaution. L'opération a avant tout pour objectif de « faire le buzz », mais elle infuse également dans le débat politique. L'indicateur a ainsi été cité par Eric Ciotti lors du débat pour les primaires des Républicains en 2021, mais aussi dans des amendements et débats autour des projets de loi de finances<sup>211</sup>, ou encore dans la communication de Marion Maréchal, candidate Reconquête aux européennes de 2024<sup>212</sup>. Même les députés qui critiquent la méthodologie de calcul finissent par devoir se prononcer sur le sujet, interrogés par des journalistes sur cette « libération » qui n'a pourtant pas beaucoup de sens<sup>213</sup>.

Sur les sujets économiques, l'IEM est sur la même ligne que les autres think tanks du réseau Atlas, même s'il tend à

mettre davantage l'accent sur les intérêts des entreprises : il défend ainsi les baisses d'impôts mais surtout des impôts de production, l'assouplissement du salaire minimum, ou encore la privatisation des services publics et des systèmes de retraite. Ce dernier sujet revient souvent dans ses interventions, vu l'actualité autour de la réforme, mais peut-être aussi parce qu'avant de rejoindre le think tank, le directeur de l'IEM Nicolas Marques a travaillé pendant 11 ans chez Amundi, leader français dans le domaine de l'actionnariat salarié et de l'épargne retraite.

## **Des liens plus discrets avec des industriels**

Nicolas Marques comme Cécile Philippe sont très présents dans les médias : *Le Figaro*, *Le Point*, *Valeurs Actuelles*, *Les Echos*, mais aussi BFM, Radio France... Par rapport à l'Ifrap ou à Contribuables associés, la question des migrations ou d'autres sujets de société (avortement, port d'armes...) n'apparaît pas vraiment dans leurs interventions. En revanche, l'institut se montre assez prolix dans deux domaines : le tabac et les questions climatiques. Il va par exemple relayer, en France, l'index des « Nanny States » ou « États nounous », un baromètre réalisé en partenariat avec

210 Ce jour aurait été le 17 juillet, en 2023, selon l'institut Molinari : <https://www.institutmolinari.org/2023/07/15/le-salaire-moyen-francais-travaille-jusquau-17-juillet-pour-financer-les-services-publics-et-prestations-collectives-en-2023-la-france-redevient-la-championne-des-prelevements-obligatoires/>. Pour Contribuables associés, il tombait le 1er août : <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/1er-aout-2023-enfin-libres-jour-de-liberation-fiscale>.

211 « La France bat cette année deux records : le niveau des dépenses publiques – elle est le premier pays de l'OCDE – et celui des impôts et taxes – elle est le premier pays de l'Union européenne. Elle est le pays d'Europe pour lequel le jour de libération fiscale est le plus tardif. Tout le monde sait de quoi il s'agit : c'est le jour où l'on a fini de payer tous ses impôts et taxes dans l'année. En France, cela arrive le 27 juillet. En d'autres termes, jusqu'au 27 juillet, on travaille pour l'État et toutes les caisses de sécurité sociale et de retraite ; à partir du 27 juillet, on travaille pour soi-même. » Intervention du sénateur Vincent Delahaye, séance du 22 novembre 2018 -<https://www.senat.fr/seances/s201811/s20181122/s20181122.pdf> Ou encore : « L'examen de ce projet de loi de finances, dans un contexte d'inflation avec la nécessité de prendre des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat de nos compatriotes, doit aussi être l'occasion de repenser notre rapport au travail et à la fiscalité, qui est étouffante dans notre pays. Le jour de libération fiscale tombait cette année le dimanche 17 juillet : compte tenu de la fiscalité et des impositions ce n'est que depuis cette date que les Français travaillent pour eux et non plus pour l'État. » Exposé des motifs de l'amendement n°1-1342 au Projet de loi de finances n°273 pour 2023 : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements/0273A/AN/1342>

212 Voir le post de Marion Maréchal sur son compte LinkedIn : « A partir d'aujourd'hui, vous travaillez enfin pour vous. Le pouvoir d'achat, c'est ce que l'Etat ne vous prend pas. Avec RECONQUÊTE!, mobilisons-nous pour sortir de l'enfer fiscal ! #LibérationFiscale » [https://www.linkedin.com/posts/marionmarechal\\_libaezrationfiscale-activity-7086603278397911042-bpT-k?utm\\_source=share&utm\\_medium=member\\_desktop](https://www.linkedin.com/posts/marionmarechal_libaezrationfiscale-activity-7086603278397911042-bpT-k?utm_source=share&utm_medium=member_desktop)

213 En 2017, la députée LREM Amélie de Montchalin doit ainsi commenter l'indice du jour de libération fiscale a dans une interview au Figaro. Anne de Guigné, « Amélie de Montchalin : « Nous ne pouvons plus nous permettre de gaspiller l'argent public ! » », *Le Figaro*, 26 juillet 2017 - <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/07/26/20002-20170726ARTFIG00275-amelie-de-montchalin-nous-ne-pouvons-plus-nous-permettre-de-gaspiller-l-argent-public.php>

plusieurs think tanks européens. Celui de 2023 a été produit par Christopher Snowden, directeur de la division « économie des modes de vie » à l'Institute of Economic Affairs (IEA). Le baromètre classe les pays en fonction des réglementations sur le tabac, les cigarettes électroniques, l'alcool et l'alimentation, et vise à dénoncer les États qui seraient trop contraignants par leurs taxes ou autres interdictions. Christopher Snowden et l'IEA publient régulièrement des papiers pour critiquer les réglementations sur les cigarettes (proposition d'instaurer une interdiction en fonction de l'âge<sup>214</sup>, paquet neutre<sup>215</sup>, interdiction des vapoteurs à usage unique<sup>216</sup>). Si le think tank britannique ne communique pas sur ses financeurs, des médias et chercheurs ont révélé qu'il avait reçu des fonds de plusieurs industriels du tabac, dont British American Tobacco, Imperial Brands ou Philip Morris International<sup>217</sup>. Cette dernière entreprise a également financé Epicenter, dont l'institut Molinari est l'un des dix membres. En France, l'institut a publié plus de 25 textes (articles et rapports) critiquant les taxes et restrictions sur le tabac ou les cigarettes électroniques depuis 2012<sup>218</sup>. Jusqu'en 2013, ils étaient signés par Valentin Petkantchin, chercheur à l'IEA, qui était également chercheur à l'Institut économique de Montréal. Il est ensuite parti travailler comme économiste chez Philip Morris International pendant sept ans, avant de retourner à l'institut économique de Montréal en 2022, dont il est aujourd'hui le vice-président pour la recherche<sup>219</sup>. En janvier 2024, l'association Génération sans tabac

accusait l'IEA de se baser essentiellement sur des recherches financées par l'industrie du tabac pour étayer son plaidoyer<sup>220</sup>.

S'agissant des dérèglements climatiques, en 2005, l'IEA et Cécile Philippe portaient un discours de déni : « *Une chose est sûre : il n'y a pas de consensus sur le changement climatique parmi les scientifiques. Ils semblent tous s'accorder sur l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère au cours des 200 dernières années. Mais de nombreuses questions restent en suspens, comme le lien entre les émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation de la température, ou les conséquences pour la vie humaine et les écosystèmes naturels.* » Face à ce doute, la recommandation du think tank est de ne pas agir<sup>221</sup>. En 2007, Cécile Philippe publie le livre « C'est trop tard pour la Terre ! » dans lequel elle s'attaque au principe de précaution, défend les OGM et déconstruit ce qu'elle considère comme des mythes : la fin du pétrole, la responsabilité de l'homme dans les changements climatiques, les effets néfastes du marché et les bénéfices d'un développement durable<sup>222</sup>. La publication de l'ouvrage obtient une certaine couverture médiatique, et conduit l'autrice à participer à un débat autour du film « La grande escroquerie du changement climatique » à la Fête de la Liberté 2007, un événement où on retrouve Bernard Zimmern, Benoite Taffin, Alexandre Pesey, Vincent Laarman, Nicolas Lecaussin, ou encore Alain Mathieu<sup>223</sup>. En 2009, l'IEA se faisait encore le relais du « ClimateGate » (voir 1ère partie) et appelait à entendre les climatopsceptiques<sup>224</sup>.

214 Christopher Snowden, « Prohibition 2.0: Critiquing the Generational Tobacco Ban », IEA, 29 novembre 2023 [https://iea.org.uk/publications/prohibition-2-0-critiquing-the-generational-tobacco-ban/#Arguments\\_for\\_a\\_generational\\_ban](https://iea.org.uk/publications/prohibition-2-0-critiquing-the-generational-tobacco-ban/#Arguments_for_a_generational_ban)

215 IEA, « Ruling on plain packaging: a bad decision on many levels », 19 mai 2016 - <https://iea.org.uk/media/ruling-on-plain-packaging-a-bad-decision-on-many-levels>

216 IEA, « Single use vape ban would deprive smokers of an attractive tobacco alternative », 25 novembre 2022 - <https://iea.org.uk/media/single-use-vape-ban-would-deprive-smokers-of-an-attractive-alternative-to-tobacco/>

217 Tobacco Tactics; « Institute of Economic Affairs », 14 mars 2024: <https://tobaccotactics.org/article/institute-of-economic-affairs/>

218 CNCT, « L'institut Molinari, faire valoir de l'industrie du tabac », déc. 2019: <https://www.generationsanstabac.org/wp-content/uploads/2020/02/L%E2%80%99institut-%C3%A9conomique-Molinari-au-service-de-l%E2%80%99industrie-du-tabac.pdf>

219 Voir le profil LinkedIn de Valentin Petkantchin : <https://www.linkedin.com/in/dr-v-petkantchin-phd/details/experience/>

220 Génération sans tabac, « Une étude de l'institut Molinari directement inspirée par Philip Morris », 23 janvier 2024 - <https://www.generationsanstabac.org/article/une-etude-de-institut-molinari-directement-inspiree-par-philip-morris/>

221 Article published on TechCentralStation, 19 juillet 2005. Par Cécile Philippe : <https://www.institutmolinari.org/2005/07/21/lords-a-leaping/>

222 « C'est trop tard pour la terre », chez JC Lattès, mars 2007

223 Voir le programme de la fête de la Liberté 2007 : <http://www.quebecoislibre.org/07/070909-2.htm>

224 Cécile Philippe et Mathieu Laine, « Climat: entendre (aussi) les sceptiques », *Les Echos*, 11 décembre 2009 - <https://www.lesechos.fr/2009/12/climat-entendre-aussi-les-sceptiques-1084623>

Cette position va cependant évoluer, le déni climatique devenant plus difficile à tenir en France. Les critiques se portent désormais, de manière plus subtile, sur les réglementations et taxes environnementales ou encore sur les énergies renouvelables<sup>225</sup>. Mais ce que l'IEM ne précise jamais dans ses interventions, c'est qu'il a bénéficié de financements d'ExxonMobil via le réseau Atlas. En 2004, le pétrolier destine des fonds au travail des think tanks sur « *les changements climatiques, le développement durable et la responsabilité des entreprises* », et il souhaite expressément qu'une partie d'entre eux aille à l'institut dirigé par Cécile Philippe<sup>226</sup>.

Aujourd'hui, l'IEM s'active surtout pour promouvoir l'énergie nucléaire, dont elle défend les effets positifs sur ces mêmes changements climatiques dont elle déniait la réalité quelques années auparavant. L'auteur de ses notes sur le sujet – dont l'argumentaire est souvent cavalier – est Georges Sapy, un ingénieur qui a fait toute sa carrière dans le groupe EDF<sup>227</sup>. Compte tenu de son passif avec ExxonMobil, l'engouement récent de l'institut pour l'énergie atomique interroge forcément sur d'éventuels bailleurs sur le sujet. Mais les sources de financement de l'IEM ne sont pas publiques et aucun rapport annuel n'est publié par l'organisation. Si elle est transparente sur ses liens avec les réseaux de think tanks internationaux, elle l'est moins sur ses donateurs – et les conflits d'intérêts que cela pourrait susciter. Ce qui ne l'empêche pas de revendiquer son « *indépendance intellectuelle* » dans sa mission de recherche et d'éducation pour « *favoriser la liberté et la responsabilité économique* ».

## L'Institut de formation politique, vivier des droites radicales françaises

### Une formation à l'américaine au profit des droites radicales françaises

« *Tous les partenaires du réseau Atlas ne se concentrent pas sur l'obtention de résultats tangibles à court terme. De nombreux partenaires du réseau Atlas se sont concentrés sur des activités éducatives axées sur le développement des talents, afin que les jeunes exposés aujourd'hui au libéralisme classique puissent occuper des postes à responsabilités dans une ou deux décennies. Cela demande de la patience et de la persévérance. Cela signifie qu'il faut supporter un certain risque de voir ses efforts réduits à néant. Il existe cependant de merveilleux exemples où la stratégie à long terme s'est avérée tout à fait justifiée* », explique Brad Lips, directeur du réseau Atlas, dans un ouvrage intitulé « *The Freedom Movement : its Past, its Present and Future* »<sup>228</sup>. Il cite en exemple la Federalist Society, dont cinq des anciens membres siègent maintenant à la Cour Suprême des États-Unis, ainsi que l'Estudos Empresariais au Brésil, dont plusieurs membres ont rejoint le gouvernement Bolsonaro. On peut aussi penser au Leadership Institute, partenaire de longue date du réseau Atlas.

Cet organisme de formation des leaders conservateurs aux États-Unis a été

225 Matt Ridley, « Quelques vérités qui dérangent à propos des énergies renouvelables », Traduction d'un article publié le 21 mai 2011 dans *The Wall Street Journal* publié sur le site de l'Institut Molinari, 21 mai 2011 - <https://www.institutmolinari.org/2011/05/25/quelques-verites-qui-derangent-a-propos-des-energies-renouvelables/>

226 « *ExxonMobil is pleased to provide a \$55,000 contribution to the continued efforts of Atlas Economic Research Foundation. This contribution is for Atlas to continue their work in the areas of climate change, sustainable development and corporate responsibility. It is important that we continue to demonstrate the real key to sustainable development in developing countries is economic development. Also, I would like to see some of these funds provided to Atlas Associates within developing country think tanks in Africa, Latin America and Asia. In addition, there is a new free market think tank in France, Institut Molinari, that should receive a small grant.* » Courrier de Walt Buckholtz (Exxon Mobil) à Alejandro Chafuen (Atlas network), 4 mars 2004.

227 Institut économique Molinari, « Pourquoi la France doit absolument pérenniser son choix historique de l'énergie nucléaire », 20 décembre 2023 - <https://www.institutmolinari.org/2023/12/20/pourquoi-la-france-doit-absolument-perenniser-son-choix-historique-de-lenergie-nucleaire/>

228 Brad Lips, « *The Freedom Movement : Its Past, Present, and Future* », Atlas Network, janv. 2020

fondé peu avant la constitution du réseau, en 1979, par le militant républicain Morton Blackwell. En 2022, le Leadership Institute annonçait avoir formé son 250 000<sup>e</sup> activiste depuis sa création<sup>229</sup>. Parmi ses alumni, on retrouve des personnalités politiques, le plus célèbre étant sans doute Mike Pence, devenu vice-président de Donald Trump entre 2017 et 2021, mais aussi des lobbyistes, des chroniqueurs et journalistes ou encore des activistes. Comme Lila Rose, fondatrice et présidente de l'organisation anti-avortement Live Action, très active aux États-Unis et au-delà, ou encore de nombreuses membres de Moms for Liberty, une organisation ultra-conservatrice qui mène des campagnes agressives contre tout enseignement ou livre qui traiterait de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou du racisme dans les écoles. Le Leadership Institute propose un vaste catalogue de formations, dans les domaines de la communication, de la prise de parole en public ou de la collecte de fonds. L'idée est de former un grand nombre de militants conservateurs, de les faire monter en compétence et de les soutenir, notamment grâce au réseau des « alumni ».

En 2000, le Leadership Institute accueille un stagiaire français, Alexandre Pesey, pour qui cette formation sera « décisive ». Il dit y avoir appris l'histoire du mouvement conservateur aux États-Unis, y avoir découvert les auteurs libertariens, la collecte de fonds et le travail avec les médias (le Leadership l'aidera à intégrer CNN)<sup>230</sup>. Il fera aussi sa thèse sur le Heartland Institute, un autre membre d'Atlas. Inspiré par son travail auprès de Morton Blackwell et par les méthodes des conservateurs américains,

Pesey crée en 2003 la bourse Tocqueville, qui permet à de jeunes Français âgés de 20 à 28 ans de se rendre aux États-Unis pour se familiariser avec le conservatisme américain, en rencontrant des responsables politiques et des membres de groupes de réflexion et en participant à des séminaires pratiques. Agnès Verdier-Molinier en est l'une des premières bénéficiaires en 2004 (voir ci-dessus). La même année, Alexandre Pesey crée en France un organisme de formation sur le modèle du Leadership Institute américain : l'Institut de formation politique (IFP), qu'il monte avec l'avocat Jean Martinez, et Thomas Millon, le fils de Charles Millon (voir plus haut). En 2008, le centre de formation reçoit un prix de 10 000 dollars de la fondation Templeton pour avoir formé plus de 200 jeunes aux principes du « libéralisme classique » et du conservatisme, et les avoir « armés de techniques pour les mettre en œuvre efficacement dans la société civile »<sup>231</sup>. En 2017, Pesey gagne aussi le « Think Tank Shark Tank Award » du réseau<sup>232</sup>, un prix doté de 25 000 dollars, pour son projet « Le coquetier » visant à soutenir les « entrepreneurs civiques », c'est à dire des jeunes ayant des projets variés, allant du soutien aux chrétiens d'orient à l'organisation de débats dans les universités sur des sujets comme la procréation médicalement assistée ou « la fiscalité qui tue l'initiative »<sup>233</sup>. L'IFP est aussi ou a été un partenaire de la Federalist Society<sup>234</sup>.

L'Institut de formation politique aurait reçu des fonds de Bernard Zimmern (fondateur de l'Ifrap et de Contribuables associés) et de Claude Razel, héritier du groupe industriel Razel Bec<sup>235</sup>. Il ne touche aucun financement

229 Matthew Hurr, « Five Questions with Leadership Institute's 250,000th Graduate », Leadership Institute, 18 juillet 2022 - <https://leadershipinstitute.org/news/?NR=15991>

230 Lauren Hart, « A Conservative Entrepreneur in France », Leadership Institute, 10 juillet 2012 - <https://www.leadershipinstitute.org/news/?NR=8243>

231 Communiqué du réseau Atlas, « Sixteen Think Tanks Receive Recognition for Important Work In Advancing Liberty », 20 octobre 2008 : [https://web.archive.org/web/20220525223911/https://ifuturo.org/wp-content/uploads/attachments/2170\\_Nota%20de%20prensa%20ATLAS%20definitiva.pdf](https://web.archive.org/web/20220525223911/https://ifuturo.org/wp-content/uploads/attachments/2170_Nota%20de%20prensa%20ATLAS%20definitiva.pdf)

232 Voir par exemple le rapport annuel du réseau Atlas 2017 : [https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/final\\_annual\\_report\\_for\\_web\\_2017.pdf](https://admin.atlasnetwork.org/assets/documents/financials/final_annual_report_for_web_2017.pdf)

233 LE COQUETIER avec Alexandre PESEY - La Nuit du Bien Commun 2017 : <https://www.youtube.com/watch?v=aSaR3iHlleg>

234 L'IFP est présenté comme un partenaire de la Federalist Society dans le rapport annuel 2013 de cette dernière : <https://fedsoc-cms-public.s3.amazonaws.com/update/pdf/OiamvscuGSyYpH9TNtkLz5qygeRLZuyh1LsV3QqY.pdf#page=12>

235 La Lettre, « IFP, pouponnière partagée de la droite et de l'extrême droite », 9 février 2017 - [https://www.lalettre.fr/fr/action-publique\\_partis-et-elections/2017/02/09/ifp-pouponniere-partagee-de-la-droite-et-de-l-extreme-droite.108211073-art](https://www.lalettre.fr/fr/action-publique_partis-et-elections/2017/02/09/ifp-pouponniere-partagee-de-la-droite-et-de-l-extreme-droite.108211073-art)

public mais fonctionne grâce à des dons défiscalisés<sup>236</sup>. Charles Gave (financeur de l'extrême-droite) et l'ancien banquier François Billot de Lochner, proche de Marion Maréchal et admirateur de Zemmour, feraient partie des donateurs<sup>237</sup>. De même que Laurent Meeschaert, héritier du groupe Meeschaert, une société de gestion de patrimoine créée par son grand-père, qui soutient aussi des médias identitaires et la campagne d'Eric Zemmour<sup>238</sup>. Via Alexandre Pesey, l'IFP est étroitement lié à tous les partenaires français du réseau Atlas. Charles Gave (institut des libertés), Nicolas Lecaussin (Iref), Cécile Philippe (Institut Molinari), Agnès Verdier-Molinié et Samuel Servièrre (lfrap) font partie des intervenants de l'école : économiquement, les auditeurs seront bien formés aux idées libertariennes. Les autres intervenants indiquent que les enseignements penchent vers l'extrême-droite de l'échiquier politique, puisque l'IFP invite pour ses conférences des personnalités politiques comme Jordan Bardella, François-Xavier Bellamy, Eric Ciotti, Philippe de Villiers, Marion Maréchal, Eric Zemmour, Julien Rochedy... Ou encore Régis Le Sommier, journaliste aux positions controversées sur la Syrie et la Russie, qui dirige le média d'extrême-droite Omerta, et Bernard Lugan, historien très critiqué pour ses erreurs factuelles et sa défense de la colonisation ou de l'apartheid, « monsieur Afrique » du candidat Eric Zemmour en 2022.

Cette proximité avec l'extrême-droite semble s'être considérablement renforcée au moment des mobilisations de la Manif pour tous. L'IFP aurait alors bénéficié d'un certain

engouement. Samuel Lafont, très engagé contre le mariage pour tous, est ainsi passé par l'institut (et a reçu plusieurs prix), de même que Vivien Hoch, qui participait lui aussi aux manifestations anti-mariage pour tous avant de monter le comité Trump France<sup>239</sup>. Il est aujourd'hui formateur à l'IFP<sup>240</sup>. Ludivine de la Rochère, présidente de la Manif pour tous, est aussi l'une des intervenantes de l'institut. Dans un entretien à Libération, Alexandre Pesey expliquait que les centres d'intérêts des élèves avaient pu évoluer avec les années et l'actualité : grèves et endettement en 2004, puis l'effet « manif pour tous » en 2013-2014, sécurité et terrorisme en 2017. Cette diversité de sujets permet à plusieurs droites de se croiser... voire de converger. En 2019, l'IFP était partenaire de la Convention de la droite, qu'Alexandre Pesey compare à la CPAC (Conservative Political Action Conference) aux États-Unis<sup>241</sup>. Dans son intervention, le directeur de l'institut rêve d'une union des droites dures : « *Si on demande quel est le principal problème de notre temps, certains vont répondre que c'est l'intervention de l'État. Appelons-les les libéraux. D'autres vont considérer que c'est le relativisme. L'antidote : la vérité. Appelons-les les conservateurs. D'autres se désolent du fossé croissant entre le peuple et une élite globalisée, appelons-les les souverainistes. D'autres nous disent que le drame de notre temps, c'est le déracinement et l'invasion migratoire, eux nous appellent au ressourcement culturel et à la remigration, appelons-les les identitaires. Ces quatre grandes familles ont été trop souvent face à face. Pour le plus grand plaisir de la gauche. Aujourd'hui, elles sont côte à*

236 Une bonne droite, « Défiscalisation : soutenir des causes patriotes à moindre coût », 28 décembre 2023 <https://www.unebonnedroite.fr/blogs/articles/defiscalisation-reduire-vos-impots-tout-en-soutenant-des-causes-patriotes>

237 Victor Boiteau, « A l'IFP, la jeunesse de droite fait l'école identitaire », Libération, 8 octobre 2021 - [https://www.liberation.fr/politique/elections/a-lifp-la-jeunesse-de-droite-fait-lecole-identitaire-20211008\\_S3UD5VHRXRGUXIVG6TAGLFU-JHM/?redirected=1](https://www.liberation.fr/politique/elections/a-lifp-la-jeunesse-de-droite-fait-lecole-identitaire-20211008_S3UD5VHRXRGUXIVG6TAGLFU-JHM/?redirected=1)

238 Jérémie Baruch, Maxime Vaudano, Vincent Nouvet et Anne Michel, « Derrière Eric Zemmour, les cinquante lieutenants d'une campagne d'extrême droite », Le Monde, 12 décembre 2021 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/12/12/derriere-eric-zemmour-les-cinquante-lieutenants-d-une-campagne-d-extreme-droite\\_6105788\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/12/12/derriere-eric-zemmour-les-cinquante-lieutenants-d-une-campagne-d-extreme-droite_6105788_4355770.html)

239 Nolwenn Le Blevenec, « Cet homme est le plus grand fan français de Donald Trump », Le Nouvel Obs, 21 novembre 2016 - <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-politique/20161007.RUE3980/cet-homme-est-le-plus-grand-fan-francais-de-donald-trump.html>

240 Voir le profil LinkedIn de Vivien Hoch : [https://www.linkedin.com/in/vivien-hoch-71483442/?original\\_referer=https%3A%2F%2Fwww%2Egoogle%2Ecom%2F&originalSubdomain=fr](https://www.linkedin.com/in/vivien-hoch-71483442/?original_referer=https%3A%2F%2Fwww%2Egoogle%2Ecom%2F&originalSubdomain=fr)

241 Voir le post sur la page Facebook de L'Incorrect, le 6 septembre 2019 : « Alexandre va Pesey dans le game ! Le directeur de l'Institut de Formation Politique sera présent dans l'octogone de la Convention de la droite 2019 le 28 septembre. Venez avec lui participer à l'événement le plus important pour la droite de la décennie qui vient. » - <https://www.facebook.com/watch/?v=741313279667188>

*côte pour défendre la liberté d'expression, la solidarité, la famille naturelle, l'occident (...). Il faut s'allier et s'engager pour la France. »*<sup>242</sup>

Pesey est un homme de réseau et croit dans les alliances, y compris internationales. Lors de la conférence « National Conservatism » (NatCon) de 2020 à Rome, à laquelle participent aussi Marion Maréchal, Giorgia Meloni et Viktor Orban, le directeur de l'IFP axe son intervention sur la double menace de la mondialisation et de l'islamisation. Il présente l'islam comme un « empire » qui gagnerait en faisant appliquer ses « lois coraniques » depuis la base, et grâce « aux ventres de leurs femmes »<sup>243</sup>. À l'été 2023, alors que de violentes manifestations secouent la France suite à la mort de Nahel, un adolescent tué par un policier lors d'un refus d'obtempérer, Pesey développe une vision apocalyptique lors d'une interview avec la journaliste états-unienne Sandy Rios, racontant que des hordes d'hommes musulmans, en âge de combattre, ont envahi la France pour y constituer des zones de non-droit ou que les chrétiens seraient aujourd'hui persécutés dans l'Hexagone<sup>244</sup>. Il semble ainsi vivre dans un univers de guerre des religions et des civilisations dans lequel il voit cependant un espoir : les centaines de jeunes qu'il forme à l'IFP, qui pourront devenir de bons leaders pour défendre la France et remplacer la génération de mai 68 en politique, dans les médias et dans la société civile.

## **Une armée pour mener le combat des idées**

En 2022, Alexandre Pesey estimait avoir formé plus de 2200 jeunes, avec une « nette accélération ces dernières années »<sup>245</sup>. Début 2024, le site de l'IFP affiche 3000 auditeurs. En 2014, le réseau Atlas décrivait la mission de l'IFP comme le fait « d'accroître le nombre et l'efficacité des dirigeants et des militants conservateurs et libéraux classiques dans le domaine des politiques publiques ». Pour cela, l'institut allait « identifier, recruter, former et placer des conservateurs et des libéraux classiques respectueux des principes et travailleurs dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques publiques »<sup>246</sup>. Les formations sont courtes, sous forme de séminaires sur quelques week-ends. On s'y penche sur les « valeurs de la droite », la fiscalité (trop lourde), la façon de libérer les entreprises des contraintes juridiques et réglementaires ou la lutte contre le « wokisme ». Mais on y propose surtout des entraînements pratiques sur comment communiquer, convaincre, mener une campagne, tenir un entretien radio ou télévisé... À la sortie, les élèves doivent maîtriser l'art des éléments de langage et de la posture pour porter leurs causes. À travers l'IFP, ils se constituent aussi un réseau.

L'idée est ensuite de passer à l'action. Dans le champ politique bien sûr, en devenant collaborateur d'élu, élu local... à droite toute, évidemment. Des auditeurs de l'IFP sont ainsi engagés auprès de François Fillon ou

242 Intervention d'Alexandre Pesey - Convention de la droite 28 septembre 2019: <https://www.youtube.com/watch?v=plp9XwFI9sU>

243 Intervention d'Alexandre Pesey à la conférence National Conservatism à Rome, en Italie, le 4 février 2020, sur le thème "The Threats to Nationalism in Europe" : <https://nationalconservatism.org/natcon-rome-2020/presenters/alexandre-pesey/>

244 Sandy Rios 24/7, « France in Crisis...Alexandre & Kate Pesey on their Beloved Country », 24 juillet 2023: <https://podcasts.apple.com/us/podcast/france-in-crisis-alexandre-kate-pesey-on-their-beloved/id400516424?i=1000622162346>

. Lors d'une conférence de la Common Sense Society ( <https://commonsensesociety.substack.com/p/video-whats-re-ally-drove-frances>), Alexandre Pesey a aussi expliqué que la police ne répondait pas aux émeutiers et qu'elle était très clémentine avec eux, malgré le déploiement de dizaines de milliers de policiers, y compris des unités d'élite (Raid, Gign, BRI), et le fait qu'il y ait eu plus d'un millier d'interpellation et plusieurs cas de violences policières recensés sur la période, pendant cette période, du crâne fracassé d'Hedi à la mort de Mohamed Bendriss (ciblé par des tirs de LBD) en passant par des jeunes éborgnés (Abdelkarim Y., Jalil)

245 Hadrien Péryrier, « Trois questions à Alexandre Pesey », Le nouveau conservateur, 9 septembre 2022 - <https://le-nouveaunouvelconservateur.org/rubriques/culture-civilisations/trois-questions-a-alexandre-pesey/>

246 Atlas network, Institute Directory, mai 2014 : [https://ia902702.us.archive.org/16/items/2014-atlas-network-xlsx-directory/2014%20Atlas\\_Directory.xlsx%20-%20Institute%20Directory.pdf](https://ia902702.us.archive.org/16/items/2014-atlas-network-xlsx-directory/2014%20Atlas_Directory.xlsx%20-%20Institute%20Directory.pdf)

de Valérie Pécresse<sup>247</sup>. En 2022, c'est Eric Zemmour qui semble susciter l'engouement : « *quand on demande aux étudiants de l'IFP leur source d'inspiration, Zemmour est le nom qui revient le plus* », révèle Alexandre Pesey dans l'enquête d'Etienne Girard sur le candidat d'extrême droite, *Le radicalisé*<sup>248</sup>. L'IFP facilite les mises en contact, sans doute d'autant plus aisément que son ex-directeur opérationnel, Benoît Perrin, aurait lui-même participé aux réunions au domicile de Sarah Knafo où se préparait la candidature du polémiste<sup>249</sup>. Parmi les « lieutenants » de Zemmour en 2022, Samuel Lafont, Stanislas Rigault, René Boustany ou Garen Shnorhokian ont été auditeurs de l'IFP. Mais ces derniers ne s'engagent pas qu'auprès du mouvement Reconquête. En 2017, Lafont et Boustany soutenaient la campagne de François Fillon<sup>250</sup>. En octobre 2023 encore, l'IFP annonçait qu'après les élections sénatoriales, plusieurs de ses anciens étudiants avaient franchi les portes du Sénat, en tant qu'élus ou collaborateurs, et que ceux-ci représentaient 23% des sénateurs de moins de 40 ans<sup>251</sup>. Sans que le détail des partis politiques concernés ne soit précisé.

Dans la droite ligne des préceptes d'Antony Fisher et du réseau Atlas, Alexandre Pesey destine également ses auditeurs à la bataille des idées dans les médias et dans la société civile. Les élèves du très conservateur institut sont ainsi encouragés à s'engager dans le syndicalisme étudiant, dans des associations, sur les réseaux sociaux. Si une grande partie des initiatives reste assez confidentielle, d'autres parviennent à

gagner une certaine audience. Toute l'équipe fondatrice de SOS Chrétiens d'Orient est ainsi passée par l'IFP, de même qu'Alice Cordier, fondatrice du collectif féministe identitaire Némésis, ou encore Thaïs d'Escuffon, ancienne porte-parole de Génération identitaire reconvertie en influenceuse « tradwife » qui prône le cantonnement des femmes aux rôles de mère et d'épouse.

Rien de plus efficace pour augmenter encore la visibilité de ces idées que de pouvoir compter sur des journalistes eux aussi formés à l'IFP. À l'image de Charlotte d'Ornellas, l'une des intervenantes stars de Cnews, mais encore de Jules Torres ou Baudouin Wisselmann, ex-Valeurs Actuelles passés respectivement au JDD et à Radio Courtoisie, ou Louis Lecomte<sup>252</sup> et Maguelonne de Gestas qui travaillent pour le Figaro. Cette dernière a également suivi une formation au Leadership Institute, où elle a pu découvrir le mouvement conservateur aux États-Unis, qui semble l'avoir impressionnée : « *Malheureusement, le conservatisme français n'a pas connu le même engouement qu'aux États-Unis. (...) En France, au contraire, nous avons connu (...) une émergence de la gauche, qui prônait le renversement du sens moral de la société française.* »<sup>253</sup> En 2018, l'IFP a lancé un Institut Libre du Journalisme (ILDJ) pour former des journalistes conservateurs en cinq à dix week-ends. Le projet est financé par la Fondation Notre-Dame<sup>254</sup> et des levées de fonds de la Nuit du Bien commun, soirée caritative de la sphère catholique et conservatrice fondée notamment par l'entrepreneur multi-millionnaire Pierre-Edouard Stérin, qui se

247 « j'ai repris cet été la responsabilité des Jeunes Républicains des Yvelines sur proposition de Valérie Pécresse, et j'ai aussi été chargée de sa campagne digitale » raconte par exemple Flora, auditrice de l'IFP, sur le site de l'école en 2016 <https://ifpfrance.org/2016/01/13/flora-de-tous-les-combats-a-21-ans/>

248 Etienne Girard, *Le radicalisé. Enquête sur Eric Zemmour*, éd. du Seuil, oct. 2021

249 Ibid, note 227.

250 Jérémie Baruch, Maxime Vaudano, Vincent Nouvet et Anne Michel, « Derrière Eric Zemmour, les cinquante lieutenants d'une campagne d'extrême droite », *Le Monde*, 12 décembre 2021 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/12/12/derriere-eric-zemmour-les-cinquante-lieutenants-d-une-campagne-d-extreme-droite\\_6105788\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/12/12/derriere-eric-zemmour-les-cinquante-lieutenants-d-une-campagne-d-extreme-droite_6105788_4355770.html)

251 Voir le message sur le compte X de l'IFP le 4 octobre 2023: « Grande Nouvelle pour l'IFP ! Nous sommes fiers de vous annoncer qu'aujourd'hui plusieurs de nos anciens étudiants ont franchi les portes du Sénat en tant que sénateurs et col-lab. parlementaires. Un fait marquant : 23% des sénateurs de - de 40 ans proviennent de l'IFP »

252 Nathalie Gathié, « Comment la droite de la droite mène sa reconquête médiatique », *La Lettre*, 23 octobre 2023 - <https://www.lalettre.fr/fr/medias/2023/10/23/comment-la-droite-de-la-droite-mene-sa-reconquete-mediatique.110079551-ge0>

253 Maguelonne DeGestas, « The American Conservative Movement – An Outsider's Perspective », *Leadership Institute*, 14 février 2020 - <https://leadershipinstitute.org/news/?NR=14574>

254 La Fondation Notre dame est une association caritative catholique fondée par Monseigneur Jean-Marie Lustiger : <https://www.fondationnotredame.fr/>

revendique libertarien. Pour Alexandre Pesey comme pour Maguelonne de Gestas (qui a pitché le projet à la Nuit du bien Commun en 2020), l'ILDJ vise à former des journalistes conservateurs « ancrés dans le réel » – un réel qui serait ignoré par une presse trop à gauche<sup>255</sup>. Pourtant, aussi bien Pesey lui-même que nombre d'auditeurs de l'IFP semblent avoir des difficultés avec les faits – Charlotte d'Ornellas, par exemple, a été épinglée pour une utilisation assez fantaisiste de chiffres sur les migrations<sup>256</sup>. Les débouchés principaux pour les auditeurs de ces écoles restent des médias ancrés à droite et très à droite – Cnews, *Valeurs Actuelles*, Europe 1, le JDD –, les mêmes qui relaient déjà facilement les messages des autres partenaires du réseau Atlas. L'essentiel des intervenants de l'IFP issus du monde médiatique vient aussi de ces titres (Geoffroy Lejeune, Christine Kelly, Laurent Dandrieu, Elisabeth Levy, Eugénie Bastié, Mathieu Bock-Coté...), même si quelques-uns sont liés à des médias considérés comme moins radicaux comme Nicolas Doze (BFM), Christophe Barbier (L'Express) ou Daniel Riolo (RMC).

*« Avant, il n'y avait pas d'opposition aux médias maintream. Mais aujourd'hui, grâce à quelques milliardaires et particulièrement un, qui a acheté beaucoup de médias, on a totalement changé le débat public en France. En gros, nous avons eu Fox News en France et ça change complètement le spectre du débat »*, expliquait Alexandre Pesey lors d'une conférence en ligne de la Common Sense Society<sup>257</sup>. S'il ne cite pas ce milliardaire, on reconnaît évidemment Vincent Bolloré, son rachat de nombreux médias et la création de Cnews. Qui peut effectivement rappeler Fox News avec ses innombrables rappels à l'ordre

et sanctions de la part de l'Arcom (notamment pour manquement à l'exigence d'honnêteté et de rigueur de l'information, propos injurieux, humiliants, homophobes...)»<sup>258</sup>. Malgré cela, la chaîne augmente constamment sa part de marché au point d'arriver en seconde place des chaînes d'information en continu derrière BFM pour l'année 2023. La couverture médiatique est essentielle pour avoir une influence sur le « climat des idées » et les médias de Bolloré ont sans aucun doute aidé la minorité des libertariens conservateurs français à acquérir du poids dans le débat public. Quand la chaîne est critiquée pour sa partialité et auditionnée dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire, l'IFP lui apporte un soutien franc et massif : *« On ne bâillonne que la bouche qui dit vrai. »*<sup>259</sup> L'institut sent-il ses futurs « leaders » et porte-paroles menacés par la récente décision du Conseil d'État qui, pour apprécier le respect du pluralisme de l'information d'une chaîne de télévision, enjoint à l'Arcom de prendre en compte *« la diversité des courants de pensée et d'opinions représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités »* ?

255 Eric Martin, « Alexandre Pesey : "Le conformisme politique des écoles de journalisme et des médias dissuade depuis longtemps des jeunes de conviction de se lancer dans le journalisme" », Nouvelles de France, 5 septembre 2018 - <https://ndf.fr/politique/05-09-2018/alexandre-pesey-le-conformisme-politique-des-ecoles-de-journalisme-et-des-medias-dissuade-depuis-longtemps-des-jeunes-de-conviction-de-se-lancer-dans-le-journalisme/>

256 CNews, Punchline, 5 septembre 2018 - <https://x.com/clemovitch/status/1043043430870523904?s=20>

257 Elad Vaida, « VIDEO: What Really Drove France's Violent Riots? », Common Sense Society, 11 juillet 2023 – passage à 21'30 - <https://commonsensesociety.substack.com/p/video-whats-really-drove-frances>

258 Adel Miliani, « C8 et CNews : plus de 40 rappels à l'ordre de l'Arcom, dont la moitié depuis trois ans », Le Monde, 13 mars 2024 - [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/03/13/c8-et-cnews-plus-de-40-rappels-a-l-ordre-de-l-arcom-dont-la-moitie-depuis-trois-ans\\_6221708\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/03/13/c8-et-cnews-plus-de-40-rappels-a-l-ordre-de-l-arcom-dont-la-moitie-depuis-trois-ans_6221708_4355770.html)

259 Voir le message sur le compte X de l'IFP le 15 mars 2024: « « Toute censure est un aveu. On ne bâillonne que la bouche qui dit vrai. » Pierre Gripari #CNEWS » <https://twitter.com/ifpfrance/status/1768562574738543039>

## ● Génération libre : le petit think tank ultra-libéral qui résiste au conservatisme ?

« *On est rejetés de plus en plus à gauche* », constate Christophe Seltzer du think tank Génération Libre, lui aussi partenaire d'Atlas en France. Son organisation n'a pas touché de financement du réseau états-unien, ni obtenu de prix, mais il a bénéficié de formations qu'il estime utiles, notamment à la levée de fonds. En 2014, Seltzer est lauréat de la bourse Tocqueville (voir plus haut), ce qui lui permet de rencontrer une vingtaine de structures à Washington, de la Heritage Foundation au Cato Institute en passant par de plus petites organisations dont il va apprendre les techniques de *fundraising* ou de gestion des réseaux sociaux. Il a aussi suivi le séminaire niveau 1 de l'IFP.

Dans la galaxie libertarienne française, Génération Libre fait figure d'électron libre, puisque le think tank défend des mesures comme le revenu universel, la dé-présidentialisation du régime, la légalisation du cannabis ou l'entrée du travail du sexe dans le droit commun. Des propositions qui sortent du cadre conservateur des autres membres d'Atlas en France. « *L'axe gauche-droite m'importe peu (...), mais il y a un basculement depuis deux, trois ans, et de plus en plus fort, où les mouvements conservateurs libéraux nous trouvent trop à gauche* » explique Seltzer. À ce jour<sup>260</sup>, son « laboratoire d'idées » n'est financé que par des dons privés : « *un profil de quarantennaires, chefs d'entreprise qui a monté sa propre entreprise en France, expat' finance à Londres, ce genre de profils. (...) Une base plutôt conservatrice libérale, mais qui comprennent ce qu'on fait pour la cause. Mais on ne dispose pas du tout des plus de 60 ans, avec convictions religieuses etc.* ». D'un point de vue politique, Seltzer considère que les idées libertariennes n'émergent pas. La couverture médiatique ou la formation de jeunes (notamment via Students for Liberty) lui paraissent plus efficaces aujourd'hui, mais il nuance : les activités des petits think tanks restent très artisanales. Parmi les organisations les plus développées, l'IFP, dont il semble regretter la dérive très conservatrice, serait selon lui la plus influente : « *C'est une clé de compréhension du développement des mouvements de droite et d'extrême-droite en France. Ils forment depuis 20 ans maintenant des cadres et militants qui se connaissent entre eux, qui montent des médias, deviennent hauts fonctionnaires... C'est une machine.* »

<sup>260</sup> Le Conseil d'administration de Génération Libre vient de décider qu'ils pourraient postuler à des financements publics s'il y a une mise en concurrence (appel d'offre) et de financements d'entreprises du CAC40 s'ils peuvent le rendre public.

- Par rapport au poids des membres du réseau Atlas aux États-Unis, les partenaires français peuvent sembler petits. Outre Atlantique, les think tanks Atlas ont d'énormes équipes et budgets et une influence considérable – la Heritage Foundation, par exemple, coordonne le « Project 2025 », qui est peu ou prou le programme de Donald Trump pour les prochaines élections. En France, certains partenaires d'Atlas semblent plutôt en difficulté financière, comme le site Contrepoints (administré par libéraux.org), qui a dû suspendre ses activités en mars 2024<sup>261</sup>, d'autres semblent moins actifs (Les Affranchis, nom français de Students for Liberty). Mais être minoritaire ne veut pas dire qu'on ne peut pas gagner.

Une grande partie du narratif d'Atlas, dans ses formations, revient justement à vanter les mérites du petit nombre qui finit par gagner la bataille. Et les organisations qui émergent aujourd'hui dans l'Hexagone bénéficient d'un contexte particulièrement favorable, leurs intérêts pouvant converger avec ceux de certains grands propriétaires de médias, eux-mêmes riches et parfois très conservateurs – à commencer par Vincent Bolloré. Ils leur fournissent alors une armée de pseudo-experts, porte-paroles, éléments de langage, journalistes et militants formés pour changer le « climat des idées ». Dans ces médias, et même au-delà, leur audience monte, ainsi que leurs idées. Grâce à leurs méthodes, et en restant discrets sur leurs liens avec le réseau américain, ils s'imposent de plus en plus efficacement dans le débat public, portant et légitimant des propositions politiques proches de celles de la frange la plus radicale des conservateurs aux États-Unis. La redistribution sociale, les politiques climatiques, les politiques migratoires sont dans leur collimateur. Politiquement, ce climat profite à l'extrême-droite, que ce soit par les urnes ou par la récupération d'une partie de leurs idées par d'autres partis. En ce sens, les partenaires d'Atlas en France peuvent d'ores et déjà revendiquer un certain succès. Les exemples des succès encore plus retentissants des partenaires Atlas aux États-Unis, au Brésil, en Argentine ou au Royaume-Uni doivent nous alerter sur les risques à le laisser se développer en France.

261 Arnaud Le Vaillant De Charny, « Contrepoints fait une pause », Contrepoints, 10 mars 2024 - <https://www.contrepoints.org/2024/03/10/472394-contrepoints-fait-une-pause>

## Méthodologie

Pour mener cette enquête, nous avons conduit des entretiens avec des chercheurs et activistes travaillant sur le réseau Atlas, en particulier aux États-Unis. Nous nous sommes basés sur des enquêtes journalistiques existantes en France et à l'étranger, des recherches universitaires, les documents rendus publics par le réseau Atlas et les organisations mentionnées, leurs publications sur les réseaux sociaux, ainsi que des documents internes. Nous avons sollicité six organisations françaises partenaires d'Atlas pour des entretiens, seul Génération Libre a répondu et accepté de répondre à nos questions. Nous avons enfin contacté le réseau Atlas lui-même, et le directeur de la communication et du marketing a répondu par email à nos questions.

## Liste des acronymes

**ALEC** : American Legislative Exchange Council

**HATVP** : Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

**IEDM** : Institut économique de Montréal

**IEA** : Institute of Economic Affairs

**IEM** : Institut économique Molinari

**IFP** : Institut de formation politique

**lfrap** : Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques

**Iref** : Institut de Recherches Economiques et Fiscales